



DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

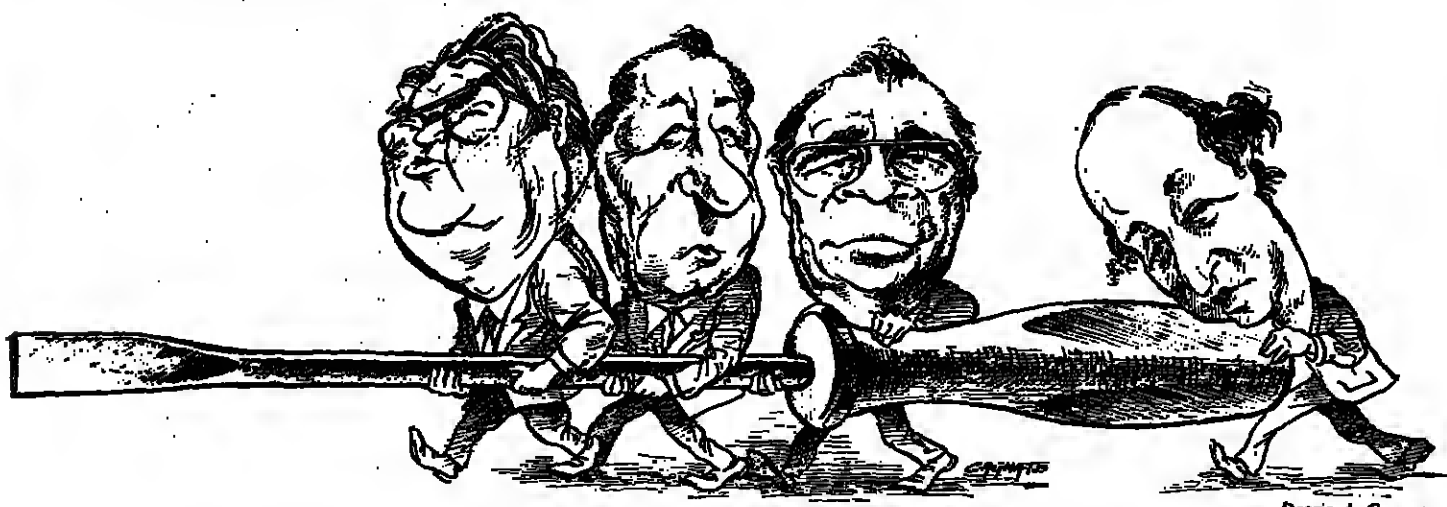
AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE N° 11869

4,80 F

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 MARS 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23



Dessin de Cagnat.

## Quel grand dessein ?

par THOMAS FERENCZI

A supposer que ni le remaniement du gouvernement ni le discours du président de la République n'aient produit sur l'opinion de gauche l'effet d'entraînement escompté, les mesures annoncées par M. Delors devraient, elles, provoquer le « choc psychologique » qui recherchait apparemment M. Mitterrand. Mais ce rude coup frappé par le pouvoir, a-t-il quelque rapport avec un appel à la mobilisation ? Suffit-il d'affirmer une « ferme volonté de rigueur » pour convaincre les « déçus du socialisme » d'adhérer à celle-ci ? Peut-on dire aux Français, comme l'a fait le président de la République, que cette « bataille » est aussi la leur sans leur donner de bonnes raisons de se battre ? Tel est le véritable enjeu de l'entreprise confiée au troisième gouvernement du septennat.

Peu importe, de ce point de vue-là, que la première ministre soit M. Pierre Mauroy, M. Jacques Delors ou M. Pierre Bérégovoy. Chacun d'eux a certes son langage, qui séduit les uns et déçoit les autres, mais le discours est la même. Pour la moment, à en juger par le programme de redressement, il est celui de l'économie la plus classique. Les conditions dans lesquelles ce plan a été élaboré, au lendemain de la négociation de Bruxelles, au même temps qu'était constitué le gouvernement, participent de la même orthodoxie, qui ne favorise pas le contentement du « peuple de gauche » à l'effort demandé.

Quels propos tenir pour persuader les cadres, les ouvriers, les fonctionnaires, qui sont la base sociale du pouvoir, du bien-fondé de cette politique ? M. Mitterrand, il est vrai, a esquissé une réponse, en invitant les Français à organiser leur avenir « autour d'un grand dessein ». L'esquisse, d'ailleurs, est cependant bien imprécise, et ces « valeurs essentielles » qui sont, selon le président de la République, « la vie, l'intelligence et la conscience humaine » sont encore bien abstraites.

On n'attendra pas de M. Delors ou de M. Bérégovoy, dont le rôle pédagogique va sans doute se trouver accru, qu'ils se contentent de souligner la durée des temps et la détermination du gouvernement ni de M. Max Gallo qu'il se borne à mieux expliquer la politique suivie. Leur appartenance aussi de dessiner des perspectives nouvelles.

« Parler vrai », comme le souhaitait jadis M. Rocard, n'est pas suffisant. Encore faut-il avoir quelque chose à dire. Ce message que la France, à en croire M. Mitterrand, a pour vocation d'adresser au monde entier, à con vaincre de son destin, n'est pas un vain mot.

## Le tournant de l'austérité Inévitable mais risqué

Les mesures d'accompagnement du réajustement monétaire marquent un net infléchissement de la politique économique. Ce n'est plus de rigueur qu'il faut parler mais bien d'austérité. Les décisions annoncées se traduiront par une réduction de 65 milliards de francs de la demande intérieure globale, qui devrait entraîner un ralentissement de la croissance et une baisse du pouvoir d'achat. Le déficit du commerce extérieur devrait se réduire et l'endettement se ralentir.

« Cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement », assure M. Mauroy le 16 février sur Antenne 2 au cours de l'émission « L'heure de vérité ». Cinq semaines après cette déclaration, le même premier ministre a fait adopter par son gouvernement l'un des plans d'austérité les plus sévères que la France ait connus depuis très longtemps. « Le plus important », comme disait M. Mauroy à l'Europe 1 le 27 février, c'est que la gauche soit justement le gouvernement de la parole donnée. »

La vie politique est pleine de ces ruses et de ces mensonges que commande parfois la raison d'État. L'approche des élections municipales justifiait-elle la dissimulation des faits dont s'est rendu coupable M. Mauroy ? Une chose est certaine : en déclarant dès le 31 janvier qu'un deuxième plan de rigueur « devait être envisagé », M. Edmond Maire a infiniment mieux servi la démocratie que ne l'a fait le premier ministre.

Cela dit, le plan d'assainissement rendu public vendredi 25 mars était devenu inévitable puisque le pays vit depuis plus d'un an une grave crise financière. Le déficit des comptes extérieurs et l'endettement inquiétant qu'il entraîne, le déficit des comptes de l'État, des entreprises publiques, de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage rendaient impérieuse une réduction de la demande intérieure du pays. Celle-ci a progressé de 1,5 % en France en 1981-1982, ce qui peut sembler faible, mais excédait en fait, et de beaucoup, nos possibilités. En R.F.A., la même demande intérieure

a diminué de 4,3 % au cours de ces deux dernières années. Les conséquences étaient inévitables : tandis que la R.F.A. accumulait d'énormes excédents commerciaux (l'équivalent de 150 milliards de francs en 1982), la France voyait sa balance commerciale se déséquilibrer dangereusement (93 milliards de francs).

Le plan Mauroy-Delors-Bérégovoy va sembler très sévère, il l'est en vérité puisqu'il tend à réduire de 65 milliards de francs une demande

intérieure qui devait avoisiner les 3470 milliards de francs en 1983. La ponction est donc proche de 2 %. Elle touche l'épargne - forcée ou volontaire - pour 20 milliards de francs. Pour 45 milliards, elle concerne les économies budgétaires (15 milliards environ), la fiscalité sur les produits pétroliers (5 milliards), les grandes entreprises nationales (7 milliards de francs), les collectivités locales et les grands travaux (4 milliards de francs), les régimes sociaux (11 milliards de francs en tenant compte du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable).

Même si l'on estime que l'effort d'épargne sera plus faible que prévu (beaucoup de cadres « ponctionnés » fiscalement tireront sur leurs économies au lieu de les accroître comme l'espère M. Delors), la pression exercée sur la demande reste considérable. Deux chiffres permettent de l'apprécier : le plan de relance lancé en juin 1981 portait sur 1 % du produit national. Le plan de freinage lancé vingt-deux mois plus tard porte sur 2 % du produit national. Du point de vue de l'impôt sur le revenu, la ponction supplémentaire est de 25 milliards de francs, ce qui représente un allourdissement moyen de 13 % de la fiscalité directe (nous assimilons l'emprunt forcé à un supplément d'impôt de même que nous considérons le remboursement de cet emprunt comme une baisse de la fiscalité).

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 11.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Sacré

Vous pouvez grignoter le pouvoir d'achat, forcer la note des impôts, tazer l'essence, l'alcool et le tabac. Vous pouvez dévaluer le franc, bloquer les magnétoscopes, contraindre l'épargne, brimer les étudiants en médecine.

Vous pourriez même réduire les crédits militaires, nationaliser l'école privée, emprisonner les opposants, chasser les immigrés, interdire les religions, battre les femmes et les enfants.

Si la rigueur l'imposait, nous l'accepterions.

Mais toucher aux voyages lointains, ça jamais ! Vociferer de tous les pays, unissez-vous !

BRUNO FRAPPAT.

### U.R.S.S.

## Il y a trente ans Khrouchtchev sortait du rang

(Page 2)

### PROCHE-ORIENT

## Le choix difficile du roi Hussein de Jordanie

(Pages 6 et 7)

### JAPON

## Un premier ministre épris de changement

(Page 5)

### FRANCE

## Le retour des boxeurs

(Page 17)

Dans « le Monde Dimanche »  
quatre pages  
de radio et de télévision

### COUP D'ARRÊT AUX NATIONALISTES CORSES

## La manière Broussard

### De notre envoyé spécial

Bastia. — Le séparatisme corse traverse décidément une bien mauvaise passe. La plus difficile depuis les grandes vagues d'arrestations de 1978 à 1979. On disait le F.L.N.C. — Front de libération nationale de la Corse — affaibli, hésitant ces derniers mois, soumis à des luttes de tendances et à des débordements. Coup sur coup, les policiers viennent de le sonner pour le compte.

La semaine dernière, l'équipe de M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué pour la police, avait obtenu les aveux des meurtriers et des racketteurs d'André Seboc. Des « voyous » gagnés à la cause séparatiste pour faire fructifier leurs propres affaires. Vendredi 25 mars, le même Robert Broussard annonçait, à Bastia, l'arrestation de trois des membres présumés du commando qui avait tué, le 11 mars 1982, un légionnaire du 2<sup>e</sup> REP, le caporal-chef Rossi. Des « politiques », membres de l'organisation clandestine et militants connus d'un syndicat ou de mouvements nationalistes légaux.

Ces deux affaires, le pari gouvernemental de « ramener » la « paix civile » en Corse, commandait qu'on les réussisse. M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État à la sécurité publique, en avait fixé l'objectif. Elles avaient l'une et l'autre inquiété l'opinion publique insulaire.

L'aboutissement des enquêtes sur deux meurtres attribués au F.L.N.C., réconforterait mieux la population que la diminution statistique de l'insécurité. Mieux encore que l'interpellation d'une multitude de poseurs de bombes.

Autre avantage, les deux affaires affaibliraient l'adversaire, car on y trouverait à coup sûr la preuve, pour l'affaire Seboc, que le F.L.N.C. s'est laissé infiltrer par des « droit commun », et que la violence insulaire est de moins en moins du ressort politique. Et pour l'affaire du légionnaire, que certains membres de l'organisation clandestine s'abritent au sein de ce que certains appellent la « vitrine légale », la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.).

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 17.)

### DEUX OUVRAGES INÉDITS

## Lire Sartre, enfin

par MICHEL CONTAT

« On entre dans un mort comme dans un moulin », écrivait Sartre au seuil de sa biographie de Flaubert : « L'essentiel c'est de partir d'un problème. » Celui que pose sans doute Sartre aux jeunes gens d'aujourd'hui est le politique. Pas celle d'un politicien ou d'un citoyen : celle d'un écrivain. Les options politiques de Sartre, si sévèrement décriées depuis sa mort, les fameuses « erreurs » comptées à son passif, — personne n'y attacherait autant d'importance si elles n'étaient portées par une œuvre, si Sartre n'était l'auteur de la Nausée, de l'Être et le Néant, de Saint Genet, de l'Idiot de la famille.

Faut-il dissocier les engagements et les livres, du moment que l'homme qui en vivait l'unité n'est plus parmi nous pour la

manifeste ? Sartre artiste doit-il reléguer dans l'ombre Sartre politique ? C'est ce qu'affirment beaucoup de ceux qui ne se reconnaissent plus dans les positions qu'ils avaient prises à la suite du temps de la guerre froide — « tout anticommuniste est un chien » — puis des luttes anticoloniales — « abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre » — et de l'après-mai 68 — « élections, piège à cons », — formules dont l'excès nous apparaît à présent regrettable et certainement périmé.

Ce serait cependant méconnaître ce qui motive les livres autant

que les engagements : la recherche d'une morale. Sartre créateur — le philosophe, le romancier, le dramaturge, l'autobiographe — n'est pas concevable, est rigoureusement inintelligible, sans l'exigence éthique qui l'anime et qui consiste à fonder pour lui-même et pour les autres l'exercice, la pratique de la liberté, c'est-à-dire l'humanisation de l'espèce. Cette recherche, lorsqu'elle est pensée, problématisée, et pas seulement vécue dans la confusion et la douleur, constitue l'intellectuel. Elle est notre tâche infinie.

Sartre n'avait pas voulu publier de son vivant les notes écrites en 1947-1948, en vue de l'ouvrage sur la morale que promettait l'Être et le Néant.

(Lire la suite page 14.)

**GLADRAGS**  
UN TRIOMPHE  
au THÉÂTRE DE LA VILLE  
AQUICHET FERMÉ  
**BRAVO KATIA ET MARIELLE**  
LABEQUE  
**GLADRAGS**  
RAGTIME  
SCOTT JOPLIN - GERSHWIN - J.P. JOHNSON  
**GLADRAGS**  
un disque 33 tours et cassette  
La Voix de son Maître

هكذا من الأصل



## Dates

### RENDEZ-VOUS

- 26 mars. U.R.S.S. : visite de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU (jusqu'au 29).
- Paris : manifestation en faveur des juifs d'U.R.S.S.
- 27 mars. Vietnam : visite de M. Cheysson, ministre des relations extérieures.
- 28 mars. Pakistan : visite de M. Cheysson (jusqu'au 30).
- Paris : visite officielle de M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie.
- Bruxelles : réunion du conseil d'association C.E.E./Turquie.
- Canada : visite de M. Papanicolas, premier ministre grec (jusqu'au 31).
- Argentine : ouverture de la réunion préparatoire de la CNUCED (jusqu'au 9 avril).
- 29 mars. Paris : élection des maires d'arrondissement.
- R.F.A. : discours de M. Brandt en qualité de doyen.
- 29, 30 mars. Paris : visite du président bolivien, M. Siles Zuazo.
- 30 mars. France : journée parlementaire du parti socialiste.
- Paris : sortie du film *Le Choix de Sophie* d'après le roman de William Styron.
- États-Unis : M. Kaunda est reçu par M. Reagan à la séance d'ouverture du Bundestag.
- 31 mars. France : date limite de dépôt des déclarations de magnétoscopes.
- 1<sup>er</sup> avril. France : mise en place du droit à la retraite à soixante ans.
- Sortie en librairie de deux inédits importants de Jean-Paul Sartre.
- 2 avril. France : ouverture de la session de printemps du Parlement.
- Début des vacances de Pâques (zones II et III).

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75477 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F

2 - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse défilés ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 F. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 500 F. CFA ; Danemark, 6,80 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 36 c. ; Grèce, 50 dr. ; Hongrie, 75 p. ; Inde, 1 200 l. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 120 F. CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Soudan, 120 l. ; Yougoslavie, 40 d.

S. RUE DES FILLES  
75477 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 690572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimerie

de la "Mondé"

5, rue des Filles

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 5737

ISSN : 0395 - 2037

## IL Y A TRENTÉ ANS

# Un certain Nikita Khrouchtchev...

**Le printemps 1953 à Moscou, c'est d'abord, bien sûr, la mort de Staline, mais aussitôt après une bien curieuse période : celle de la remise en cause, progressive, mais, dès les premières semaines, spectaculaire, du culte et de l'héritage du « stratège génial » ; celle d'une lutte pour le pouvoir, masquée mais sans merci, dans l'ombre d'un homme dont presque personne, à l'intérieur comme à l'extérieur, n'imaginait que le règne puisse être éphémère : Gueorgui Malenkov. C'est aussi l'époque où un dirigeant que bien peu prennent encore au sérieux, un certain Nikita Khrouchtchev, fait, très progressivement, son apparition sur la scène.**

La succession va s'étaler en fait sur près de cinq ans : ce n'est qu'en 1958 que Khrouchtchev éliminera son dernier adversaire, Boulganine, et prendra sa place à la tête du gouvernement. Mais le processus s'engage très vite, avec des rebondissements et des remises en question. Le 7 mars, les hiérarches du politburo — que l'on appelle alors présidium — cooptent Malenkov comme principal successeur en le plaçant à la tête du gouvernement tout en le maintenant au poste de secrétaire du parti. Ce fut jadis la situation de Staline qui, aussi étrange que cela paraisse, avait abdiqué en octobre 1952 sous le titre de secrétaire général et s'était mort que simple secrétaire et président du conseil des ministres.

### Un provincial modéré

Une semaine plus tard, le 14 mars, ce dispositif est modifié : Malenkov abandonne son siège au secrétariat, où Khrouchtchev, du même coup, fait plus nettement figure de numéro un. Il est cité en tête des membres de cet organisme, mais ce n'est qu'en septembre 1953 qu'il héritera du titre, nouvellement créé, de premier secrétaire. Pourtant, il est fort probable que Malenkov ne se considère pas comme diminué. En effet, ce qui compte alors en U.R.S.S., ce n'est pas tant le parti et son appareil que le conseil des ministres où siègent, comme premiers vice-présidents, toutes les grosses têtes du moment : Beria, Molotov, Boulganine, Kaganovitch. Le communiqué du 7 mars mentionne d'ailleurs les changements dans le parti bien après ceux qui interviennent dans l'État et les services de sécurité, toujours tout-puissants.

Tout cela sera remis en question une nouvelle fois en juin, avec la chute de Beria, puis, à partir de septembre, avec la lente montée de Khrouchtchev qui va précisément chercher à remettre le parti aux postes de commandement. La tâche est rude et il faudra ruser. Qui pourrait deviner alors que ce provincial rondouillard au léger accent ukrainien, cet apparatchik plus gauche encore que les autres dans son costume à pautes d'éléphant (pendant des années, sous son règne, la presse fustigera les pantalons étroits de la jeunesse à la mode comme un signe sûr d'anticonformisme) sera le premier déstabilisateur et, de surcroît, le « tombeau » de ses collègues ?

Bien au contraire, Khrouchtchev se présentera, jusqu'en 1955 au moins, comme un protecteur énergique de la rigidité idéologique, d'abord contre Beria, puis contre Malenkov. Deux ans avant le vingtième congrès, on lui doit, en mai 1954, la reprise en main des intellectuels qui, tel Ehrenbourg, avaient un peu trop vécu cru au dégel. Il est un gardien vigilant de la primauté de l'industrie lourde (le fameux groupe A dont les staliniens se gargarisent encore aujourd'hui), face aux velléités de relance de la consommation

d'un Malenkov. Celui-ci n'a-t-il pas, dans un fameux discours du 8 août 1953 — le même qui a annoncé au monde la première bombe H soviétique, — promis au public médusé « de la viande et du poisson, du beurre, du sucre, de la confiserie, des tissus, des vêtements, des chaussures, des ustensiles domestiques et des meubles » ? Un discours que le bon peuple résumera dans un couplet célèbre du folklore officieux : « Le camarade Malenkov nous a donné du pain et des blinis ! Le camarade Beria n'a pas justifié la confiance. (1) »

### Loïn du goulash

Le Khrouchtchev de 1953 est donc bien loin du « communisme du goulash », voire du « communisme de la panse » qu'il évoquera dix ans plus tard. Il n'est même pas le « Monsieur K » que popularisèrent ses voyages autour du monde : et encore moins le tribun débridé qui marquera de sa chausserie son pupitre de l'ONU en 1960. Son premier déplacement à l'étranger (Chine) n'aura lieu qu'en septembre 1954.

Cela ne signifie pas, au demeurant, qu'il se désintéresse des affaires étrangères. Mais tous y participent dans un style collégial bien oublié depuis lors. Ainsi, lorsque la direction du parti SED (parti socialiste unifié), au pouvoir en Allemagne de l'Est, arrive à Moscou en août 1953, ce ne sont pas moins de sept membres du politburo soviétique qui participent aux conversations — tout l'effectif sauf deux. De même, Imre Nagy, le futur chef du gouvernement hongrois, que Khrouchtchev fera fusiller en 1958, racontera comment il régla alors ses comptes avec Rakosi, le Staline hongrois, en présence de tous les dirigeants de Moscou. Il n'est pas exclu qu'un certain Youri Andropov, modeste fonctionnaire du comité central et futur diplomate à Budapest, ait assisté à ces entretiens.

Ce printemps 1953 comble, en tout cas, les espoirs de tous ceux qui, avec patience mais sans bémol, attendaient depuis des années l'eau dormante de la presse soviétique, à la recherche des mouvements ou profonds. Qui, sinon ces manigances incompréhensibles, cet échec du premier signe du grand craquement annonçant la remise en cause des crimes staliniens, non pas dans la *Pravda*, mais dans... le bulletin d'otomobno-laryzologie de l'U.R.S.S. ? Dans son numéro en date du 31 mars 1953, cette revue rétablit, dans la liste de ses rédacteurs, le nom du professeur Prokhorov, l'un des médecins arrêtés dans le cadre du « complot des blouses blanches » dénoncé par Staline quelques mois plus

tôt. Le groupe ne devait être réhabilité officiellement qu'en avril. Le 10 mars encore, dans le *Travailleur médical*, le communiqué sur les causes de la mort de Staline avait porté la signature du docteur Timachouk, principale accusatrice des « médecins assassins ».

C'est également aux heures fastes de la « kreninologie », dont Robert Conquest devait faire quelques années plus tard une analyse magistrale (2) qu'appartient l'épisode de la photographie de Malenkov en compagnie de Staline et de Mao publiée par la *Pravda* le 10 mars. Cette photographie avait déjà été publiée par l'organe du parti, trois ans plus tôt, le 14 février 1950, mais trois personnages séparément alors : Malenkov de gauche ; pour mieux montrer que le dauphin désigné était tout proche des grands hommes du communisme mondial, ces trois personnages avaient tout simplement été éliminés par un savant montage.

En sens inverse, la première « non-personne » victime des purges staliniennes et qui eut droit soudain à l'existence fut Petrovski, un ancien président ukrainien éliminé de la vie publique avec toute la direction de cette république, dans les années 30. A la différence de Kossior et de bien d'autres, Petrovski avait en la chance de survivre. On le décora donc de l'ordre de Lénine, pour son soixante-quinzième anniversaire, par un décret du 28 avril publié le 6 mai. Renseignements pris, pourtant, Petrovski n'était pas né à cette date, mais le 4 février... Entre-temps, Staline était mort, et c'était là toute la différence.

Le retour de ces « non-personnes » prit d'ailleurs vite une telle ampleur qu'il fallut ajouter, en 1958, pour héberger leurs biographies, un cinquième et unique volume à la Grande Encyclopédie soviétique, dont les cinquante tomes s'élevaient à l'échelle de la régularité d'honneur toutes les dernières années, et restèrent dans l'histoire un monument de non-information. Les souscripteurs (même étrangers) reçurent une aimable invitation à remplacer la biographie élogieuse de Beria par un long article illustré d'une carte sur... le détroit de Behring.

### Où Beria devient Behring...

Il est vrai qu'il n'y avait aucune raison de faire dans la ouance à propos d'un homme dont on venait de révéler les turpitudes à la solde de l'Intelligence Service depuis 1919, et qui avait été expulsé du politburo *manu militari* par quelques solides maréchaux (certains rapportèrent que le chef de toutes les polices soviétiques



Dessin de ROUIL.

quitta la séance roulé dans un tapis), avant d'être fusillé au terme d'un procès à huis clos.

### Le « petit Pina »

La vie du Kremlin se déroulait en dents de scie. Certains dirigeants de haute volée faisaient la leçon à tout le monde avant d'être contraints à d'humiliantes autocritiques. Ainsi, Molotov dut s'excuser, en octobre 1955, pour avoir dit que les « fondements d'une société socialiste » venaient d'être édictés en U.R.S.S. Erreur ! C'était fait depuis 1932. D'autres responsables étaient victimes de curieuses obliques. Le ministre de l'Agriculture, Ivan Benediktov, fut éliminé en Inde comme ambassadeur, à la mort de Staline, avant de retrouver son poste trois mois plus tard — ce qui ne l'empêcha pas de redevenir ambassadeur en Inde, en 1959, et ce fut pour de bon. Mikhaïl Zimianine fut nommé chef du parti en Biélorussie, presque clandestinement et pour quelques semaines au printemps 1953, après quoi la place revint à son titulaire, Nicolas Patolichov.

Le premier cité est aujourd'hui secrétaire du comité central du parti ; le second, ministre du commerce extérieur. Mais ces incidents de carrière ont atteint des personnages encore plus importants. Leonid Brejnev, promu en 1952 secrétaire du parti et membre suppléant du politburo, perd ces deux postes prometteurs à la

mort de Staline pour se retrouver commissaire politique de la marine, Alexis Kossyguine, autre ancien suppléant du politburo, est évincé lui aussi en mars 1953 ; il ne reprendra du galon qu'en décembre de la même année, en devenant vice-président du gouvernement, Youri Andropov passe de l'appareil du comité central du parti, où il avait passé les dernières années de Staline, à la diplomatie, comme simple conseiller d'ambassade.

Tous ces hommes allaient devoir leur brillante carrière à venir à celui qui se comparait au petit Pina d'une histoire ukrainienne : « Des prisonniers se cherchent un chef. Après avoir écarté le plus gros, puis le plus maigre, celui-ci puis celui-là, on choisit Pina, le plus bête. Lorsque le tunnel d'évasion est creusé, qu'il va s'engager le premier ? Passe donc le premier, Pina, puisque tu es le chef, tu verras bien ce que tu trouveras à la sortie ! Ce Pina, c'était moi. »

Khrouchtchev raconte cette anecdote, un soir d'octobre 1957 au cours d'une réception à Moscou. Boulganine le tira doucement vers la sortie.

MICHEL TATU.

(1) Le piment des deux vers Beria dans la rime (Malenkov, Blinov, Beria et d'autres).

(2) Robert Conquest, *Power and Policy in the U.S.S.R.*, Editions Macmillan Londres 1961.

## Le Parlement européen

# Un quart de siècle d'inexistence

Le Parlement européen, qu'on se le dise, a vingt-cinq ans. Depuis juillet 1959, ses membres sont élus au suffrage universel. Les plus optimistes espèrent que cet effort de démocratisation longuement empêché par la France, accepté en décembre 1974 par M. Giscard d'Estaing comme une sorte de contrepartie à la création d'un conseil européen, donnerait un élan nouveau, un peu de fraîcheur, à une Communauté jugée trop lointaine, peu soucieuse des préoccupations quotidiennes du citoyen.

D'autres, plus inquiets, craignent que l'élection de l'Assemblée ne fut l'occasion d'une nouvelle et dangereuse offensive des partisans de la supranationalité. Après dix-huit ans d'existence, les premiers sont déçus, frustrés. Les seconds, qui, il est vrai, n'avaient pas perdu que l'évolution prise par la construction européenne rendait leur inquiétude sans fondement, sont pleinement rassurés. Pierre consoling ! Le jugement à porter sur l'institution ne peut être que sévère.

Le Parlement de Strasbourg n'est plus l'objet d'une controverse, il n'existe pas. Lieu de pale-

stres irréelles pour politiciens peu compétents — il est des exceptions mais elles sont peu nombreuses — épuisés par une administration pléthorique et faible, l'Assemblée telle qu'elle fonctionne est une parodie de ce qu'elle aurait dû, de ce qu'elle aurait pu être. Est-il exagéré d'affirmer que, frisant souvent le ridicule, elle tient l'image d'une construction européenne qui, malgré ses faiblesses, ses lenteurs, ses progrès et demeure pour nos pays à la fois un atout et une espérance ? Les autres institutions, le conseil des ministres, la Commission, ont leurs insuffisances. Mais une compétence technocratique réelle (absente chez la quasi-totalité des parlementaires) allée à une certaine aptitude à saisir les occasions de progrès leur permet, moins rarement qu'on le prétend, d'effectuer des percées significatives. A cet égard, la crise électorale qu'éprouve actuellement la Commission, ou du moins une partie de ses membres, de se faire renverser par l'Assemblée — celle-ci en a le pouvoir — est aussi paradoxale qu'affligeante.

Peut-on trouver à l'Assemblée des circonstances atténuantes, lui donner comme excuse la modestie de ses pouvoirs ? Assurément pas. Utilisant assez habilement les possibilités offertes par la procédure, elle s'est livrée chaque année à un coup de force budgétaire.

### Un feu de paille

Le premier, le plus spectaculaire droit de la Parlement usa de son pouvoir de rejeter le budget de la C.E.E. (certains ont dit alors que l'Assemblée brillait trop vite ses meilleures munitions), fut mené de manière constructive, presque prometteuse : la commission du budget et son rapporteur, l'actuel président de l'Assemblée, Piet Dankert, ne se contentant pas de dénoncer le coût de la politique agricole commune, de couper dans les crédits, présenta une amorce de projet-réforme de l'Europe verte, bien cherché, utile. Sur un thème d'actualité, il manœuvrait et surtout cherchait à influencer. Ce fut un feu de paille : les coups de force budgétaires suivant relèvent du piratage, mais sans être accompagnés désormais d'une argumentation un

peu convaincante, d'un projet. Le résultat est là : le conseil des ministres s'occupe des initiatives budgétaires du Parlement, parce que la règle le lui impose, mais personne, hors les cercles d'initiés, ne prête plus d'attention à ces jeux stériles.

L'absence de sérieux, la banalité des débats dits « de fond » sur les grands thèmes d'actualité — emploi, politique industrielle ou commerciale, — un papillonnage constant sur les questions diplomatiques, n'ont bien sûr pas contribué à renforcer le prestige de l'Assemblée, à lui donner, en termes d'influence, l'essor nécessaire pour user efficacement et de façon constructive des pouvoirs budgétaires très réels dont elle dispose. Les qualités et la compétence de Mme Simone Veil, le premier président, ne pouvaient évidemment suffire à inverser la tendance. L'échec est patent, le plus triste est qu'on ne distingue guère comment il pourrait être corrigé.

PHILIPPE LEMAITRE.



# Etranger

## BULLETIN

### Duels oratoires sur le Nicaragua

Le Nicaragua et les « agressions extérieures » dont il est l'objet, et que dénoncent ses dirigeants, donnent lieu depuis quelques jours, au Conseil de sécurité de l'ONU, à des duels oratoires aussi violents qu'attendus. Aux accusations lancées par les sandinistes et leurs alliés ou sympathisants contre l'« interventionnisme » américain en Amérique centrale, la représentante des Etats-Unis, M<sup>me</sup> Kirkpatrick, a répondu, le vendredi 25 mars, de la manière abrupte — sinon caricaturale — qui lui est habituelle.

Les dirigeants sandinistes, selon elle, sont des « dictateurs » qui « répriment » leur peuple et tentent de « déstabiliser » leurs voisins. Certains des Etats qui les soutiennent à la tribune ne sont que des « marionnettes » des Soviétiques. L'assistance militaire américaine aux gouvernements salvadorien et hondurien est seulement destinée à protéger les droits de leurs peuples à l'« autodétermination » contre les attaques menées par les guérilleros marxistes, appuyés par leurs amis nicaraguayens et cubains.

C'est ainsi que le gouvernement de M. Reagan et ses représentants réécrivent l'histoire et analysent, de la moins officielle manière, les réalités de la région. Leurs adversaires font preuve du même simplisme en sens contraire. En fait, les efforts déployés par la C.L.A. pour affaiblir le gouvernement sandiniste, en soutenant les commandos « contre-révolutionnaires », à l'œuvre dans le nord du Nicaragua, sont aussi difficiles à nier que la « sympathie » témoignée par les dirigeants de Moscou à l'égard de ceux de Managua, telle qu'elle vient de s'exprimer dans le communiqué officiel publié après la rencontre entre M. Andropov et le coordinateur de la lutte nicaraguayenne, M. Daniel Ortega.

La situation dans les départements nicaraguayens frontaliers du Honduras est sérieuse, peut-être pas aussi grave qu'on le dit à Managua, où la tentation est grande de dramatiser pour susciter un débat à l'ONU. Les dirigeants sandinistes — ils le disent eux-mêmes — ne sentent pas leur pouvoir menacé, mais ils doivent soutenir un effort de guerre de plus en plus grand pour faire face aux incursions meurtrières d'anciens gardes somozistes entraînant avec eux plusieurs milliers de paysans et d'indiens miskitos. Pour la première fois, Managua a affirmé, vendredi, que des troupes régulières honduriennes avaient pénétré en territoire nicaraguayen, ce que le gouvernement de Tegucigalpa a démenti.

Après les menaces du Nord, celles du Sud : un ancien opposant à Somoza, M. Fernando Chamorro, passé dans l'opposition au sandinisme, a lancé ses premières attaques armées depuis le Costa-Rica voisin, tandis que l'ancien dirigeant sandiniste, M. Eden Pastora, s'apprête à le faire. Là aussi, les Etats-Unis sont soupçonnés de travailler dans l'ombre. « Ils veulent nous détruire, mais ils ne savent pas comment », déclarait en décembre le ministre nicaraguayen de l'Intérieur, M. Tomas Borge. Celui-ci vient de « lancer » cette affirmation : les Américains veulent négocier une trêve au Nicaragua contre un arrêt des fournitures d'armes à la guérilla du Salvador, a-t-il dit en substance. Même si une telle négociation intéressait les parties en cause, les conditions de la paix civile au Salvador, et même au Nicaragua, seraient-elles réunies pour autant ?

## TOUT EN MÉNAGEANT ALGER

### Madrid entend maintenir de bonnes relations avec Rabat

L'Espagne et l'Algérie sont favorables à une « solution juste et pacifique » du conflit du Sahara-Occidental, fondée sur le respect des principes et des résolutions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine, indique le communiqué commun publié vendredi 25 mars, à la suite de la visite officielle à Alger du vice-président du conseil espagnol, M. Alfonso Guerra (le Monde du 23 mars). Celui-ci a été entretenu avec le responsable des relations extérieures du Polisario, M. Ould Saleck ; il a rappelé que, pour le gouvernement socialiste espagnol, l'Espagne n'a pas transféré sa souveraineté, mais uniquement son administration au Sahara-Occidental. Le communiqué commun ne mentionne pas le Polisario et se limite à souligner que « le peuple sahraoui a droit à son autodétermination ».

De notre correspondant

Madrid. — C'est à un délicat jeu d'équilibre que l'Espagne se livre en Afrique du Nord. Après le voyage que le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, a effectué du 22 au 25 mars à Alger, M. Felipe Gonzalez devait, en même temps, rendre visite officielle à l'étranger depuis son installation à la tête du gouvernement de Madrid.

L'arrivée du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) au pouvoir à Madrid, en décembre, avait été accueillie avec circonspection à Rabat : quelle attitude allait-il adopter sur la question du Sahara ? L'Espagne, comme l'affirme le Front Polisario, porte une responsabilité particulière dans ce conflit. En tant que puissance colonisatrice, n'avait-elle pas signé en novembre 1975 avec le Maroc et la Mauritanie les « accords de Madrid », qui prévoyait le partage entre ces deux pays de son ancien territoire ? Ce texte avait été vivement dénoncé à l'époque par le P.S.O.E., alors dans la clandestinité.

A l'issue d'un voyage dans l'ancien Sahara espagnol, M. Felipe Gonzalez signait d'ailleurs en novembre 1976 en Algérie avec les di-

rigents du Polisario un document fustigeant « l'accord de Madrid de triste mémoire par lequel trois Etats s'arrogeaient le droit de disposer d'un peuple étranger ». Le P.S.O.E. reconnaissait le Front Polisario comme « le seul et légitime représentant du peuple sahraoui ». Durant les années suivantes, il fut l'un de ceux qui défendirent avec le plus de vigueur la thèse de l'admission du Polisario au sein de l'Internationale socialiste.

Toutefois, parvenus au pouvoir, les socialistes espagnols considèrent désormais que le maintien de bonnes relations avec le Maroc passe avant les fidélités militantes d'hier. Deux raisons les poussent à ménager le régime du roi Hassan II. D'une part, le problème de Ceuta et Melilla, les deux « places de souveraineté » espagnoles sur la côte nord-africaine, revendiquées par le Maroc. Si le gouvernement de Rabat lançait une campagne pour la récupération de ces deux enclaves, le P.S.O.E. se retrouverait dans une position inconfortable. Toute marge de manœuvre lui est interdite face à la pression des forces armées, d'autant plus promptes à réagir à une politique d'« abandon » qu'elle émanerait de la gauche.

Le problème de la pêche joue d'entre part son rôle, car le Maroc accepte dans ses eaux territoriales un important contingent de pêcheurs espagnols. Le renouvellement de l'accord entre les deux pays se heurte à de grandes difficultés. Désireux de préserver ses richesses halieutiques, le gouvernement de Rabat exige de celui de Madrid qu'il réduise de plus de moitié la prise de poisson au large des côtes nord-africaines. Il lui demande également de coopérer davantage au développement technologique de l'industrie halieutique marocaine.

Pour toutes ces raisons, l'Espagne entend maintenir de bonnes relations avec le Maroc, tout en ménageant les susceptibilités algériennes. Le rapprochement en cours entre Rabat et Alger ne peut, il est vrai, que rendre plus facile la tâche de la diplomatie de Madrid. Lors de la visite qu'il effectuera au Maroc en décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères, M. Moran, fut l'un des premiers à être informé personnellement par Hassan II de la réaction algérienne à la signature de l'accord de Madrid. En gestation entre ce dernier et le chef de l'Etat algérien.

L'apaisement des tensions au Maghreb est vivement souhaité à Madrid, où l'on fait d'ailleurs état d'un parallélisme entre les intentions de la France et celles de l'Espagne à l'égard de cette région. On considère ici que le Maroc sera moins tenté de rechercher l'appui de puissances « étrangères » (en clair, les Etats-Unis) lorsqu'il aura résolu les conflits qui l'opposent à ses voisins. La solution du problème du Sahara jouera à cet égard un rôle fondamental.

THERRY MALINAK.

## Chili

### Deux cent trente arrestations après de violentes manifestations

Santiago (A.F.P.). — Quelques centaines de personnes, dont deux prêtres catholiques, ont été arrêtés lors des violentes incidents qui se sont produits le jeudi 24 mars à Santiago. Aux cris de « Pain, justice, travail et liberté », des centaines de manifestants avaient convergé, à la tombée de la nuit, vers le centre de la capitale et avaient affronté trois heures durant les carabiniers, qui ont usé de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Les manifestants avaient brisé des cabines téléphoniques, allumé des feux et dressé des barricades. Les heurts ont fait plusieurs blessés parmi eux.

Auparavant, huit bombes avaient explosé dans plusieurs quartiers de la ville, ces attentats visant des installations électriques, de distribution d'eau potable et des autobus. D'autres manifestations ont eu lieu à Valparaíso et à Concepcion, apparemment à l'initiative des partis de gauche clandestins. Celle de Santiago avait été convoquée par le Comité de coordination des habitants des quartiers pauvres de la capitale. Auparavant, la police avait arrêté à Santiago et dans plusieurs villes du pays quatre personnes accusées de « communisme », ainsi qu'une vingtaine de dirigeants syndicaux et étudiants.

Ceux-ci ont pour toile de fond la grave crise économique que traverse le pays : chute de 14 % de la production, chômage affectant 25 % de la population active, dette extérieure de 17 milliards de dollars. Le plan de redressement présenté par le président Pinochet a été accueilli avec tiédeur par les milieux industriels.

Ceux-ci ont pour toile de fond la grave crise économique que traverse le pays : chute de 14 % de la production, chômage affectant 25 % de la population active, dette extérieure de 17 milliards de dollars. Le plan de redressement présenté par le président Pinochet a été accueilli avec tiédeur par les milieux industriels.

## A travers le monde

### Bangladesh

LES ACTIVITES POLITIQUES, interdites depuis l'instauration, l'année dernière, de la loi martiale, seront de nouveau autorisées à partir du 1<sup>er</sup> avril, a annoncé, le vendredi 25 mars, l'administrateur de la loi martiale au Bangladesh, le général Mohammad Ershad.

### Vietnam

UNE MISSION DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL est arrivée le vendredi 25 mars à Hanoi pour une visite de dix à quinze jours à l'invitation de la Banque du commerce extérieur du Vietnam. De sources vietnamiennes informées, on indique que l'objet de la visite est

d'étudier une demande vietnamienne de prêts. Plusieurs missions du F.M.I. se sont rendues discrètement au Vietnam depuis un an. Selon des milieux diplomatiques, des missions auraient conclu dans leurs rapports que l'attribution de prêts au Vietnam était difficile tant que ce pays ne recevait pas d'aides bilatérales internationales importantes.

## POINT DE VUE

### La France et le tiers-monde

### La politique de développement en question

Au lendemain de son élection, M. François Mitterrand avait consacré sa volonté d'engager la France dans une véritable politique de développement en créant, notamment, à la fin de 1981, une délégation interministérielle pour la coopération et l'aide au développement dont la responsabilité avait été confiée, à l'époque, à M. Stéphane Hessel. Nommé depuis à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, ce dernier livre ci-dessous les réflexions que lui inspire la récente suppression de cette délégation interministérielle.

par STÉPHANE HESSEL (\*)

Au moment où le gouvernement se pose à juste titre la question d'une meilleure cohérence interne dans la poursuite de chacune de ses politiques, la décision qui vient d'intervenir (1) de supprimer la délégation interministérielle pour la coopération et l'aide au développement est particulièrement inopportune. Elle met fin prématurément et sans raison valable à une expérience discrète et dont l'efficacité s'affirmait au fil des mois. Elle jette le doute sur la volonté présidentielle de mener à leur terme les réformes de structure sans lesquelles il ne pourra tenir les engagements qu'il a pris à l'égard des pays du tiers-monde, principales victimes de la récession et du désordre économique mondial.

La création, en décembre 1981, d'une instance légère auprès du premier ministre chargée d'assurer l'adaptation harmonieuse des structures ministérielles existantes aux impératifs d'une nouvelle politique de coopération au développement avait été la résultante de débats passionnés où s'étaient exprimés tous ceux qui, à l'instar du président de la République, envisageaient le rôle de la France à l'égard du tiers-monde comme un objectif majeur de ses relations extérieures et un atout essentiel dans sa volonté de sortir de la crise où s'enlisait l'économie mondiale.

Atteindre cet objectif si éloquentement affirmé par François Mitterrand tout au long de sa campagne et que le président de la République n'a cessé de faire figurer parmi les priorités majeures de notre politique — faire de la France un partenaire plus attentif et mieux capable de répondre aux besoins et aux potentialités des pays en voie de développement — cela impliquait une restructuration sérieuse et profonde de l'appareil administratif chargé de sa mise en œuvre.

Forcé étant en effet de constater qu'aucune cohérence n'existait entre les services chargés traditionnellement au sein de l'ancien ministère de la coopération de gérer les actions d'aide au développement découlant de nos engagements politiques dans l'Afrique francophone subsaharienne ceux qui, dans le cadre de l'ancien ministère des affaires étrangères, saupoudraient d'une fine couche de coopération culturelle et technique tout le reste des pays en développement (P.V.D.) ceux qui, dans des perspectives essentielles mais différentes, dispensaient des prêts du Trésor à un certain nombre de partenaires, abonnés ou non, en conjonction avec des crédits garantis facilitant nos exportations d'équipement, ceux qui, dans chacun des ministères économiques et techniques, au bénéfice de la multiplication des contacts internationaux de ministre à ministre, participaient aux échanges matériels et intellectuels avec des pays du tiers-monde, et ceux, enfin, qui suivaient — en s'efforçant avec des moyens budgétaires dérisoires d'y maintenir une place privilégiée pour la France — les activités multiples, parfois incohérentes mais au total d'un impact croissant sur l'économie du développement, des organisations multilatérales, financières et techniques, des programmes d'aide aux P.V.D., des Nations unies, des fonds et des banques régionales de développement.

Les mesures prises en novembre 1981 devaient nous permettre de faire face à trois tâches essentielles et urgentes :

1) L'intégration, dans un seul ministère des relations extérieures, de l'ensemble des responsabilités d'une diplomatie dont la coopération au développement constitue une part de plus en plus importante, qui justifie pleinement la présence au sein du gouvernement d'un ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, mais dont l'exécution est confiée à des services formant partie intégrante du ministère et y occupant toute la place et rien que la place qui correspond aux responsabilités qui sont les leurs. Cela veut dire que ces services ne doivent pas se confondre ni avec ceux d'une direction chargée des contacts politiques avec une région du monde particulière, l'Afrique notamment, ni avec ceux d'une direction responsable de l'action culturelle de la France dans l'ensemble du monde, qu'il soit industrialisé ou non.

2) La cohérence des nombreuses instances qui participent à la présidence économique et technique de la France dans les pays en voie de développement et qui disposent d'une gamme de moyens dont aucun n'a d'efficacité réelle et à long terme s'il n'est combiné avec tous les autres. Il s'agit là d'une tâche essentielle qui a été accomplie avec succès par la plupart des pays industrialisés, tout par-

(\*) Ambassadeur de France.

ticulièrement par la République fédérale d'Allemagne, et qui donne à leurs interventions dans les P.V.D. une constance et un suivi qui faisaient gravement défaut aux nôtres.

Ces instances, ce sont naturellement les différents départements ministériels, les grands établissements de financement comme la Caisse centrale de coopération économique, les institutions universitaires et scientifiques, les organisations bénévoles non gouvernementales, les bureaux d'études spécialisés, mais aussi les entreprises, et parmi elles non seulement les grandes entreprises nationales mais aussi les petites et moyennes entreprises, porteuses de technologie auvent plus appropriées. Or leurs interventions, si nous voulons qu'elles servent efficacement le double objectif de contribuer à la croissance économique et à un développement authentique, c'est-à-dire auto-entretenu, et qu'elles ouvrent des champs féconds à notre expansion économique, technique et culturelle, il faut qu'elles trouvent leur place dans une stratégie clairement définie et poursuivie avec les moyens adéquats.

3) La préparation des décisions à prendre au niveau le plus élevé de l'Etat pour orienter la politique française à l'égard du tiers-monde, réserver les ressources destinées aux pays avec lesquels nous souhaitons entretenir des relations privilégiées, définir les thèmes que nous défendrons dans les instances internationales et contrôler la tenue des engagements quantitatifs et qualitatifs pris par le gouvernement, notamment en ce qui concerne le pourcentage de notre P.N.B. consacré à l'aide au développement.

La tâche assignée à la délégation interministérielle dans l'accomplissement de ces trois tâches essentielles a fait l'objet de textes (2) qui consacrent toute leur activité. En l'espace de quatre mois, malgré le départ à la fin de l'été 1982 du délégué appelé à d'autres fonctions — qu'il n'avait acceptés qu'assuré d'être remplacé dans son poste, — l'équipe mise en place avec des moyens excessivement modestes auprès du premier ministre — cinq secrétaires de haut niveau et trois secrétaires — a accompli avec beaucoup de conscience et d'efficacité les études et les concertations dont elle avait la charge.

Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur le bilan de la délégation, même si je suis tout disposé à prendre sur moi ses faiblesses et à attribuer des succès à la qualité et au dévouement des camarades qui n'ont secondé et qui ont poursuivi après mon départ l'œuvre entreprise. Mais une chose est certaine : si le mouvement est largement amorcé, si l'accueil fait de tous côtés aux initiatives prises a été encourageant, si même les partenaires à l'origine les plus réticents ont compris et soutenu nos intentions, la mission qui nous a été confiée est très loin d'être accomplie.

Qu'il s'agisse du décret d'attribution du nouveau ministre délégué, de la mise en place des services placés sous son autorité dans le cadre de la restructuration du ministère des relations extérieures, de la composition, tant à Paris que dans les capitales des pays partenaires, des moyens et des instruments de la coopération, du statut et de la formation des personnels qui l'animent, rien de ce qui a été fait ne répond encore de façon satisfaisante aux attentes suscitées par notre discours. C'est pourquoi il est essentiel que le nouveau gouvernement ne néglige pas, dans son souci si clairement souligné de cohésion et d'efficacité, d'assurer ces qualités à sa politique de coopération avec les pays en développement. A l'ère la communication du dernier conseil des ministres du précédent gouvernement, celui du 16 mars, dans ce qu'il dit de la Conférence des non-alignés à New-Delhi et de la volonté de la France de donner tout son sens à la belle formule du président de la République : « Aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même », on ne peut que s'attrister du retard pris dans la mise en place des instruments de cette politique, on ne peut que s'alarmer de voir disparaître l'instance la mieux placée dans l'appareil de l'Etat pour en poursuivre la cohérence.

On ne peut qu'exprimer fermement l'espoir que des mesures soient prises pour que nous ne retombions pas, en matière de coopération au développement, dans la clientéliste et dans le brocolage.

(1) Décret paru au Journal officiel du 16 mars.  
(2) Relevé de conclusions du comité interministériel du 28 novembre 1981 et décret du 2 décembre 1981.



## Etranger

# Avoir vingt ans à Rangoun

La « voie birmane » vers le socialisme connaît de singuliers détours. Elle contourne, notamment, tout ce qui favoriserait par trop la spontanéité populaire. Les fêtes doivent rester bien ordonnées, et le parti ne perd pas de vue les citoyens. Mais les habitants de Rangoun, experts en vieilles voitures et en trafics de tout genre, s'accommodent de ce régime vigilant.

### De notre envoyé spécial

Rangoun. — Avis « aux personnes sans scrupules, aux vandales et aux jeunes fantasques » qui seraient tentés de mettre à profit quelque fête que ce soit pour faire du chambard. Le moment venu, les autorités de Rangoun leur signifient très clairement les limites du tolérable. Interdit de vendre et de tirer des pièces d'artifice. Les divertissements publics, sur tréteaux ou à même la rue, doivent recevoir l'aval de la censure de telle sorte qu'aucun dialogue, aucune attitude, ne puisse « offenser la dignité et le prestige de l'Etat ».

La méfiance est de rigueur à l'encontre des jeunes. Certes, le temps n'est plus où, dans les rues de la capitale, les agents de la force publique pourchassaient les porteurs de blue-jeans et, à titre de représailles, coupaient une jambe du scandaleux pantalon ! Il n'empêche que, aux yeux de bon nombre de dirigeants, le jean est le signe extérieur des mœurs décadentes de l'Occident. Le longyi — pièce de tissu que l'on porte enroulée autour de la taille — doit être l'uniforme national.

Décadente aussi, la musique disco. Au demeurant, ici, les « boîtes » n'existent pas. Restent les films indiens et les westerns-spaghetti censurés, James Bond, Kung Fu et Jean-Paul Belmondo. La capitale ne compte, pour trois

millions d'habitants, qu'une dizaine de salles. Queues interminables. Les chômeurs — ils sont légion — vont à la séance du matin, les autres à celle du soir.

La télévision a commencé à émettre, à Rangoun, en juillet 1980. Deux heures par jour, parfois des feuilletons britanniques mais pas encore « Dallas ». La ville compte déjà plusieurs milliers de postes en couleurs qui servent aussi — et surtout — à projeter chez soi, entre amis sûrs, des films dont le gouvernement birman a bien du mal à contrôler le commerce illégitime et licencieux. Séances confidentielles dont le prix varie de 15 à 25 kyats (1) selon qu'il s'agit de soft ou de hard. Certains, en désespoir de cause, échoissent la fréquentation des tripots clandestins, l'évasion dans l'alcool, la drogue ou la violence. Pendant le premier semestre de 1982, selon des sources officielles, un crime a été commis toutes les quatre heures et un vol toutes les huit heures.

### Diplômés en surnombre

« Priorité absolue à l'éducation », proclame-t-on en haut lieu. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, à ce qu'on appelle ici le « standard mondial ». Trop d'élèves, pas assez de professeurs, peu de locaux. Au bout du compte, un enseignement au rabais qui donne à penser à certains que, dans dix ans, le niveau scolaire sera inférieur à celui du Bangladesh...

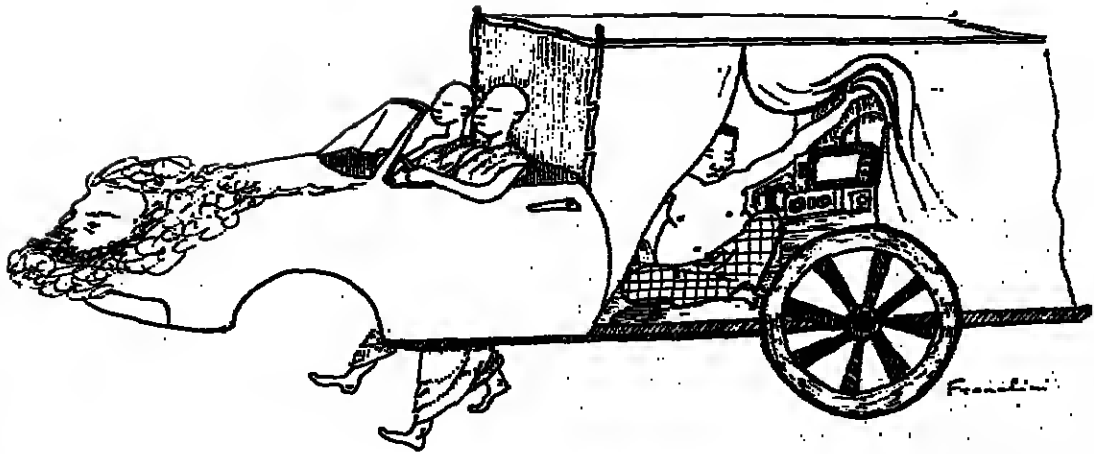
Soixante à soixante-dix élèves par classe, et encore l'école ne leur est-elle ouverte qu'à mi-temps, le matin ou l'après-midi. « Le niveau scolaire est si faible », nous explique un instituteur de banlieue, « que des parents se sacrifient pour offrir à leurs enfants des cours privés et que les aînés ne travaillent que pour payer les études des plus jeunes. Beaucoup de foyers n'ont d'autre issue que de mettre au travail leur progéniture, avec un maigre bagage, dès l'âge de quinze ans, dans les usines alentour ».

Quant aux maîtres d'école, ce n'est pas avec un traitement mensuel de 200 à 400 kyats qu'ils sont en mesure de joindre les deux bouts. Ils sont tous en quête, après leur cours, d'un travail au noir plus rémunérateur. « On formait autrefois cent à deux cents instituteurs par an, raconte un enseignant : il en sort maintenant près de sept cents chaque année, auxquels on donne, à la va-vite, des rudiments du métier ».

Ceux qui auront eu la chance de « pousser jusqu'au supérieur » sont-ils du moins assurés de leur avenir ? Les universités de Rangoun et de Mandalay — non compris les instituts spécialisés — ont délivré, cette année, quelque sept mille diplômes. Les plus pessimistes des observateurs estiment que trois étudiants sur dix seulement trouveront un emploi. Ni la croissance de l'économie ni les moyens du gouvernement ne permettant, pour le moment, d'engager tous ces diplômés. Ils ne sont guère attirés par les maigres émoluments que l'Etat verse à ses serviteurs. Ainsi, tel licencié d'histoire se mue en obauffeur de maître, tel ingénieur chimiste en guide pour touristes, tel géologue en cuisinier...

### Pas de petits profits

Pour améliorer leur ordinaire, les habitants de Rangoun se livrent à d'innombrables trafics, d'innombrables marchandages, au vu et au su du gouvernement — qui n'en peut mais — et de ses agents, qui en tirent profit à l'occasion. Tout se cède et se recède à folle allure : il n'y a pas de petits profits. Les mariages et les stagiaires qui ont le privilège de voyager à l'étranger ont aussi celui d'importer une voiture d'occasion. De retour au pays, ils s'en séparent à bon prix (300 000 kyats environ), la convertissent en taxi collectif, ou encore ne la sortent du garage que pour aller à la pompe chercher leur ration hebdomadaire d'essence, aussitôt siphonnée et revendue au noir.



Dessin de Franchini

Peu de propos politiques, même dans la capitale. Le sujet est trop scabreux, et tous se méfient de tous. Le commun des mortels se soucie plutôt de savoir ce qui se passe à la coopérative. Les articles de base que l'Etat cède à bas prix — riz, huile, sucre, savon — sur présentation du « carnet d'achats », sont-ils bien en rayon ? Y aura-t-il une valve des étiquettes sur les produits maraichers du pays Shan et les objets de contrebande qui arrivent de la Thaïlande voisine ?

Pour habiter au centre-ville, il faut avoir une bonne situation, car les logements sont chers à la location : pas moins de 85 kyats pour un minuscule deux-pièces, alors que le salaire mensuel d'un ouvrier spécialisé ne dépasse pas 250 kyats. Encore faut-il verser au précédent occupant des lieux une reprise astronomique, qui peut atteindre 250 000 kyats ! Les quelques immeubles collectifs sont réservés aux fonctionnaires. Chaque année, le « train de grande cohorte » — solides locomotives allemandes tirant de pauvres wagons de bois — transporte plus de vingt millions de banlieusards. Les frais de voyage pèsent lourd dans le budget des fonctionnaires, étudiants et commerçants, qui utilisent chaque jour ce torillard à classe unique. Un kyat environ pour une heure de trajet, cela fait 40 kyats au bout du mois. Là encore, le commerce ne perd pas ses droits : en cours de route, des vendeurs ambulants ne cessent de solliciter les voyageurs : cigarettes à l'unité, ficelle au mètre, œufs du jour, eau fraîche,

graines contre les aigreurs d'estomac...

La capitale, où les cyclistes sont rares, connaît ses heures de pointe et ses embouteillages. Le nombre des voitures — environ soixante mille — y a doublé entre 1976 et 1982. L'an dernier, les autorités locales ont décidé de réformer tous les modèles d'avant-guerre ou du moins de les éloigner de la ville et de ses environs. Serait-ils encore bons pour le service en province ? Quant aux autobus — dans lesquels les femmes sont parfois isolées derrière des grilles pour les soustraire aux frolements inconvenants — ils ont, à quelques exceptions près, plus de quarante ans d'âge.

### Une vieille lady décatée

Rangoun a des allures de vieille lady un peu décatée, mais dont on devine qu'elle fut belle. Peu de bâtiments modernes, sinon quelques résidences de luxe et le siège du Parlement. Les pagodes ne sont pas abandonnées aux affres du climat. Il ne manque pas de généreux donateurs pour financer leur restauration : les Birmans, profondément croyants, ne sauraient faire injure à leurs divinités. La « pagode-mère », de Schwedagon ne déçoit pas, du matin au soir, de pèlerins qui viennent déposer hommages et offrandes au chevet de dizaines de Bonddhas ventripotents. Le centre-ville est abandonné à ces citoyens de seconde zone que sont les Chinois et les Indiens, petits commerçants et travailleurs ma-

nuels. Beaucoup d'entre eux ont fui la capitale entre 1962 et 1970, lorsque le général Ne Win, alors président de la République, engage résolument le pays sur la « voie birmane vers le socialisme ».

A l'origine, Rangoun était une ville indienne, peuplée de tous ceux que l'« empires britannique » avait amenés dans ses bagages pour administrer et mettre en valeur cette sous-colonie, située aux marches de l'empire. Leur présence — même réduite à de plus raisonnables effectifs — rappelle de trop mauvais souvenirs aux autorités. Et si la capitale est sale, à mauvaise allure, c'est, bien sûr, la faute aux Indiens !

Ici, le parti, avec discrétion mais sans faiblesse, veille sur tout un chacun. Conseils de commune, conseils de quartier, conseils de rue pour administrer la ville. Et, au bout de la chaîne, un flotier responsable de cinquante à cent maisons. C'est auprès de lui qu'il faut solliciter un certificat d'hébergement pour offrir le gîte à un ami ou à un parent de passage, un certificat de bonne vie et mœurs pour obtenir un emploi ou accéder à l'Université. C'est à son arbitrage qu'il faut recourir pour régler des conflits familiaux ou des scènes de ménage, nées de dettes impayées ou de libations excessives. L'impression d'aimable anarchie que donne la ville est trompeuse. C'est au parti qu'il appartient de veiller à ce que la fête reste dans le genre bon-enfant.

JACQUES DE BARRIN.

(1) 1 kyat = 0,87 FF.

# Mon village à Manhattan

Personne n'habite New-York. Mais tous les New-Yorkais ont une patrie. Celle qui définit le drugstore du coin, la pizzeria et le chinois. L'anonymat des métropoles, tant dénoncé, ne serait-il qu'un mythe ?

### De notre correspondant

New-York. — C'est un village, mais un village vertical, quatre tours de trente-sept étages chacune au bord de l'East River. Au total quelque quatre mille habitants. A l'échelle de l'Europe, ce serait une petite ville. A New-York, c'est un quartier.

Construit sur l'emplacement d'anciens entrepôts, pas très loin de l'ONU, dont l'édification, il y a trente ans, a transformé un dédale d'abattoirs et de taudis en suite batement « résidentielle ». Waterside Plaza avait à se faire une identité.

A New-York existe, en effet, une intense vie de quartier pour ne pas se perdre dans la grand-ville, les couches successives d'immigrants se sont agglutinées par origine ethnique, quitte à se disperser lorsque la prospérité rendait la communauté moins frileuse. C'est pourquoi Little Italy, qui a fait les beaux jours du Lower Manhattan au début du siècle, s'étiole aujourd'hui entre une ville chinoise en pleine expansion et Soho, colonisée par les artistes nantis. Tandis que les Chinois arrivaient, de plus en plus nombreux, et que les vieux ateliers de Soho se transformaient en « loft », les « Italiens », grimés à l'échelle sociale, ont émigré vers le nord de la ville.

Waterside Plaza, né il y a huit ans d'une idée d'architectes, risquait la « déprime » des villes nouvelles. Mais l'esprit de quartier, qui n'est que la traduction métropolitaine de l'esprit communautaire cher aux petites villes



Dessin de Sergueï

américaines, veillait. Et c'est comme cela que Waterside est devenu un village.

La Plaza est le cœur de la vie locale. Chez Sloan's, le supermarché-caverne d'Ali Babe, on a plus de chances de rencontrer son voisin que dans l'ascenseur. Les snobs achètent leurs fruits et leurs légumes chez le « Coréen de la Seconde Avenue » et leurs fromages à la « deli » (delikatessen) de la Troisième. Mais, pour les âmes simples, Sloan's abrite toutes les provisions de survie désirables.

A côté de Sloan's, il y a Andreas, le coiffeur grec-chypriote qui a du talent et des idées de gauche : il a voté en 1980 pour Ted Kennedy jusqu'à ce que l'adversaire de Jimmy Carter renonce à la course présidentielle. Après quoi, il a mis son bulletin dans l'urne pour Ronald Reagan, au nom du « tout plutôt que Carter ». Il m'avait jadis promis une mise en plus gratuite si Carter était élu. S'il était battu, je payais double. Mais Andreas est un gentleman, et je n'ai pu lui offrir qu'un café.

Sur la Plaza, il y a aussi Ted qui vend des journaux, des cartes de vœux, et tout ce qui peut éviter « d'aller en ville », de la pâte dentifrice aux collants, en passant par les calculatrices de poche et les tasses à thé. Le slogan de Ted : « Il n'y a qu'à demander... »

### La querelle de la Plaza

Le marchand de « vins et liqueurs » vend des crus californiens, portugais, français ou chiliens. Le « pressing », qui s'appelle ici cleaners, raccourcit aussi ou allonge, « dans la journée ». Il y a la « taverne » de Nick, où on se retrouve le dimanche pour le « brunch » aux œufs brouillés, ou le soir pour une « pasta » accompagnée de guitare. Il y a encore la patinoire à glace et une mini-piscine, mieux faite pour entretenir les potins ou les articulations du troisième âge que les performances des champions. Sans parler de la batterie de machines à laver et à sécher du niveau « B » qui est le dernier salon où l'on cause.

Il y a eu la grande querelle de la Plaza, un bel espace libre qui surplombe l'East River, où passent parfois, l'été, de grands voliers de bois à l'ancienne qui descendent vers les Caraïbes et l'hiver de gros remorqueurs, et pas mal de péniches d'ordures. A la demande d'une « majorité » (paraît-il) d'habitants, on a perché la Plaza de bacs à fleurs et à arbres, flanqués de bancs. J'étais contre, mais je dois bien constater que lesdits bancs font désormais le bonheur des amoureux du soleil et des retraités de la tour 40, dont les loyers sont en partie subventionnés par la ville.

Waterside compte des nnées d'enfants, sans doute parce qu'il jouxte l'école des Nations unies, mais aussi parce que la Plaza offre une aire de jeux rare à New-York. Il a quand même fallu trouver un moyen d'empêcher les ballons de finir dans la vitrine de Sloan's ou dans les chevilles des paisibles retraités. Grave débat pour la puissante association des locataires.

L'association est un véritable conseil municipal qui publie un bulletin mensuel, gère les activités du « village », étudie (de près) les problèmes de sécurité, et lutte pied à pied avec l'organisme propriétaire pour chaque augmentation de loyer. Grâce à la pugnacité de ce groupement, les augmentations sont restées très modestes dans une ville où les prix des logements sont saisis de tourments.

L'association des locataires a aussi pris sérieusement en main les problèmes de sécurité, omniprésents à New-York, particulièrement dans un quartier situé un peu en marge des grands axes de circulation. La Plaza est donc surveillée par des gardes bonasses aux uniformes rutilants. Bonasses, mais l'œil aux aguets sur les chahuteurs, les transistors brailards, les patineurs à roulettes distraits ou les inconnus louches. A la tom-

bée de la nuit, l'entrée sur l'East River ferme. A minuit, on entre directement dans les tours en passant devant la caméra du doorman (gardien).

### Doormen-nounous

Ah ! ces doormen sans qui New-York ne serait que ce qu'elle est... Tout à la fois nounous dévoués, valets stylés, efficaces en diable, humoristes sans jamais cesser d'être respectueux, et discrets comme des tombeaux. Il y a quatre doormen par immeuble qui se relaient toutes les six heures et qui, sans nul doute, savent tout sur tout le monde. Mais on leur arracherait plutôt la langue que de leur extraire la moindre confidence sur l'une ou l'autre de leurs ouailles.

Dans les immeubles huppés, les doormen sont généralement tout à fait blancs, ou très noirs (très chics dans l'uniforme). A Waterside, ils sont entre les deux et, pour la plupart, originaires des Caraïbes. Chez moi, il y a George, qui est né à Porto-Rico et aime parler espagnol ; Sylvère, venu de la Jamaïque avec l'accent britannique ; Ricky, un Indien de Tobago ; et le gardien de nuit, qui est un charmant monsieur très blanc et très distingué dont nul ne sait ce qu'il a amené là.

L'association des locataires gère aussi les « activités » et laisse fleurir le génie inventif d'une communauté ethniquement et professionnellement hétéroclite. Il y a des clubs de yoga, de tissage, de danse (classique et moderne), de jardinage, de cuisine, de « méditation », des visites organisées de la ville, des conférences pour les parents seuls avec de jeunes enfants, des sorties de retraités. L'association a récemment fait appel aux nombreux locataires qui appartiennent aux professions médicales pour instituer une permanence de secours d'urgence. Le « Club des femmes étrangères » organise des pauses-café pour les

épouses de diplomates onusiens perdus à leur arrivée dans la grand-ville.

Si la « politique » garde le parfum un peu fade qu'elle affectionne de ce côté-ci de l'Atlantique, elle n'est pas bannie des activités organisées : tous les deux ou trois mois, une conférence-débat, parfois assortie d'un film, est donnée par le mouvement anti-nucléaire. Dans un ecuménisme calculé, on célèbre aussi bien Noël que Hanukkah, la fête juive des lumières, et Halloween, cette fête très païenne qui voit les gosses les plus sales se déguiser en monstres. Le soir de Halloween, Frankenstein, le fantôme de l'Opéra ou la sorcière de Blanche-Neige viendront sonner à votre porte, et la coutume est de leur donner des « bonbons ». (Si vous avez oublié, mieux vaut disparaître de chez vous.) Ces deux dernières années, le père Noël est arrivé — en traineau, s'il vous plaît ! — sur la Plaza.

L'un des grands moments de la vie « sociale » de Waterside est le marché aux puces annuel : bonne occasion de se débarrasser à petit prix de ce qui encombrerait vos placards, ou de faire des trouvailles microbolantes.

Pour un observateur français, le plus étonnant dans cette débâche d'activités, c'est le grand nombre de volontaires qu'elles requièrent... et qu'elles trouvent. Il y a à Waterside des dizaines d'hommes et de femmes à la vie professionnelle très prenante qui trouvent le temps d'organiser des débats, des réunions, de participer régulièrement aux six commissions d'étude de l'association des locataires. Tout cela dans la bonne humeur, la décontraction et le souci d'efficacité. Beaucoup sont Américains, mais pas tous.

La participation à l'anglosaxonne, c'est tout de même quelque chose...

NICOLE BERNHEIM.



# Turin, vieille dame indigne

**Le scandale de Turin défraye la chronique. La ville la plus irascible d'Italie, tenue, de surcroît, par une gauche aux mains réputées propres, aurait-elle, à son tour, succombé à la contagion du Sud ?**  
**A qui se fier, au moment où le conseil supérieur de la magistrature lui-même se voit montrer du doigt pour filouteries sur les notes de frais ?**  
 (Le Monde du 19 mars.)

De notre correspondant

Turin. — Le scandale est que cela soit passé à Turin. Ailleurs en Italie, l'arrestation de conseillers municipaux et d'un maire adjoint n'aurait sans doute pas suscité tant d'émotion. Mais Turin l'industrielle, l'austère et quelque peu puritaine capitale du Piémont, gangrénée par des pratiques qu'elle dénonçait non sans un ostracisme dédaigneux comme propres aux « gens du Sud », c'est plus qu'une réputation entachée, c'est l'effacement d'un mythe. Dans sa chute, au demeurant, il en entraîne un autre : celui des administrations de gauche exemptes des turpitudes du « système de pouvoir de la démocratie chrétienne », selon l'expression des communistes.

En quelques jours, au début de mars, alors qu'à Milan le P.C.I. qui a toujours fait de la « question morale » l'un de ses chevaux de bataille, tenait son congrès sur le thème de l'alternative démocratique avec pour principaux partenaires les socialistes, à Turin les « juntes » municipales et régionales étaient démantelées par la justice : huit socialistes, dont le maire adjoint de la ville, M. Enzo Biffi Gentile, et un communiste connu, M. Revelli, conseiller régional, menottés aux poignets, étaient accusés de corruption. Au début de la semaine, le maire de Turin, M. Diego Novelli (communiste), dont l'intégrité n'est en rien mise en cause, donnait sa démission par sens de responsabilité. Après huit ans, l'une des administrations municipales « rouges », citée en exemple par

la gauche, renouait à son mandat.

Les charges retenues jusqu'ici contre les personnes arrêtées restent à étayer par des preuves. Elles portent sur des opérations d'un montant limité (caduc d'une voiture, voyages, commissions de quelques millions, etc.). Considérables, en revanche, étaient les pots-de-vin que les intéressés s'approprièrent à recevoir sur des opérations immobilières et urbanistiques de grande envergure. Au-delà des sommes en jeu, le scandale a secoué profondément l'opinion publique italienne : il confirme en effet l'étendue de cette subordination de la chose publique aux intérêts privés les plus douteux et de la mise en place de réseaux de financement parallèles au service des partis politiques et de certains de leurs membres, avec, semble-t-il, la complicité des dirigeants.

## Un scandale exemplaire

La situation n'est pas propre à l'Italie. Ici, elle a pris des proportions telles que l'Etat lui-même semble progressivement sombrer aux mains des prévaricateurs : pour beaucoup, le scandale de Turin n'est pas une affaire isolée mais est symptomatique d'une dégradation généralisée de la notion de service public par la mainmise des partis sur l'administration et l'appareil d'Etat. De là, l'action d'une magistrature à qui on peut sans doute reprocher d'abuser de son indépendance et de faire preuve d'un zèle déplacé, mais qui, à tort ou à raison, se sent désormais seul dépositaire de ce qui reste de l'idée de l'Etat.

Scandale exemplaire à plus d'un titre. D'abord précisément parce qu'il a lieu dans la « capitale morale » du pays, au cœur de ce Piémont — « Prusse de l'Italie » — d'où partit l'unité du pays mais qui n'a jamais vraiment pu se défaire du sentiment qu'avec le reste de la péninsule commence l'Afrique et où le rigorisme, le sens du devoir, la morale du travail, ont façonné le tempérament d'une population habitée par les vertus séculaires des montagnards. Turin en porte l'empreinte.

Belle, dans son harmonie et sa réserve, ce n'est pas une ville d'art. Elle est marquée, en revanche, par deux influences : celle

d'une aristocratie qui érigea ici, au croisement des invasions, une cité militaire, puis d'une bourgeoisie industrielle qui accentua son caractère cosmopolite, mais aussi pour celle d'un catholicisme fervent et « populiste ». En témoignent au dix-neuvième siècle l'ordre des Salesiens de Don Bosco ou l'immense hospice de Cottolengo, galerie de toutes les misères humaines, qui devait inspirer à Italo Calvino sa *Journée d'un scrupuleux*. Cette tradition d'honnêteté avait donné aux Piémontais le sens de l'Etat et de l'intérêt public.

Peut-être les Italiens s'attendent-ils — au demeurant avec complaisance — sur le scandale de Turin avec l'obscure satisfaction de voir que ces Piémontais un peu suffisants s'adonnent eux aussi à la *dolce vita* administrative. « Ces Turinois, volontiers moralisateurs, renfermés, sans fantaisie, les voilà comme les autres : ils volent », note avec ironie l'écrivain piémontais Carlo Fruttero (1).

Sans doute certains vieux intellectuels turinois ne prennent-ils pas la même distance, ayant plusieurs fois tendance à penser que leur ville a été corrompue, « polluée » par ce Sud arrivé au fil d'immigrations massives dans les années du « boom économique » de 1960. En fait, le phénomène est plus profond et tient à cette « révolution passive », comme eût dit Gramsci, donc survenue à l'insu du peuple, dont l'Italie a été le théâtre depuis deux décennies.

Certes, il a toujours existé une petite corruption d'une bureaucratie mal payée et composée en majorité de Méridionaux. Aujourd'hui, non seulement ces pratiques se sont « institutionnalisées », mais, avec la domination des partis politiques sur l'administration, favorisée par l'extension du domaine public, les sommes en jeu sont devenues énormes. En outre, la subordination de l'appareil de l'Etat aux intérêts politiques a créé un lien organique entre les malversations individuelles et celles accomplies à des fins partitiques. L'une des principales caractéristiques de la « révolution passive » a été l'apparition d'une classe politique jeune, « moderne », « dynamique », mais dont les membres de corruptions n'a d'égalé que l'arrogance.

Le scandale de Turin touche en fait de plein fouet toute une partie



La place du Castello à Turin  
Italie pittoresque (1834).

de cette classe politique montante, des hommes de moins de quarante ans, inconnus il y a encore quelques années, qui préfèrent les night clubs aux salons. Politiquement, leur « engagement » était flouant : ayant louché contre les partis et dans les coulisses des sections, ces affairistes en herbe y avaient découvert que la politique était le plus court chemin pour réussir. Tous avaient en poche le numéro de téléphone de leur ami « corrupteur » Adriano Zampini, trente-quatre ans, géomètre, ancien capitaine de chasseurs alpins, qui « pilotait » les investissements s'élevant à des milliards de lires destinés au développement futur de Turin. Tout ce petit monde ne manœuvrait pas avec la maçonnerie, comme Roberto Calvi ou le loge P.2, ne comptait pas contre l'Etat et n'aurait pas dans le jeu de la Mafia.

## Des jeunes loups socialistes

Pour les cyniques, le scandale de Turin est démesuré : Ce n'est qu'une histoire de « voleurs de poulets » dans un « clocher industriel ». Un peu court, car ce sont les « jeunes loups » d'un parti, le P.S.I., qui se retrouvent aujourd'hui sous les verrous. Et, implicitement, c'est une politique, celle de M. Craxi, secrétaire général du P.S.I., qui est en question. Comment se fait-il que sa formation attire tant d'« aventuriers de la politique » ?

M. Biffi Gentile, l'ex-maire adjoint de Turin, était le type même du « craxien » de choc : faisant preuve de cette superbe un peu dédaigneuse des socialistes nouvelle vague, jeune (trente-huit ans), désinvolte, brillant, ambitieux, auteur d'un grand manifeste culturel pour la ville et se voulant le représentant d'un « socialisme » moderne, technocratique et débarrassé des vieilles idées de la gauche traditionnelle. Deux facteurs ont joué en sa faveur : l'absence d'opposition à la « jungle » de gauche de Turin et le fait qu'il n'avait pas tardé, dit-on, à attirer les sympathies de la FIAT. Cello-ci a-t-elle pris ses distances assez tôt ? Depuis le scandale, elle est restée silencieuse : aucun de ses dirigeants n'a répondu à notre demande de commenter cette affaire. Quant à l'homme chargé des relations avec la municipalité, M. Pecchini, il est introuvable.

Biffi Gentile était représentatif de la stratégie de pouvoir qui est celle du P.S.I. Jouant à fond la carte d'un parti chabrier entre la démocratie chrétienne et le parti communiste, tant au niveau national que local, le P.S.I. de M. Craxi occupe dans le gouvernement ou les administrations une position sans commune mesure avec son poids électoral (11 %). On l'appelle le « parti des assésseurs ». Faisant preuve d'un pragmatisme extrême, il joue la droite contre la gauche pour faire avancer ses pions. Aujourd'hui, certains communistes, qui avaient

nourri quelques doutes sur les activités des « assésseurs » socialistes, affirment que les questions épineuses ne pouvaient être abordées sans risquer de provoquer une crise. Est-ce pour contourner certaines réserves de la direction de son parti à mettre en danger la « jungle » de Turin que M. Novelli a placé l'affaire sur le plan judiciaire voici quelques mois sans en avertir le parti communiste ?

Pour l'instant, non sans un certain angélisme, le P.S.I. cherche à minimiser l'affaire et affirme qu'il faut attendre les résultats de l'enquête. Il contre-attaque cependant en dénonçant, comme chaque fois qu'il est en difficulté, une « machination ». M. Craxi a fait suspendre tous les organes statutaires au niveau de la municipalité, de la région et de la province et a nommé trois commissaires, l'un d'entre eux, M. La Ganga étant, au demeurant, le chef du P.S.I. dans le Piémont, et par conséquent juge et partie. Lui aussi fait l'objet d'une enquête judiciaire.

M. Craxi tirera-t-il une leçon du scandale de Turin ? Ce n'est pas sûr. A l'enseignement de la démocratie chrétienne, le P.S.I. tend à se fonder sur un jeu de clientéle. « Les suites de l'affaire de Turin montreront dans quelle mesure la direction du parti est sensible à l'opinion publique. Elle risque, à persévérer dans une certaine arrogance, de perdre le patrimoine intellectuel qu'elle avait réussi à se constituer dans le contexte de la crise du marxisme », nous dit le professeur Bobbio, de la vieille garde du P.S.I. C'est aussi sur une certaine moralisation du parti de M. Craxi que comptent les communistes, qui veulent faire de la question morale la pierre angulaire d'une éventuelle « alternative démocratique ». Il reste que, chez eux non plus, tout le monde n'a pas, semble-t-il, les mains blanches. Mais, dans un Etat en proie au pragmatisme terre à terre des partis, peut-il y avoir des incorruptibles ?

PHILIPPE PONS.

(1) Carlo Fruttero a publié, avec Franco Lucentini, deux romans : « Humoristici-politici » sur Turin : *La Femme du diavolo* (Le Seuil) et *La Nuit du grand boss* (Grasset), dont le Monde des livres a rendu compte respectivement dans ses numéros du 26 juillet 1973 et du 30 mai 1980.

# Le premier ministre qui rêve d'un autre Japon

**Voici quatre mois jour pour jour que M. Nakasone a pris la direction du gouvernement japonais. La tonalité de son discours n'a pas rencontré à Tokyo tous les échos qu'espérait le nouveau premier ministre. L'opinion publique ne paraît pas prête à prendre le « tournant historique » auquel il l'invite.**

De notre correspondant

Tokyo. — « J'ai la forte conviction que le Japon est arrivé aujourd'hui à un tournant capital de son histoire d'après guerre. Maintenant plus que jamais, il faut déterminer ce que nous allons léguer aux futures générations, de l'histoire d'avant-guerre et de celle d'après guerre : ce que nous devons modifier, vers quels buts nous progressons... »

« Nous devons revoir les fondements de nos institutions et de notre système avec un esprit neuf, sans crainte des tabous. » Ainsi parlait M. Yasuhiro Nakasone en présentant au début de l'année, devant la Diète, son programme de gouvernement. Il ajoutait : « Il n'y a pratiquement pas de limites aux causes du malaise, du sentiment de crise et des frustrations ressenties actuellement par les Japonais. (...) Le mécontentement et la méfiance à l'égard de la chose politique s'accroissent. La démocratie japonaise entre dans une grande période d'épreuves et de dangers. (...) Ce que le public demande aujourd'hui au politicien, c'est une vision, le sens de la direction, la résolution et le pouvoir d'agir. »

Après des décennies d'effacement politique, de respect des tabous hérités de la guerre et de refus d'un

vrai partage des responsabilités, toutes choses qui avaient confiné le « géant économique » japonais dans un rôle de « nain diplomatique et militaire », le nouveau premier ministre sonnait sur un mode dramatique le réveil de la nation face aux réalités, périls et espoirs de cette fin de siècle. Faisant appel à la tradition et au modernisme, cet ancien officier de la marine impériale réputé nationaliste, habile orateur et porteur d'un grand dessein — qualités rares ici et a priori suspectes — interrompait son pays, l'invitant à « prendre le tournant » sous sa conduite pour affronter son destin, et le reste du monde, la tête haute et sûr de ses forces.

L'invitation était ferme mais néanmoins vague : la franchise, l'indépendance, le rôle des milieux dirigeants et l'allié américain. Elle fit frémir la gauche et les tenants d'un pacifisme idéologique. Depuis son accession au pouvoir, fin novembre 1982, M. Nakasone s'est efforcé, par ses propos sinon toujours dans ses actions, de donner de son cabinet, de sa politique et de lui-même une impression de force, de réalisme et de résolution. Ses tout premiers propos donnaient le ton : renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis face à l'U.R.S.S., ainsi que des capacités défensives du Japon proportionnellement à sa puissance économique, responsabilité internationale accrue. Le tout assorti d'une allusion au fait que la Constitution « pacifique » n'était pas intangible.

La force fut celle du cabinet. La faction de M. Tanaka (ancien premier ministre dont le procès se poursuit mais auquel M. Nakasone doit son élection) et plusieurs anciens hauts fonctionnaires de la police y eurent la part du lion. Ce fut encore la rapidité et la détermination avec lesquelles le premier ministre prit lui-même les choses en main, par exemple pour imposer une nouvelle série de mesures commerciales favorables aux Etats-Unis et à la C.E.E. pour faire accepter les transferts de

technologies à usage militaire au profit des Américains, ou encore pour décider de se rendre en Corée du Sud — geste sans précédent. La visite, qui prit tout le monde par surprise, à commencer par la diplomatie nipponne, a permis de réduire le contentieux entre Tokyo et Séoul. Les Américains, qui souhaitaient le rapprochement de ces deux alliés essentiels à leur stratégie régionale, se félicitent. Les milieux d'affaires japonais aussi.

## La fin des attermolements

En deux temps et trois mouvements, tout cela tranchait radicalement sur la prudence, les attermolements et l'imprécision, plus ou moins étudiés, des prédécesseurs de M. Nakasone en matière de politique étrangère et de défense.

Par ses choix politiques, sa vigueur et son peu de souci de s'embarrasser de l'interminable rituel du consensus, le premier ministre a suscité une levée de bouilliers à gauche : pour le parti socialiste, son cabinet est « le plus réactionnaire et le plus militariste » de l'après-guerre. Il a aussi froissé quelques politiciens et bureaucrates orthodoxes et jaloux de leurs prérogatives. Mais il y a gagné en prestige, du moins au début, à droite chez lui et surtout aux Etats-Unis. L'homme a une forte personnalité, des idées bien arrêtées, ne propose direct et intelligible : on a compris qu'il souhaitait faire sortir le Japon de son immobilisme égoïste : on l'a pris, à tort ou à raison, pour un dirigeant « à l'occidentale », et il n'est pas faux de dire qu'il jouit à l'étranger d'une image plus flatteuse que celle qui est la sienne ici.

Tant de tabous, d'idées reçues et de conformisme ébranlés en deux mois, cela faisait déjà beaucoup fin janvier. Fallait-il, comme on dit, « en rajouter » à l'occasion du pas-

sage obligé à Washington ? M. Nakasone a-t-il pensé que les formules audacieuses dans le domaine militaire feraient mieux passer un posant contentieux commercial ? A-t-il tenté de mettre ses compatriotes devant un début de fait accompli ? Ou, tout simplement, a-t-il été emporté par son élan ?

Toujours est-il que sa rhétorique militaire (le Japon transforme en porte-avions Tokyo et Washington unis par un même destin anticomuniste, la flotte nipponne bloquant les détroits en cas de conflit) n'a pas tardé à susciter ici, et jusque dans le camp conservateur, l'embarras, l'inquiétude et la désapprobation. Il en est allé de même chez les voisins asiatiques qui n'ont pas oublié le passé. Moscou, pour sa part, a mis à profit ces « provocations », pour brandir le spectre des représailles nucléaires contre le « porte-avions Japon » en cas de guerre, dominant ainsi des arguments à l'opposition.

Un débat acharné, et souvent ambigu, s'est ensuite déroulé à l'Assemblée nationale sur les questions de défense. Le parti libéral-démocrate (P.L.D.) a mis officiellement la réforme constitutionnelle à l'ordre de ses priorités. Enfin, à l'arrière-plan, s'est développé un discours de « réarmement moral » et social alimenté par la délinquance juvénile, la baisse des valeurs familiales et spirituelles, la contraception, la désaffection civique et politique. C'est-à-dire les prémices du « mal occidental ». On a beaucoup parlé, beaucoup polémique mais, finalement, peu avancé. Après quatre mois, le résultat le plus tangible de cette offensive est que la popularité de M. Nakasone a sensiblement baissé. L'élan nationaliste et le discours volontariste du changement semblent s'épuiser face aux pesanteurs nationales. La conscience des priorités — des réalités ? — n'est évidemment pas la même lorsque, à la volonté d'une restauration de la

grandeur de l'Etat, la majorité de l'opinion oppose l'urgence d'une stabilisation des prix et d'une relance de l'économie : questions reléguées au second plan depuis le début de l'année.

Les sondages, nombreux, mettent en relief le décalage entre les aspirations élevées du premier ministre et celles, plus terre-à-terre, de l'opinion. Par exemple, sur une liste de dix préoccupations majeures, la solution des problèmes économiques, financiers et sociaux reçoit l'essentiel des suffrages. La restauration de la moralité politique vient au huitième rang, les problèmes de défense au tout dernier. Apparemment, les Japonais ne sont pas prêts à prendre le virage historique que M. Nakasone leur propose, avec les responsabilités, les sacrifices et les risques que cela suppose. Dans ces conditions, la recherche d'une épreuve de force électorale semble tenir de la gageure. M. Nakasone et le P.L.D., dont il est le président, l'ont compris.

En janvier, ils brandissaient la menace d'une dissolution-prématurée de l'Assemblée nationale pour amener l'opposition à composition. Aujourd'hui, sondages et manœuvres obligent, on recense le discours politique sur les problèmes économiques et les promesses de réforme administrative. Après avoir monopolisé la « une » M. Nakasone se fait plus discret.

Cela dit, le terrain électoral n'est pas moins miné que le champ de manœuvres militaires : situation moins due aux ambitions de l'opposition qu'aux éternelles rivalités qui déchirent le P.L.D. et à l'éternelle « affaire Tanaka ». M. Nakasone doit son élection à M. Tanaka et la composition de son cabinet en fait foi. Ils opèrent, dit-on, en tandem : l'un sur l'avant-scène, l'autre dans les coulisses. Le verdict de l'affaire des pots-de-vin Lockheed, dont M. Tanaka est la vedette depuis sept ans, est attendu à l'automne et, bien na-



Caricature de Lurie dans l'Asahi Shimbun (Tokyo)

turellement, son élan veut des élections avant cette époque, compte tenu des effets qu'une condamnation risquerait d'avoir sur l'opinion. Mais d'une part, on l'a vu, le moment ne paraît guère opportun : les questions de défense ont certes fait passer l'affaire Tanaka au second plan mais elles ont entamé la popularité de M. Nakasone.

D'autre part, les ennemis de M. Tanaka au sein du P.L.D. veulent des élections postérieures au verdict, afin de pouvoir en tirer avantage argument pour affaiblir son élan. M. Nakasone aura, tôt ou tard, à trancher et le choix de la date donnera la mesure de sa marge de manœuvre. On verra alors si l'opposition manifestée dans les sondages au tandem « Nakasone », et, à travers lui à la politique de l'argent et à l'appel aux armes, est assez forte pour l'emporter sur le réflexe conservateur traditionnel qui fait la fortune du P.L.D. et de ses chefs de clan depuis plus de trente ans.

R.-P. PARINGAUX.



## Etranger

### Liban

SELON LE CHEF DE LA MISSION MILITAIRE AMÉRICAINE

#### Les Syriens favorisent plus que les Israéliens la reconstitution de l'armée

Le colonel Arthur Fintel, chef du programme américain d'assistance militaire au Liban, a déclaré vendredi 25 mars que l'armée syrienne se montre plus coopérative que les Israéliens en ce qui concerne l'entraînement et le rééquipement de l'armée libanaise. Au cours d'une conférence de presse, l'officier, qui dirige une équipe de soixante-quatre Américains, a indiqué que les Syriens « ont été très coopératifs et nous ont aidés à obtenir de nouveaux équipements destinés à une brigade libanaise et à entraîner ses hommes ».

Il a ajouté : « Nous n'avons pas rencontré la même coopération de la part des Israéliens ». Le colonel Fintel a précisé que « l'armée libanaise peut contrôler la totalité du territoire libanais, s'il n'y a pas d'ingérence extérieure ». Il a toutefois précisé que la plus grande difficulté résidait dans « les problèmes de commandement : il y a une insuffisance d'officiers et de sous-officiers, et l'entraînement n'est pas non plus suffisant ». Il a enfin laissé entendre que les Américains fourniraient l'essentiel des besoins de l'armée de terre libanaise ; les Français et les Italiens, qui fournissent des équipements, travaillent surtout dans les domaines de la marine et de l'aviation, ainsi qu'avec les forces de sécurité intérieure et la gendarmerie libanaise. Les États-Unis, sont en compétition notamment avec la France pour l'équipement de l'armée de terre, les autres forces ne nécessitant qu'un équipement réduit. — (A.P., A.F.P.)

■ M. Kimche, directeur général du ministère des affaires étrangères d'Israël, a annulé la visite qu'il devait faire à Paris (le Monde du 25 mars) vendredi 25 mars, nous indique l'ambassade d'Israël.

### Pologne

#### Interrogatoire fiscal pour le ménage Walesa

M. Lech Walesa, qui avait annoncé il y a deux semaines son intention de se montrer « plus ferme » vis-à-vis des autorités, a été interrogé vendredi 25 mars par l'administration des finances de Gdansk sur le montant de ses revenus et biens personnels.

Le président de Solidarité a indiqué que son salaire de permanent syndical avait débuté, fin 1980, de 5 000 zlotys (environ 1 150 F à l'époque), puis, dans un deuxième temps, de 7 000 zlotys, et avait atteint, fin 1981 et conformément au barème fixé lors du congrès de Solidarité, 15 000 zlotys, soit un peu moins du double du salaire moyen polonais à cette date.

Interrogé sur ce qu'il avait fait d'une Fiat-125 de fabrication polonaise qui lui avait été offerte peu après la création du syndicat, M. Walesa a répondu qu'il avait mis ce véhicule à la disposition du secrétaire du présidium de Solidarité, M. Celinski, et que les services administratifs du syndicat s'étaient occupés des formalités nécessaires. Le dirigeant syndical a enfin indiqué qu'il n'avait tout au long de son mandat rien fait d'autre que de se consacrer à son travail et qu'il avait deux comptes en devises en Pologne, à Gdansk et à Sopot, sur lesquels était déposée une somme totale de 770 dollars (1).

Interrogé séparément, M. Danuta Walesa, sa femme, a déclaré qu'elle n'avait rien fait de particulier. Il lui a été reproché de

### Union soviétique

#### Le coordonnateur sandiniste chez M. Andropov

Moscou (A.F.P.) — M. Iouri Andropov, secrétaire général du parti communiste soviétique, a coupé court aux rumeurs selon lesquelles il serait souffrant en recevant, vendredi 25 mars, à Moscou, M. Daniel Ortega, coordonnateur de la lutte du Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua (nos dernières éditions du 26 mars).

L'annonce par l'agence Tass de cette entrevue est intervenue alors que depuis plusieurs jours déjà des rumeurs persistantes circulaient dans la capitale soviétique selon lesquelles le numéro un du Kremlin aurait été hospitalisé à la suite de troubles rénaux. Elle a été faite aussi après la désignation inattendue de M. André Gromyko comme premier vice-président du conseil des ministres, nomination qui avait contribué à alimenter ces bruits ainsi que les spéculations sur d'éventuels remous dans l'appareil du parti et de l'Etat.

Jeu 24 mars, l'agence Tass avait annoncé que M. Ortega faisait une escale à Moscou. Après la conférence des pays non alignés qui avait eu lieu à New-Delhi, la délégation sandiniste s'était rendue en Corée du Nord et en Mongolie. L'agence soviétique avait annoncé que M. Ortega devait rencontrer un vice-ministre des affaires étrangères et M. Bodioul, vice-président du conseil.

Selon l'agence Tass, le chef du P.C. soviétique a dit à M. Ortega que « l'U.R.S.S. voit avec une grande sympathie les efforts du peuple nicaraguayen pour assurer la transformation économique et sociale du pays, et lui

apporte un soutien politique et une assistance matérielle de cette fin ». MM. Andropov et Ortega ont aussi parlé de la « dangereuse politique menée par les États-Unis, qui veulent, par tous les moyens, empêcher le peuple de la région de déterminer eux-mêmes leur avenir ».

■ Manifestation de soutien au docteur Augoyard. — Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté, le vendredi 25 mars, devant l'ambassade d'Afghanistan à Paris, en solidarité avec le docteur Philippe Augoyard, emprisonné à Kaboul pour être entré illégalement dans ce pays afin de soigner les populations des zones de combat.

Ces manifestants, médecins, membres d'organisations humanitaires ou journalistes, répondant à l'appel de « Médecins sans frontières », et « Médecins du monde », trois organisations humanitaires réunies au sein d'un « Comité pour la libération du docteur Augoyard », avaient déclaré de leur passage, à l'ambassade d'Afghanistan, les portes de l'ambassade sont restées closes.

Des organisations non médicales — « Amitiés franco-afghanes », « Amis de l'Afghanistan », « Guilde européenne du raid » — s'étaient jointes à cette manifestation.

## Proche-Orient : rendez-vous avec Hussein

### La Jordanie face au choix le plus difficile

#### Correspondance

Amman. — A quelques jours de la visite à Amman du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, la Jordanie paraît en proie à une morosité générale et à la plus profonde perplexité.

Désorientés, les milieux politiques ne savent plus à quoi s'en tenir en Jordanie ni sur les intentions de l'O.L.P. ni sur celles du souverain hachémite. Une incertitude qui n'affecte pas moins les milieux gouvernementaux, rarement aussi avertis de commentaires que ces dernières semaines. « Nous ne pouvons rien dire avant que le roi ait fait connaître sa position », affirme-t-on sans ambages au ministère de l'information, tandis que M. Suleiman Arar, président du conseil national consultatif, souligne, bien qu'il ait représenté le royaume à Alger lors de la session du Conseil national palestinien (C.N.P.) : « Nous attendons d'en savoir plus sur la position de l'O.L.P. et sur ce que les Palestiniens veulent de la Jordanie ».

Mais les uns et les autres constatent surtout que les États-Unis n'ont pas exécuté leur « part du contrat », notamment l'obtention d'un retrait israélien du Liban, et que dans ces conditions il sera difficile au roi Hussein de convaincre Yasser Arafat de donner son aval à un processus de négociations dans le cadre dessiné par le plan Reagan.

Le souverain hachémite a d'ailleurs pas dissimulé son impatience lors de sa récente confé-

rence de presse à Londres, où il a rappelé que le « temps pressait » et souligné que le « crédibilité américaine était soumise à une rude épreuve ». Impatience également sensible dans les propos tenus au Washington Post il y a une dizaine de jours par le ministre jordanien de l'information, M. Adnan Abu Odeh.

Répondant au secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qui pressait le roi Hussein de se joindre au processus de paix au Proche-Orient, M. Abu Odeh avait alors déclaré que les « conditions n'avaient été remplies ni du côté américain ni du côté palestinien ». Il avait ajouté que le roi n'avait pas encore reçu l'appui des pays arabes modérés pour négocier et conclu : « Nous partageons le sentiment d'urgence (de M. Shultz), mais celui-ci ne comprend pas comme nous les contraintes qui pèsent sur la Jordanie ».

#### Les choix impossibles

Les conditions évoquées par M. Abu Odeh sont connues. Elles ont été énoncées pour l'essentiel le 24 février dernier par M. Marwan el Qassem, ministre jordanien des affaires étrangères : outre le retrait des forces israéliennes du Liban, il s'agit du gel des implantations juives dans les territoires occupés et d'une « réelle participation palestinienne » aux négociations.

Du côté palestinien, Amman attend de l'O.L.P. qu'elle déclare clairement son intention de s'engager avec la Jordanie sur la voie de négociations en acceptant notamment la formation d'une délégation

jordano-palestinienne. Là encore les résolutions du C.N.P. laissent perplexes les Jordaniens.

Tel journaliste estime que, en adoptant le plan arabe de Fés lors de la réunion du Parlement palestinien en février, l'O.L.P. « a affirmé sans ambiguïté sa volonté de négocier ». Tel autre commentateur politique se déclare au contraire persuadé que, « si Yasser Arafat avait eu un quelconque mandat du C.N.P., il serait venu à Amman dans les deux jours ».

La question d'une délégation jordano-palestinienne sera en tout cas au centre des prochains entretiens Hussein-Arafat, affirme M. Abu Roub, représentant de l'O.L.P. à Amman, qui ne voit pas de contradiction entre la constitution d'une telle délégation et la résolution du C.N.P. repétant tout idée de partage de la représentativité de l'organisation palestinienne.

« A condition, rappelle-t-il toutefois, que cette délégation soit constituée de deux parties indépendantes, que la partie palestinienne négocie au nom de l'O.L.P. et que celle-ci conserve son autonomie de décision pour tout ce qui concerne l'intérêt du peuple palestinien ». Cependant confirme-t-il, l'O.L.P. n'a encore pris aucune décision à ce sujet.

Reste une autre inconnue majeure : que fera le roi Hussein si l'O.L.P. refuse de sauter le pas ? Le souverain se trouverait alors face à un choix impossible : ou bien abandonner pratiquement tout espoir de solution du problème palestinien dans un proche avenir, laissant ainsi toute latitude au gouvernement israélien de poursuivre sa politique d'annexion rampante des territoires occupés, avec les dangers que cela comporte pour le royaume ; ou bien se résoudre en fin de compte à

répondre à l'appel du président Reagan sans l'aval de M. Arafat.

Cette seconde hypothèse semble aujourd'hui hautement improbable. Si l'on en croit des sources proches du gouvernement, un certain nombre de ministres et de membres de l'entourage royal y seraient d'ailleurs opposés. Une telle décision ferait en effet courir de graves risques au régime et à la stabilité du pays.

La Jordanie pourrait difficilement survivre à un isolement comme celui qu'a connu l'Égypte après la conclusion des accords de Camp David, d'autant qu'il lui coûterait sans doute l'aide financière des pays pétroliers. En outre, en cas d'échec, le monde arabe ferait du royaume hachémite un bon émissaire, ce que les dirigeants jordaniens veulent à tout prix éviter.

Ceux-ci ont ainsi réaffirmé à plusieurs reprises ces derniers temps qu'il n'était pas question que la Jordanie se substitue à l'O.L.P. dans la recherche d'un règlement au Proche-Orient. Mais, si aucun progrès décisif n'intervenait dans les semaines qui viennent, le roi Hussein n'hésiterait pas, murmure-t-on dans les chancelleries, à exposer en place publique ses griefs à l'égard de ceux qui auraient en à ses yeux la responsabilité de l'échec d'une initiative qu'il considère comme la dernière chance d'aboutir à une solution acceptable au Proche-Orient.

Selon d'autres rumeurs circulant à Amman, il n'est pas non plus exclu que le gouvernement jordanien prenne alors des mesures draconiennes pour prévenir un afflux de Palestiniens en provenance des territoires occupés.

EMMANUEL JARRY.

## Ennemi et partenaire d'Israël... sur le petit écran

#### De notre correspondant

Jérusalem. — Le soir, par temps clair, on distingue nettement, des collines de Jérusalem, les lumières des faubourgs d'Amman. Entre les deux villes, il n'y a guère plus de 70 kilomètres, à vol d'oiseau, de colomnes...

Officiellement, la Jordanie est toujours un pays avec lequel Israël est en état de guerre. Mais depuis longtemps, depuis toujours, Israël et le royaume hachémite entretiennent d'étranges rapports. Des liens qui sont plus anciens, et d'un certain point de vue plus étroits que ceux qui existent entre Jérusalem et Le Caire malgré, dans ce dernier cas, la signature d'un traité de paix.

La télévision, ici, encore plus qu'ailleurs dans le monde, joue un rôle important. La télévision israélienne ne possède qu'une chaîne, celle qui est la télévision israélienne en arabe, l'une en arabe, l'autre en anglais — et cette dernière diffuse également chaque jour une heure et demie de programmes en français (hors de quatre cent mille Israéliens sont francophones d'origine). Cela donne aux téléspectateurs israéliens un choix étendu qu'ils apprécient hautement. La télévision jordanienne est à leur disposition et toutes ses émissions sont, depuis des années, en couleurs, alors que la télévision israélienne n'a pas encore achevé sa transformation. La réception des programmes jordanien est possible dans une grande partie d'Israël et parfois, très curieusement, même dans celle des émissions israéliennes.

Lors de la Coupe du monde de football, la télévision israélienne a établi sa sélection de retransmissions en fonction de celles faites par la Jordanie afin d'offrir aux téléspectateurs un plus grand nombre de matches. Dans ces conditions, faut-il s'étonner que le Jerusalem Post publie chaque semaine la liste des programmes jordanien avec cette mention pudique : « non officiel » ? Le journal télévisé israélien pille fréquemment

les documents d'actualité jordaniens et en revanche, à Amman, on ne se prive pas de faire de même au détriment des voisins d'outre-Jordan. L'information muette des premiers et des seconds, est ainsi plus complète. Tous les soirs, la télévision jordanienne diffuse un bulletin de nouvelles en hébreu et même si les Israéliens n'aiment pas qu'on leur parle, par exemple, de « Jérusalem occupée », ils ne peuvent pas toujours éviter de regarder ces émissions, marquées certes d'une volonté de propagande, mais assez tempérée.

À travers leur petit écran, les Israéliens ont, qu'ils le veulent ou non, appris à connaître un tant soit peu la Jordanie et son souverain. La télévision jordanienne consacre une grande place aux déclarations du roi, à ses moindres faits et gestes, comme à la vie de la cour. Ainsi les Israéliens ont-ils pu être les premiers, hors du royaume, à constater de visu que le reine Nur attend actuellement un heureux événement. Plus sérieusement, la télévision confirme dans cette partie du Proche-Orient qu'elle est le plus puissant des médias permettant aux dirigeants israéliens et aux dirigeants jordaniens de s'informer réciproquement. De temps à autre, des messages officieux passent par les ondes. Dernièrement, grâce à un reportage exclusif réalisé par des Jordaniens, de toute évidence à l'intention des Israéliens, ceux-ci ont pu vérifier directement que leurs soldats détenus par l'O.L.P. étaient en bonne santé et apparemment bien traités.

Le roi Hussein et ses sujets sont devenus des ennemis familiers et, à plus d'un titre, des partenaires avec lesquels il faut au moins compter, sinon s'entendre. D'autant que le souverain hachémite a toujours été le plus modéré des adversaires d'Israël avant l'initiative de paix du président Sadate. Le roi présente également aux yeux des Israéliens l'avantage d'être aussi un allié des États-Unis, ce qui rassure. Comment des liens ne pourraient-ils pas se nouer avec la Jordanie quand Israël occupe des territoires autrefois administrés par

la Jordanie ? L'ouvrier palestinien employé sur les chantiers de Tel-Aviv demeure citoyen jordanien, comme le commerçant de Jérusalem-Est chez qui l'on va s'approvisionner durant le sabbat. Des communications directes existent avec la Jordanie, même si elles sont limitées, il y a des brèches à travers le no man's land de la vallée du Jourdain, les points Allenby et Damiya.

Ces points de passage sont entretenus pour les Palestiniens de Cisjordanie et ceux du territoire de Gaza, mais aussi, à certaines époques, pour leurs familles vivantes de « l'autre côté » (1). Les Palestiniens des territoires occupés sont autorisés à faire passer des marchandises vers la Jordanie et quelques-uns de ces produits sont israéliens, fussent-ils déguisés sous de fausses étiquettes. Les banques israéliennes négocient avec grand intérêt des dinars jordaniens, bien plus solides que le shekel constamment dévalué. Tous ces échanges impliquent des arrangements discrets.

#### L'équipée de Golda Meir

Voilà de très longues années que les Israéliens vivent dans cette disposition d'esprit. Jusqu'en 1977, date de l'arrivée au pouvoir de M. Begin, les gouvernements travaillistes ont fondé leur politique sur un « compromis territorial » avec la Jordanie, et une entente avec le roi Hussein était à leurs yeux la seule solution admissible du problème palestinien. Déjà, à la seule solution admissible du problème palestinien. Déjà, à la naissance de l'État juif, les dirigeants travaillistes cultivaient l'espoir d'un accord avec la Jordanie. L'équipée de Golda Meir pour aller rencontrer secrètement le roi Abdallah, grand-père de Hussein, fait partie de la légende israélienne. Cette attitude travailliste a, peu à peu, créé une image assez favorable du roi Hussein dans les mentalités. On ne peut de surcroît, en Israël, s'empêcher de nourrir une relative sympathie pour le souverain jordanien qui, à partir de 1967 et surtout durant la guerre du Kippour, s'est

abstenue scrupuleusement d'entrer en conflit ouvert avec Israël. Il est vrai que les Israéliens lui ont grandement facilité la tâche lorsqu'il a expulsé l'O.L.P. de son royaume. Depuis lors, l'armée jordanienne empêche le plus efficacement possible les commandos palestiniens d'opérer à partir du territoire jordanien.

Avec la politique d'annexion progressive de M. Begin, l'image du roi Hussein dans l'opinion publique israélienne s'est sensiblement altérée et l'espoir d'un véritable accord avec Amman s'est estompé. Personne n'a protesté vivement quand, par exemple, l'armée israélienne, dans un geste symbolique, a planté le drapeau-trappé de l'étoile de David sur le chantier de la résidence que, en 1967, le roi Hussein avait en train de se faire construire aux portes de Jérusalem. Auparavant, le gouvernement avait évité une telle provocation. Maintenant, beaucoup d'Israéliens admettent plus ou moins le raisonnement de l'ancien ministre de la défense, M. Ariel Sharon, déclarant qu'il eût été préférable de favoriser l'installation, au début des années 1970, de M. Arafat à Amman, donc la disparition de la monarchie hachémite, afin que l'O.L.P. et les Palestiniens ne revendiquent plus la Cisjordanie. Enfin, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, sans s'entendre trop de protestations, a pu affirmer, contre toute évidence, dès le mois de janvier, que le roi Hussein n'était pas prêt à se joindre à un processus de paix. M. Begin et ses partisans, qui qu'ils disent officiellement, font tout pour montrer qu'ils « n'attendent pas Hussein ». « Surtout », rétorquent-ils, un sondage d'opinion récent indique qu'une majorité d'Israéliens envisagent encore de faire du souverain hachémite d'« importantes concessions », y compris sur le plan territorial — même si cela n'est pas très précis.

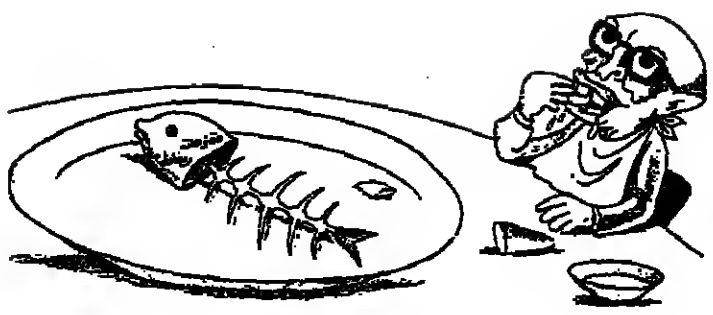
FRANCIS CORNU.

(1) Cela explique la venue à Jérusalem du journaliste dont il est question plus haut.



le Proche-Orient  
avec Hussein  
le plus difficile

# Etranger



Caricature  
du journal arabe  
de Londres  
Asharq Al-Awsal  
(sur la tête du poisson :  
le plan Reagan -)

Le roi Hussein de Jordanie est formel.  
Il va annoncer « dans les prochains jours » s'il participera ou non  
au processus de règlement fondé sur le plan Reagan (le Monde du 22 mars).  
Décision aussi attendue que difficile à prendre.  
Israël, en multipliant les « points de peuplement »,  
ne le rend pas plus aisée. On se tâte à Amman  
tandis que Jérusalem épie les hésitations du voisin par le biais de la télévision.  
Et sur le papier, le problème est à moitié résolu...

## Un règlement bien engagé... sur le papier

La carte jordanienne doit s'abattre dans une partie diplomatique dont les règles se sont progressivement précisées en quinze ans. Voici par ordre chronologique les textes internationaux essentiels sur lesquels se fondent toutes les discussions et négociations pour un règlement israélo-arabe.

### La résolution 242 : échange de territoires contre la paix (1967).

La résolution 242 sur le Proche-Orient, adoptée six mois après la guerre de six jours, a été depuis mille fois invoquée, passionnément interprétée, sollicitée, controversée, voire déformée. Elle est encore à ce jour le document le plus universellement accepté, définissant les principes d'un règlement pacifique au Proche-Orient.

Le Conseil, « soulignant l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la guerre » et l'« engagement » des membres de l'ONU « d'agir conformément à l'article 2 de la charte » (règlement pacifique des différends, interdiction du recours à la menace et à la force, etc.) « affirme » que « l'instauration d'une paix juste et durable » devrait s'appuyer sur deux principes : a) « retrait des forces israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit » ; b) « cessation de toute agression » ; respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, d'abri de menaces et d'actes de force ». En outre, le Conseil affirme notamment « la nécessité (...) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».

Ce texte offre déjà la base de toutes les tractations ultérieures pour un règlement : la nécessité de concessions équilibrées et concomitantes comportant pour Israël l'évacuation des terres arabes et pour les Arabes la reconnaissance du droit d'Israël à la paix dans des frontières « sûres ».

### Retrait « de » ou « des » territoires ?

Israël a toujours prétendu que le texte anglais de la résolution se lisait : « Withdrawal of Israel armed forces from territories occupied during the recent conflict », sans article défini devant « territoires », ses forces d'étaient pas tenues d'évacuer tous les territoires, mais de se retirer seulement derrière les frontières qu'il juge « sûres », cela d'autant que l'anglais est la langue originale de la résolution. Ainsi, Israël se serait mis en règle avec l'ONU en évacuant le Sinaï. Les attendus de la résolution, notamment la condamnation sans réserve de l'« acquisition de territoires par la guerre », enlèvent beaucoup de poids à cette interprétation. M. Begin en est d'ailleurs conscient comme en témoigne, à en croire M. Carter, son insistance à gommer ce passage de la résolution lors des discussions de Camp David (voir ci-dessous).

Les Etats arabes, de leur côté, n'ont jamais accepté que le « problème palestinien » soit réduit à « un problème de réfugiés ».

La résolution 242 fut adoptée le 22 novembre 1967 à l'unanimité du Conseil de sécurité, alors composé, outre les cinq membres permanents (Chine représentée par Formose, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, U.R.S.S.) de l'Argentine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Danemark, de l'Ethiopie, de l'Inde, du Japon, du Mali et du Nigeria. Aucun Etat arabe n'était alors membre du Conseil.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1968, le monde arabe retrouve un siège en faisant élire l'Algérie à un siège africain.

Les représentants des belligérants - Arabes et Palestiniens - purent cependant participer aux débats sur les séquelles de la guerre de six jours, mais sans droit de vote. Ils n'eurent donc pas à prendre position par oui ou non sur la 242. Les plus critiques furent les Syriens, qui lui reprochèrent de « conduire à une liquidation de la question palestinienne ». L'O.L.P. (qui n'était pas encore admise comme observateur officiel) adopta la même attitude dans une lettre au Conseil de sécurité.

### La résolution 338 : une confirmation « dans toutes ses parties » (1973).

Pour mettre fin à la guerre du Kippour ou « guerre d'octobre », le Conseil de sécurité adopta, le 22 octobre 1973, sur proposition américano-soviétique, la résolution 338, qui, en décrétant le cessez-le-feu, demandait l'application de la résolution 242 « dans toutes ses parties ». La résolution fut votée à l'unanimité, y compris la voix du Soudan, membre de la Ligue arabe, la Chine (désormais représentée par la Chine populaire) refusant seule de participer au vote.

Après l'approbation du Conseil de sécurité, Moscou et Washington convoquèrent à Genève une conférence qui réunit, les 22 et 23 décembre, Israël, l'Egypte et la Jordanie (la Syrie rejette l'invitation) et qui restera sans conclusion.

### Un essai de relance américano-soviétique (1977).

Après l'arrivée au pouvoir de M. Carter, Washington et Moscou tentèrent une nouvelle relance. Dans une déclaration commune sur le Proche-Orient (1<sup>er</sup> octobre 1977), les superpuissances se prononcèrent pour un règlement global, reprenant sans la citer l'esprit et même les termes (sur les territoires occupés) de la résolution 242 et estimant « nécessaire de considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes des uns et des autres ». Israël juge cette déclaration « très inquiétante ». Un communiqué américano-israélien déclare le 5 octobre que les résolutions 242 et 338 et non la déclaration américano-soviétique « restent la base convenue pour la reprise de la conférence de Genève ».

■ Camp David : la paix du Sinaï et un « cadre » à remplir (1978). - Après la visite de Sadate à Jérusalem, le président Carter invita le président égyptien et le premier ministre israélien, M. Begin, le 5 septembre 1978 à Camp David, pour qu'ils engageant une négociation directe. Elle aboutit le 17 septembre à des « accords-cadres » que le président des Etats-Unis signa aussi comme « témoin ».

### L'autorité autonome

Les accords de Camp David comprennent trois parties : 1) un « préambule », 2) un « accord-cadre » général pour un règlement « durable, global et équitable », 3) un « accord-cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Egypte et Israël ». Sadate, qui se défendait de conclure une paix séparée, tenait en effet à placer le traité égypto-israélien dans le cadre d'un règlement général.

La troisième partie a conduit au traité égypto-israélien de Washington (26 mars 1979) aujourd'hui complètement appliqué. Israël a évacué le territoire égyptien (25 avril 1982) mais occupe encore Gaza, portion de la Palestine administrée par l'Egypte avant la guerre de six jours.

Le préambule de Camp David énumère des principes généraux. Le premier est ainsi énoncé : « Il est convenu que la résolution 242 (...) considérée dans toutes ses parties servira de base à un règlement pacifique du conflit entre Israël et ses voisins ». Le cinquième principe stipule que

« pour parvenir à des relations pacifiques (...) de nouvelles négociations seront nécessaires entre Israël et tout Etat voisin prêt à négocier avec lui » pour mettre en application les résolutions 242 et 338.

Dans ses mémoires (11), M. Carter souligne que, dès le premier jour de Camp David, « un sérieux différend » éclata entre M.M. Begin et Sadate (et lui-même aussi, semble-t-il) à propos du passage de la 242 sur l'« inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ». M. Begin voulait préciser que « par la guerre » signifie « par une guerre d'agression » (« belligerent war »), et il ajoutait qu'Israël avait le « droit d'occuper une terre conquise pour sa défense ». Sur ce point la discussion reprit plusieurs fois. Elle fut très vive le 10 septembre. L'« inadmissibilité », etc., est « inacceptable », dit M. Begin. M. Carter se fâcha : « Rejetons-nous la résolution 242 ? », dit-il. Votre interprétation est partielle. La résolution nous priverait de base de négociation. Ce que vous dites me convainc que Sadate a raison. Ce que vous voulez ce sont des terres (...). Pas la peine de tourner autour du pot. Si vous aviez ouvertement rejeté la résolution 242, je ne vous aurais pas invité à Camp David ».

Enfin, la résolution 242 est confirmée « dans toutes ses parties » sans réserve dans le préambule de Camp David, dans l'accord-cadre général et dans le traité de paix égypto-israélien. L'accord-cadre général traite essentiellement de la Cisjordanie et de Gaza. Le Golan syrien n'est pas mentionné et, à l'époque, Israël n'avait pas pénétré au Liban. Les parties « reconnaissent qu'Israël a le droit d'être en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre du règlement de paix juste et durable (...) ». Les principes du règlement valent pour toutes les parties intéressées », déclare encore le communiqué, qui cite parmi celles-ci le peuple palestinien et l'O.L.P.

■ Les sommets de Fès Ces idées et ces formules seront souvent reprises dans les prises de position européennes ultérieures. La déclaration du conseil européen de Venise (13 juin 1980) souligne la nécessaire concomitance de la reconnaissance des droits des Israéliens et des Palestiniens.

■ Le sommet arabe de Fès pour une garantie de paix à « tous les Etats de la région » (1982) Le 7 août 1981, l'émir Fahd, chef du gouvernement (et aujourd'hui roi) d'Arabie Saoudite, lance un appel à l'Europe occidentale et aux Etats-Unis. Il propose une série de principes qui, regroupés en une seule résolution, pourraient être adoptés par le Conseil de sécurité et « serviraient de cadre pour le règlement juste et global de la crise du Proche-Orient ». Cette liste reprend les positions arabes traditionnelles (création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale) mais en ajoute une : « reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix ».

Cet appel est, en fait, destiné d'abord au sommet arabe de Fès du 25 novembre 1981, qui ne le discutera pas, mais il sera repris avec quelques modifications, après la guerre du Liban de l'été 1982, au second sommet arabe de Fès. La résolution du 9 septembre 1982 déclare notamment : « Le Conseil de sécurité garantit la paix entre tous les Etats de la région y compris l'Etat palestinien indépendant » (point 7 de la résolution).

Entre-temps, pendant la guerre du Liban, la France et l'Egypte ont déposé au Conseil de sécurité, le 28 juillet 1982, un projet de résolution destiné à amorcer, en même temps qu'un règlement libanais, « la restauration durable de la paix et de la sécurité dans la région ». A cette fin, les deux gouvernements proposent « des négociations fondées sur les principes de la sécurité pour tous les Etats et de la justice pour tous les peuples, en vue notamment a) de confirmer le droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région conformément à la résolution 242 (...) ; b) de confirmer les droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique » ; le peuple palestinien devant être représenté et l'O.L.P. associée « aux négociations ». Paris et Le Caire proposent enfin que le Conseil de sécurité « demande la reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées ».

implantations israéliennes dans la région.

Le 23 septembre 1981, l'Egypte accepte pourtant une reprise des conversations, mais Sadate est assassiné le 6 octobre. Une nouvelle tentative de reprise, pour montrer que le processus de Camp David n'est pas interrompu, a lieu le 12 novembre, mais elle sera sans lendemain. Le 14 décembre, Israël annexe le Golan syrien. Le nouveau président égyptien, M. Mubarak, qui devait se rendre en Israël en mars, refuse d'aller à Jérusalem, malgré l'insistance de M. Begin. L'impatience sur la mise en œuvre de l'« accord-cadre » général de Camp David sur la Cisjordanie et Gaza paraît aujourd'hui complète.

### La Jordanie reconnaît « à tous les Etats de la région » le droit de vivre en paix (1980).

Le 10 mars 1980, le président Giscard d'Estaing et le roi Hussein de Jordanie déclarent à Amman, dans un communiqué, qu'« ils sont convaincus que la recherche d'un règlement de paix garantissant les droits et aspirations légitimes de toutes les parties concernées est plus que jamais indispensable ».

Rappelant les principes contenus dans les résolutions du Conseil de sécurité comme fondement d'une solution, le communiqué cite notamment « la reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties », mais il y ajoute « la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à une patrie » sur les territoires occupés par Israël. Le communiqué d'Amman précise que « le problème palestinien n'est pas un problème de réfugiés, mais celui d'un peuple qui aspire légitimement à exister en tant que tel et qui doit être en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre du règlement de paix juste et durable (...) ».

■ Les principes du règlement valent pour toutes les parties intéressées », déclare encore le communiqué, qui cite parmi celles-ci le peuple palestinien et l'O.L.P.

### Les sommets de Fès

Ces idées et ces formules seront souvent reprises dans les prises de position européennes ultérieures. La déclaration du conseil européen de Venise (13 juin 1980) souligne la nécessaire concomitance de la reconnaissance des droits des Israéliens et des Palestiniens.

■ Le sommet arabe de Fès pour une garantie de paix à « tous les Etats de la région » (1982)

Le 7 août 1981, l'émir Fahd, chef du gouvernement (et aujourd'hui roi) d'Arabie Saoudite, lance un appel à l'Europe occidentale et aux Etats-Unis. Il propose une série de principes qui, regroupés en une seule résolution, pourraient être adoptés par le Conseil de sécurité et « serviraient de cadre pour le règlement juste et global de la crise du Proche-Orient ». Cette liste reprend les positions arabes traditionnelles (création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale) mais en ajoute une : « reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix ».

Cet appel est, en fait, destiné d'abord au sommet arabe de Fès du 25 novembre 1981, qui ne le discutera pas, mais il sera repris avec quelques modifications, après la guerre du Liban de l'été 1982, au second sommet arabe de Fès. La résolution du 9 septembre 1982 déclare notamment : « Le Conseil de sécurité garantit la paix entre tous les Etats de la région y compris l'Etat palestinien indépendant » (point 7 de la résolution).

Entre-temps, pendant la guerre du Liban, la France et l'Egypte

ont déposé au Conseil de sécurité, le 28 juillet 1982, un projet de résolution destiné à amorcer, en même temps qu'un règlement libanais, « la restauration durable de la paix et de la sécurité dans la région ». A cette fin, les deux gouvernements proposent « des négociations fondées sur les principes de la sécurité pour tous les Etats et de la justice pour tous les peuples, en vue notamment a) de confirmer le droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région conformément à la résolution 242 (...) ; b) de confirmer les droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique » ; le peuple palestinien devant être représenté et l'O.L.P. associée « aux négociations ». Paris et Le Caire proposent enfin que le Conseil de sécurité « demande la reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées ».

Le projet franco-égyptien, dont les auteurs demanderont la discussion au moment opportun, est destiné à prendre le relais de la résolution 242. Il la précise et la dépasse sur des points importants. Son acceptation par toutes les parties signifierait :

■ pour les Arabes, la reconnaissance en bonne forme (et non plus seulement implicite comme dans la résolution de Fès) du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité (ce qui se trouve déjà dans la résolution 242, que les Etats arabes n'ont pas officiellement acceptée).

■ pour Israël, outre l'évacuation des territoires acquis « par la guerre » (comme il est dit dans la résolution 242), la reconnaissance du droit des populations de ces territoires à l'« autodétermination » (ce qui ne figure pas dans la résolution 242). Le projet franco-égyptien ne fait pas allusion non plus à la création d'un « Etat palestinien », mais l'« autodétermination avec tout ce que cela implique » en ouvre la porte.

Du côté des pays frontaliers d'Israël, outre l'Egypte, on peut présumer que ce schéma (qui rejoint le communiqué franco-jordanien du 10 mars 1980) est acceptable pour la Jordanie et pour le Liban (qui n'a pas en principe de contentieux territorial avec Israël). L'O.L.P. n'est pas en mesure de faire prévaloir des exigences exorbitantes. En la présentant comme un interlocuteur indispensable, mais non nécessairement le seul, pour organiser l'autodétermination palestinienne, la résolution franco-égyptienne lui accorde l'essentiel. Reste la Syrie, qui considère jusqu'à présent que la formule de la résolution de Fès est le maximum qu'elle peut accepter.

Reste aussi Israël, dont la plus grande concession consisterait à lever toute restriction mentale à la mise en œuvre des dispositions de la résolution 242 sur l'évolution des territoires occupés.

■ M. Reagan souhaite la fin du « contrôle » d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza (1982).

Si le gouvernement de Jérusalem n'en est pas là, il s'en fait, son puissant et unique allié, les Etats-Unis, a franchi en direction des revendications arabes un pas très important.

Dans son discours du 1<sup>er</sup> septembre 1982, M. Reagan se déclare décidé à prendre une « initiative » pour relancer la partie des accords de Camp David sur l'« autonomie » de la Cisjordanie et de Gaza. Employant un vocabulaire inhabituel chez un dirigeant américain, il se prononce pour l'« exercice des droits légitimes » des Palestiniens et pour « une juste solution de leurs revendications ». « Les Palestiniens sont convaincus, dit-il, que leur cause est plus qu'une question de réfugiés et j'en suis d'accord ».

D'après Camp David, rappelle-t-il, pendant la période intermédiaire (de cinq ans), les Palestiniens doivent avoir la « pleine

autonomie - de leurs affaires et le droit de se gouverner eux-mêmes. Au-delà de cette période, ajoutet-il, - la paix ne peut pas être assurée sur la base de la souveraineté et du contrôle permanents d'Israël sur la rive ouest du Jourdain et Gaza. La clause de retrait (des forces israéliennes) de la résolution 242 - précise-t-il - doit s'appliquer sur tous les fronts y compris la Cisjordanie et Gaza ». (On remarquera pourtant qu'il ne mentionne pas le Golan.)

En retour, M. Reagan appelle les Arabes à reconnaître, au nom d'un « nouveau réalisme », la « légitimité » d'Israël, qui « a le droit d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». Il exclut la formation d'un « Etat palestinien indépendant », et il estime qu'« un gouvernement par eux-mêmes des Palestiniens de la rive gauche du Jourdain et de Gaza en association avec la Jordanie offre la meilleure chance d'une paix stable juste et durable ». En tout cas - dit-il - la solution ne peut résulter que d'« une négociation entraînant un échange de territoires contre la paix ».

Ces nouvelles idées de M. Reagan et le projet franco-égyptien présentent des similitudes et des différences.

■ Parmi les similitudes (outre, bien entendu, le droit d'Israël de vivre en paix), l'économie générale équilibrant les concessions des uns et des autres, l'existence d'un problème palestinien qui est plus qu'un problème de réfugiés, la nécessité pour Israël d'évacuer les territoires occupés, le droit pour les Palestiniens de se gouverner eux-mêmes.

■ Parmi les différences : M. Reagan ne prononce pas le mot « autodétermination », il ne prévoit pas expressément un rôle pour l'O.L.P. dans les négociations, il s'oppose à la formation d'un Etat palestinien indépendant.

Depuis quinze ans, un certain chemin a été parcouru.

■ Un seul Etat arabe, l'Egypte, a reconnu formellement Israël et noué avec lui des relations pacifiques ; les autres reconnaissent « à tous les Etats de la région » le droit de « vivre en paix », mais refusent encore de citer nommément Israël.

■ Israël a évacué le Sinaï, mais conquis en 1982 une partie du Liban ; il occupe toujours Jérusalem-Est et le Golan (qu'il a annexés), la Cisjordanie et Gaza ; il dénie aux Palestiniens le droit de décider de leur destin.

■ Les Etats-Unis se prononcent pour l'évacuation des territoires occupés par Israël (sans réserve apparente) et pour le droit des Palestiniens de se gouverner, mais ils leur refusent le droit de former un Etat.

La politique sur ce dernier point est cependant relativement secondaire. Une fois l'évacuation effective, on ne voit pas qui pourrait interdire aux Palestiniens de former l'entité politique de leur choix avec l'accord de la Jordanie, qui est, d'ores et déjà, prête à tous les arrangements. Le point le plus difficile en revanche est, selon les termes du projet franco-égyptien, d'assurer la « sécurité de tous », ou, selon la résolution 242, d'assurer à tous des « frontières sûres » - « à l'abri de menaces ou d'actes de force ». Il est bien évident que pour Israël et les Palestiniens, la « reconnaissance » mutuelle et même des échanges de promesses de bon voisinage ne suffiraient pas. La recherche de garanties de sécurité tangibles devrait être l'objet principal de toute négociation.

MAURICE DELARUE.

(1) Des extraits des Mémoires de M. Carter sur Camp David ont été publiés dans *Newsweek* du 11 octobre 1982.

(2) L'expression « droits légitimes » est une évidence redondante (que seraient des « droits illégitimes »), mais elle est désormais consacrée par d'innombrables textes officiels dans toutes les langues.

هكمان الفصل



## Etranger

A Bangkok

### M. Cheysson a exprimé les réserves de la France à propos des positions de l'ASEAN sur le Cambodge

De notre correspondant

Bangkok. — La quatrième conférence des ministres des affaires étrangères de la Communauté économique européenne (C.E.E.) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1), qui s'est réunie les 23 et 24 mars à Bangkok, a débattu, dans un communiqué commun, « l'occupation militaire illégale du Kampuchéa par les forces vietnamiennes », et, plus précisément, les attaques conduites, les 31 janvier, par « les blindés et l'artillerie vietnamite » contre le camp de réfugiés de Nong-Chan, situé à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge (le Monde du 5 février). Les Dix et les Cinq ont, à cet égard, réaffirmé leur soutien aux résolutions de l'ONU ainsi qu'aux principes et aux termes de la déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchéa, de juillet 1981.

Soucieux de dissiper tous les malentendus nés d'une rencontre, lors du récent sommet des pays non alignés à Delhi, entre M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, et M. Nguyen Co Thach, son homologue vietnamien, les membres de l'ASEAN avaient publié, le 23 mars, un communiqué conjoint afin de « recadrer » un éventuel dialogue dans les limites des résolutions de l'ONU. Cette position, qualifiée d'« énergique » par Pékin, a été jugée « anachronique, tout à fait obsolète et irréaliste », par Hanoï.

D'entrée de jeu, les membres de l'ASEAN ont singulièrement étonné, sans aucun doute soumise à de fortes pressions chinoises, avaient demandé aux Dix « d'envoyer des signaux clairs » au Vietnam pour le dissuader de continuer sa politique « aventuriste » au Kampuchéa. La France, qui était la moins « chaude » des pays de la C.E.E. pour épouser des thèses maximalistes, ne les a pas contrées avec l'énergie que certains de ses partenaires redoutaient. Du moins a-t-elle obtenu des améliorations de « style » : l'aide à Hanoï ne sera « gelée » que dans la mesure où elle « favorise et renforce l'occupation vietnamienne du Kampuchéa » ; la formation de la « coalition » (et non pas du « gouvernement de coalition ») est considérée comme un pas « significatif » (et non pas positif) « dans la recherche d'une solution politique d'ensemble ».

Si M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, salue « le rôle patriotique » du prince Sihanouk, qu'il recevra « officiellement » à Paris dans les mois à venir, la France ne reconnaît pas pour autant le gouvernement de coalition qu'il préside et auquel participent les Khmers rouges, ce qui ne facilite pas l'ouverture d'un « indispensable dialogue avec le Vietnam ».

Le ministre admet qu'un problème devient « quasiment insoluble » dès que se heurtent les intérêts de deux Grands, ce qui est le cas en Indochine, où s'opposent la Chine et l'Union soviétique. Pour qu'il ne soit pas avoir dénoncé, dans la déclaration com-

mune, le rôle néfaste de ces deux Super-Puissances en Asie du Sud-Est puisque tout le mal vient de là ? « Nous l'aurions volontiers accepté car cela fait partie de notre jargon », indique M. Cheysson, mais ce n'est pas le langage de tous nos partenaires européens. »

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

Inde

### UNE COMMISSION SERA CHARGÉE D'EXAMINER LES RELATIONS ENTRE LES ÉTATS ET LE POUVOIR CENTRAL

De notre correspondant

New-Delhi. — Le premier ministre indien a annoncé jeudi 24 mars au Parlement la création d'une commission chargée de faire le point sur les relations entre le gouvernement central et les États de l'Union. Présidée par un ancien juge à la Cour suprême, M. Sarkaria, cette commission, la première du genre, sera habilitée à suggérer les changements qui lui paraîtront appropriés, « dans le cadre de l'actuelle Constitution ».

L'initiative gouvernementale constitue une réponse aux revendications formulées par plusieurs États en vue d'une répartition plus équitable des ressources entre le centre et les pouvoirs locaux. Il est d'ailleurs significatif qu'elle ait suivi de quelques jours seulement la décision des ministres en chef du Karnataka, de l'Andhra Pradesh, du Tamil Nadu et de Pondichéry, réunis le 20 mars à Bangalore, de mettre sur pied « un Conseil des chefs de gouvernement des États du Sud » destiné à accroître la coopération intergouvernementale et à promouvoir un fédéralisme fondé sur une coopération positive entre New-Delhi et les capitales régionales.

Ce geste avait d'autant plus retenu l'attention qu'il émanait d'États dans lesquels le Congrès, parti de M. Gandhi, majoritaire au Parlement central, n'était pas au pouvoir. Ses instigateurs avaient toutefois écarté toute confrontation avec New-Delhi, estimant au contraire que plus les États seraient forts, plus fort serait le centre. Une idée qui devait reprendre le premier ministre au Parlement.

L'initiative gouvernementale va dans le sens des préoccupations exprimées par la communauté sikhe du Pendjab, l'une des revendications formulées par son parti, l'Akali Dal, étant justement la constitution d'une telle commission, pour obtenir une autonomie accrue des États.

Le gouvernement n'en est pas moins confronté à une nouvelle menace d'agitation, des dirigeants sikhs ayant appelé jeudi la population à barrer les routes au Pendjab le 4 avril, afin de protester contre le refus de New-Delhi d'accepter l'ensemble de leurs « justes » revendications.

PATRICK FRANCÈS.

## Lectures

### Donovan, agent secret de polichinelle

« Permettez-moi de vous présenter l'agent secret bien connu... » Cette formule d'un humoriste conviendrait parfaitement à William Donovan, héros des deux guerres, un des hommes les plus décorés, et dont les trente médailles pourraient faire pâlir de jalousie les maréchaux soviétiques.

A l'annonce de sa mort en 1959, Eisenhower déclara : « ... Nous avons perdu notre dernier héros... » Cette appréciation est le titre donné par M. Cave Brown, journaliste britannique, à un livre épuisé (1) qui est en fait l'histoire de l'Office of Strategic Services (O.S.S.) — le premier service d'espionnage centralisé des renseignements, embryon de la C.I.A. — qu'une biographie de William Donovan, son créateur, Cave Brown a eu l'avantage d'avoir accès à tous les documents et dossiers personnels de Donovan, ainsi qu'au Journal tenu par sa femme pendant soixante-cinq ans. Résultat : un livre très court et documenté, mais trop court, parfois indigeste, et trop discret sur Donovan l'homme. Ce personnage haut en couleur, énergique, bagarreur comme tout Irlandais qui se respecte, aurait été déplacé, anachronique, dans le monde univers des ordinateurs.

Fort heureusement, un autre livre récemment publié (2) éclaire mieux la personnalité de « Wild Bill », comme on l'appelait familièrement, un homme plein de magnétisme et de charisme très intéressé par les femmes. Les héros ont droit à quelques faiblesses... A la différence du journaliste britannique, l'auteur, Richard Dwyer, un ancien de l'O.S.S., a connu personnellement Donovan, mais cet avantage est malheureusement compensé par une tendance au panthéisme. Cave Brown, par contre, n'hésite pas à faire état des échecs de l'O.S.S.

A travers les deux livres, cependant, on peut se faire une bonne idée de ce destin hors série, mais finalement manqué. Né pauvre dans les faubourgs irlandais de Buffalo, il épousa une héritière, puis s'enrichit au cours d'une brillante carrière d'avocat d'affaires qui l'amena à se déplacer souvent à l'étranger, où il évoluait dans le clair-obscur des services de renseignements et des bureaux d'affaires. Il était déjà connu du grand public comme un héros de légende, un guerrier courageux qui s'illustra en Argonne et sur l'Ourocq, à la tête de la 69<sup>e</sup> division d'infanterie américaine. Pour sa « belle guerre », il reçut la décoration américaine suprême, celle de la

médaille d'honneur du Congrès, récompensant « la résolution désespérée » avec laquelle il menait ses hommes à l'assaut.

Apparemment, la guerre de tranchées sur les bords du Potomac fut encore plus éprouvante que celle sur les champs de bataille français. Le terrain était miné par beaucoup d'ennemis, à commencer par Edgar Hoover, directeur du F.B.I., à la nomination duquel il s'était opposé. Sa réputation de sabreur, son dédain affiché des budgets et des bureaucraties, le desservait, surtout auprès des généraux et des amiraux, soucieux de préserver leurs chasses gardées et de protéger leurs propres services de renseignements des initiatives de Donovan et de sa « bande d'amateurs ». Pourtant, la postérité retiendra surtout ses activités d'espionnage. Il échoua en effet dans sa carrière politique. Bien que républicain bon teint, il ne fut jamais attorney general ou ministre de la guerre, comme il en avait l'ambition.

« Un travail pour gentlemen »

« Le renseignement est un travail pour des gentlemen ». En créant l'O.S.S., à la demande de Roosevelt, Donovan s'inspira de cette formule de Stewart Menzies, qui dirigeait les services britanniques. Et c'est ainsi que, par un recrutement sélectif et élitiste, il s'entoura de personnalités telles que Archibald McLeish, le poète James Warburg, le banquier James Roosevelt, le fils du président John Ford, le chasseur David Bruce, futur ambassadeur à Londres et à Paris. Pour le commentateur Drew Pearson, l'O.S.S. était « le groupe le plus fantasmatique de diplomates dilettantes, de banquiers de Wall Street et de détectives amateurs... » Mais, parmi les seize mille agents recrutés par Donovan, il y avait aussi, selon David Bruce, « des ornithologues, des professeurs, des perceurs de coffres-forts, des rois de la justice, des lutteurs, des boxeurs professionnels, des vedettes du cirque, des fiers clients des boîtes de nuit... »

Il y avait évidemment de quoi préoccuper les sérieux « professionnels » du renseignement de l'armée et de la marine, mais aussi les Britanniques, qui se méfiaient de cet Irlandais trop remuant se proclamant « anti-impérialiste ». Chacun avait vu volontiers avec « Wild Bill », mais les services britanniques ne favorisèrent pas la tâche à Donovan et à l'O.S.S., dans les Balkans, en Scandinavie, en Asie, là où leurs propres agents étaient à l'œuvre.

Malgré ces obstacles, et s'appuyant sur le soutien (parfois incertain) de Roosevelt, Donovan installa ses réseaux derrière les lignes ennemies, arma des partisans, organisa des raids de commando...



Dessin de Valérie Le Quer

Cave Brown raconte avec d'innombrables détails les activités de l'O.S.S. dans le sud de la France, ses liaisons avec la Résistance, puis en Afrique du Nord, ainsi que les contacts pris avec l'amiral Canaris, chef des services de renseignements allemands. De son livre, il ressort que la grande réussite de l'O.S.S. est d'avoir, par l'action de quelques agents en Europe méridionale et dans les Balkans, contraint les Allemands à retirer des troupes de Normandie et du front russe. L'auteur cite quelques hauts faits, comme la libération de milliers d'aviateurs américains prisonniers en Roumanie, où l'exploit personnel d'un agent de l'O.S.S., qui, armé d'un seul haut-parleur, arriva à convaincre les derniers Allemands isolés dans Cherbourg à se rendre.

Mais le récit de Cave Brown fait ressortir un certain nombre d'erreurs et d'échecs. Par exemple, en 1943, l'O.S.S. envoya un certain Morde, journaliste et explorateur, à Istanbul pour offrir à von Papen, l'ambassadeur allemand, un plan de partage de l'Europe. Washington reprocha rapidement cette initiative malheureuse qui risquait d'affecter l'alliance militaire avec l'Union soviétique. En 1944, c'est tout le réseau Cerven, allant d'Istanbul à Berlin, qui s'effondra, profondément infiltré par des agents doubles nazis. En Yougoslavie, une fuite de l'O.S.S. aurait indigné aux Allemands le Q.G. secret de Tito.

L'informateur pornographe

Mais l'affaire Vessel fut la plus embarrassante pour Donovan et l'O.S.S. Pendant les premières semaines de 1945, l'O.S.S. envoya à Washington, et directement au président Roosevelt, des rapports venant d'un certain Vessel lesquel, faisant état de prétendues conversations secrètes de Pic XII, indiquait que les Japonais étaient prêts à négocier une paix séparée avec les Alliés. Malheureusement, après enquête, on découvrit que Vessel n'était qu'un certain Scafolini, journaliste italien pornographe (il avait écrit un livre au titre évocateur : « Les Amazones du bidet »), qui, devenu dévot, avait trouvé un petit emploi chez les franciscains, puis à l'« Observateur Romano ». Ce mythomane déséquilibré ne trompa pas seulement les agents de l'O.S.S. mais aussi

des journaux, des agences de presse et même des milieux universitaires. Son livre, les « Documents secrets de la diplomatie du Vatican », qui reprend toutes ses fabrications, peut être trouvé dans des bibliothèques respectables comme la Library of Congress ou celle du Royal Institute of Foreign Affairs de Londres.

Le prestige de l'O.S.S. souffrit de cette affaire, mais seulement légèrement. Après tout, les services spéciaux ne sont pas à l'abri d'erreurs, surtout dans le choix de leurs « honorables correspondants » du temps de guerre.

Mais faut-il croire le critique du New York Times ? Selon lui, le colonel Charles Ellis, officier des services britanniques, qui aide Donovan à créer l'O.S.S. (il en resta l'émancipé grise), avait en 1965 qu'avant la guerre, il avait été un agent double au service des Allemands, puis, sous la menace de chantage, celui des Soviétiques. Pour ne pas compliquer les relations entre les services spéciaux, le gouvernement britannique ne révèle la « trahison » d'Ellis qu'en 1981. Ainsi, l'homme qui travailla activement à la création de l'O.S.S. aurait été une « tanpe » germano-soviétique. « Good God ! »

Déçu dans ses ambitions, Donovan accepta d'être ambassadeur à Bangkok, puis démissionna, mécontent de la politique américaine au Vietnam, et en particulier de celle de Foster Dulles, qui le tenait responsable de la déroute de Dien-Bien-Fu. Casanoviste vieillissant, il regardait cependant l'avenir avec optimisme, et milita pour la création d'une Europe unie. Dans ses dernières années, affecté par une première thrombose, il croyait voir s'avancer les chars soviétiques sur Queensboro Bridge à l'assaut de Manhattan. Ses amis préférèrent garder de Donovan l'image romantique décrite par le metteur en scène John Ford. « Il ne pensait qu'à être parachuté en France, faire sauter un pont, puis revenir danser sur le toit de l'hôtel Saint-Regis avec une espionne allemande... »

HENRI PIERRE.

(1) Wild Bill Donovan the Last Hero, par Anthony Cave Brown. Times Books, 1982.

(2) Donovan : American Master Spy, par Richard Dwyer. Rand McNally, 1982.

## Une revue hongroise pour jeunes... entrepreneurs

De notre envoyé spécial

Budapest. — A vingt-huit ans, Akos Erdős est le plus jeune rédacteur en chef de Hongrie. Depuis le mois de juin 1982, il s'est lancé dans l'aventure de la publication d'un hebdomadaire pour jeunes. Mais son magazine, « Olet » (« idée », en hongrois), a quelque chose d'insolite en pays socialiste : il cherche à communiquer à ses lecteurs l'esprit d'entreprise, le goût du risque et de l'innovation. Mieux, il le fait avec la bénédiction et l'appui du KISZ, l'organisation des jeunes communistes hongrois.

Cela ressemble un peu à un conte de fées pour hommes de presse. Akos Erdős est journaliste à Pécs, dans le sud du pays, lorsque lui vient l'idée de lancer « Olet ». Il décide de « monter » à Budapest pour en parler aux dirigeants du KISZ. L'idée plaît, on lui donne les moyens demandés. « Dans tous les pays socialistes, il existe une sorte de formalisme dans les jeunes communistes », explique Pal Lederer, trente-cinq ans, rédacteur en chef adjoint d'Olet. Pour le KISZ, patronner « Olet », c'était le moyen d'établir le contact avec la jeunesse sans faire de prosély-

tisme, en collant aux choses de la vie, car, en Hongrie, chacun s'intéresse à l'économie.

Akos a donc eu la chance d'arriver avec son idée au bon moment. Mais ce jeune journaliste au tempérament de manager qui poursuit ses études de droit parallèlement à sa vie professionnelle a su inspirer confiance. Autour de lui, dans la petite villa de la zone industrielle de Budapest où se prépare « Olet » chaque semaine, l'équipe de quatorze journalistes a une moyenne d'âge inférieure à la trentaine. Depuis que la publication a démarré en juin, la revue dispose d'une centaine de collaborateurs extérieurs.

Pour un magazine voué à l'innovation, qui s'adresse à des jeunes d'une vingtaine d'années et qui, de surcroît, s'est baptisé « idée », un parti pris de nouveauté s'imposait. Après tout, en vingt ans, « Olet » n'est guère que le troisième hebdomadaire à s'être créé dans le pays. C'est ainsi que chaque semaine « Olet » présente à ses lecteurs une cover story, comme les magazines américains. C'est une première en Hongrie. Une seule règle : le sujet, toujours d'ordre économique, est abordé uniquement sous l'angle pratique.

L'objectif reste la publication régulière de fiches techniques

indiquant comment lancer son entreprise. « Nous n'avons pas encore osé nous lancer », explique Pal Lederer. C'est une responsabilité terrible. Nous ne pouvons prendre le risque de précipiter nos lecteurs vers l'échec, faute d'une information sérieuse. Mais c'est pour bientôt.

Marque déposée

Les lecteurs sauront ainsi à peu près combien cela coûte, les démarches administratives, et autres « trucs ». Dans un prochain numéro, l'équipe d'Olet prévoit d'expliquer comment monter une cordonnerie « salomimite » dans le métro, etc. Le titre de l'hebdomadaire est flanqué d'un R encadré. Registered. Comme Coca-Cola, Levi's ou American Express. « Bien sûr, c'est un clin d'œil au lecteur », affirme Pal Lederer, qui ajoute, pince-sans-rire : « mais nous sommes vraiment enregistrés. Si, quelque part aux États-Unis, quelqu'un usurpe notre titre, nous lui ferons un procès. Les dommages-intérêts nous aideront à financer la revue ! ».

Presque un souhait, car la rédaction s'est fixée pour objectif d'équilibrer ses comptes d'ici à

la fin 1983. C'est la logique de l'entreprise. C'est pour l'instant le KISZ, son commanditaire, qui supporte financièrement l'affaire. Mais, selon les journalistes, la tutelle n'est pas trop pesante. « Notre principale contrainte, estime le rédacteur en chef adjoint, tient à ce que, au départ, nous pensions fabriquer un magazine ne traitant que d'innovation. Mais le permis d'édition est valable pour un magazine d'informations politiques et économiques. Et il faut reconnaître que nous ne sommes pas encore au point pour remplir chaque semaine nos trente pages. »

Pour l'instant, « Olet » a bénéficié d'une large publicité en s'associant à la télévision hongroise pour le « Olet-match », série d'émissions qui cherchaient à jouer un rôle d'entrepreneur entre inventeurs et entreprises. Déjà, « Olet » a reçu des visiteurs en provenance d'autres pays socialistes — Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie — venus se renseigner auprès de l'équipe. Pour suivre l'exemple d'Olet ? « Peut-être... », répond, avec un sourire dubitatif, Pal Lederer.

OLIVIER D'ALAGE.

### ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

30 MARS - JOURNÉE DE LA TERRE

En France et pour la première fois, des personnalités israéliennes et palestiniennes, le 30 mars, au Palais des Congrès, vont parler des chances de la paix au Proche-Orient.

Pour célébrer l'anniversaire de la Journée de la Terre, qui le 30 mars 1976 avait été l'objet d'une importante manifestation en Israël et dans les territoires occupés contre l'expulsion des populations et l'implantation de colonies de peuplement, l'Association de Solidarité Franco-Arabe, l'Association Médicale Franco-Palestinienne et France Palestine organisent à Paris, au Palais des Congrès - Salle Havane, le 30 mars, de 20 heures à 23 heures, une grande réunion d'information.

Des personnalités israéliennes opposées à l'expansionnisme sioniste, mais vivant en Israël, et des personnalités officielles de l'O.L.P., assises à la même tribune avec leurs hôtes français, s'adresseront à l'opinion nationale. Elles parleront des arabes soumis à l'occupation israélienne, mais aussi des chances de paix au Proche-Orient depuis l'adoption des résolutions du dernier Conseil National Palestinien.

Parmi les orateurs, il faut noter la présence d'Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, du RP Ibrahim Ayad, membre du Conseil National Palestinien, du Maire de Nazareth et député à la Knesset Tawfik Zayad, et d'Israel Shabak, le Président de la Ligue israélienne pour les Droits de l'homme.

Quant aux orateurs français, il s'agit de l'Ambassadeur Raymond Offroy, du Député R.F.R. Daniel Goulet, de Daniel Vognet, membre du P.C.F., d'Yves Buannic et Francis Banchelet de France Palestine, du Professeur Michel Lariyère, le Président de l'Association Médicale Franco-Palestinienne et de Lucien Bitterlin, le Président de l'Association de Solidarité Franco-Arabe qui présidera la réunion.

Un film sur la guerre au Liban de l'été 1982 sera projeté au cours de la soirée.

Entrée sur invitation  
C/ Association de Solidarité Franco-Arabe  
14, rue Augereau - 75007 Paris  
Téléphone : 555-27-52  
705-51-45



# France

## APRÈS L'ANNONCE DES MESURES D'AUSTÉRITÉ M. DELORS : il n'y a pas changement mais approfondissement de la politique menée depuis juin 1982

C'est avec une surprenante absence de dramatisation que M. Jacques Delors, le nouveau « super-ministre » des finances (économie et budget), a présenté à la presse un plan de rigueur dont les mesures visent, tout bonnement, à prélever sur la demande globale 65 milliards de francs en 1983, soit 2 % du produit national brut en année pleine, et cela pour la plus grande partie sur les ménages. Replaçant tout d'abord la France dans le contexte européen, avec ses atouts et ses faiblesses, deuxième après le Danemark pour la lutte contre le chômage et troisième après la Grande-Bretagne et le Luxembourg pour l'importance du déficit budgétaire, mais sixième pour l'inflation et septième pour le déficit commercial, le ministre a déclaré d'entrée que son programme n'était « pas un changement, mais l'approfondissement de celui de juin 1982 ».

Évoquant d'entrée de jeu la mesure la plus spectaculaire, à savoir la sévère réduction des allocations de chômage, M. Delors a qualifié d'« effort exceptionnel demandé aux Français » afin de revenir en deux ans

à l'équilibre de la balance commerciale et à celui de la balance des paiements. Avant de présenter les autres mesures, le ministre indiquait qu'elles seraient précisées dans les jours qui viennent et qu'une concertation se tiendrait avec les syndicats sur les problèmes de rémunération, de partage du travail, d'assurance-chômage et, plus généralement, de lutte contre les causes structurelles de l'inflation.

M. Delors passait en revue ensuite, les quatre « piliers » du programme : réduction de 20 milliards de francs du déficit budgétaire, au moyen de 15 milliards d'économies « réelles » et de 5 milliards de recettes nouvelles ; diminution des besoins de financement des entreprises du secteur public à hauteur de 11 milliards de francs essentiellement par relèvement des tarifs (E.D.F.-G.D.F., S.N.C.F.) ; réduction du déficit de la sécurité sociale, grâce à 4 milliards de francs d'économie et, surtout, par prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus imposables ; mesures concernant l'épargne, avec un emprunt obligataire forcé sur trois ans, égal à 10 %

de l'impôt sur les revenus de 1981 et de l'impôt sur les grandes fortunes, une relance « vigoureuse » de l'épargne-logement, une augmentation du plafond des caisses d'épargne — porté de 45 000 F et 49 000 F à 58 000 F — et la création de fonds salariaux destinés au développement de l'industrie et à la création d'emplois, l'addition globale devant tourner autour de 20 milliards de francs, avec une assez grande marge d'incertitude.

Le ministre y ajoutait des dispositions pour réduire les abus du négoce en matière de change sur les achats de marchandises à terme, et la dernière, mais non la moindre, un « ajustement » de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour maintenir à leur niveau antérieur les prix de ces produits, malgré la baisse décidée par l'O.P.E.P.

Outre une diminution de 25 milliards de francs des importations en fonction d'une demande globale ainsi « tempérée », le ministre attend de ce programme une réduction de 40 milliards de francs des emprunts extérieurs de la France en 1983, précisant qu'aucune mesure restrictive ne s'appliquait aux

importations. (« Nous restons en économie de marché », disait-il). Donnant au passage un avertissement discret : « Une dérive des prix ne devrait pas être prise en compte dans les salaires à l'automne », M. Delors affirmait : « Le surcroît industriel est notre priorité ».

Questionné vivement sur les répercussions d'une si forte ponction sur l'économie, le ministre écartait non moins vivement l'objection : certes, ce prélèvement peut entraîner des diminutions d'activité dans certains secteurs, mais « si nos services de l'emploi fonctionnent mieux, il y a un glissement de cent mille demandes d'emplois ». Quant à un allègement des charges des entreprises et à une relance, M. Delors a répondu, avec un certain agacement, qu'« on ne pouvait nous demander de maintenir l'activité de ces entreprises à un niveau plus élevé que dans les autres pays, tout en réduisant le déficit du commerce extérieur ». C'était résumer, d'un coup, tout le programme de rigueur.

F. R.

## LES RÉACTIONS

### Dans les syndicats

**C.G.T. : les mesures doivent être sérieusement modifiées.**

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré, vendredi soir, à l'Europe 1 : « Ces mesures sont effectivement indispensables pour combler l'inflation, réduire le déficit extérieur, assurer une bonne gestion de la Sécurité sociale et financer le développement industriel ».

« La question est de savoir qui paie, comment est répartie la charge et à quel point sont utilisés les fonds. D'accord sur les buts, nous ne sommes pas d'accord sur plusieurs dispositions importantes non-évaluées (...). Trop de travailleurs aux revenus modestes sont touchés dans leur pouvoir d'achat, la barre est bien trop basse (...). On ne prend pas assez, chez ceux qui ont les moyens (...). Rien pour le moment n'indique une orientation ferme pour assurer le développement industriel indispensable pour combattre le chômage et réduire les importations, en répondant mieux ainsi aux besoins de la consommation populaire ».

« Ces mesures doivent donc être sérieusement modifiées, améliorées et complétées par la négociation ».

**C.F.D.T. : désaccord avec la stratégie du gouvernement.**

« L'emploi, objectif essentiel, est sacrifié », constate la C.F.D.T., qui se déclare « en désaccord avec la stratégie qui découle du plan gouvernemental ».

Pour la commission exécutive de

la C.F.D.T., il n'est ni compréhensible ni acceptable que le gouvernement n'ait pas indiqué, dès aujourd'hui, les éléments du progrès social qu'il propose aux travailleurs, sans lesquels l'effort économique demandé ne sera ni compris ni accepté. Bien plus, les principales mesures arrêtées auront vraisemblablement pour effet de ralentir l'activité économique, donc d'accroître le chômage ».

Si la C.F.D.T. ote que les options retenues peuvent permettre « une répartition de l'effort nécessaire suivant les revenus », en revanche, elle déplore qu'aucune mesure fiscale « significative d'une volonté de s'attaquer à des catégories de revenus peu imposés, notamment celle des non-salarisés, ainsi qu'aux droits de succession, n'ait été annoncée ».

**C.G.C. : le personnel d'encadrement n'acceptera pas.**

Le programme d'action du gouvernement s'inscrit « dans la continuité des erreurs de gouvernement et de gestion commises depuis mai 1981. On en revient, encore une fois, à mettre la charrue devant les bœufs en demandant aux Français d'accepter une austérité draconienne, sans leur proposer auparavant un projet économique et une stratégie industrielle cohérente ».

Pour la C.G.C., le prélèvement de 1 % d'impôt supplémentaire et l'emprunt forcé de 10 % de l'impôt 1983 représentent un effort considérable destiné uniquement à réparer les erreurs commises (...).

Le personnel d'encadrement de France n'acceptera pas un effort de rigueur dans des conditions pareilles », affirme M. Marchelli. « La C.G.C. émet une violente protestation en constatant que le gouvernement a pris les dispositions de son programme sans préalablement consulter les organisations syndicales ».

« La C.G.C. attend de la part du gouvernement une remise en cause fondamentale de sa démarche et la définition d'un projet d'avenir auquel puissent adhérer les Français ».

**FEN : un souci d'épargner les plus faibles.**

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estime que les mesures annoncées, qui ne sont pas « une fin en soi », sont « marquées par un souci d'épargner les plus faibles revenus ». La FEN souhaite que, effectivement, « elles permettent de gagner la bataille économique », et note que le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable pour financer la Sécurité sociale constitue « un début de budgétisation et correspond à l'une de ses propositions ».

**F.O. : des conséquences importantes pour les salariés.**

Le bureau confédéral de F.O. va examiner dans le détail les mesures arrêtées par le gouvernement pour rétablir la situation économique et monétaire, indiquant, vendredi, un

communiqué de force ouvrière. D'ores et déjà, le bureau confédéral estime « que tout ce qui est décidé aura des conséquences importantes pour les salariés dont il est impossible de mesurer tous les aspects ». En conséquence, le bureau confédéral « demande audience à M. Mauroy en vue d'un examen de la situation sociale créée par les décisions gouvernementales ».

**C.F.T.C. : une note saluée qui mène à la récession.**

« Manifestement, le comptable s'est réveillé mais la note est saluée. La C.F.T.C. constate le renversement extraordinaire des politiques que marque le train de mesures annoncé, qui fait succéder, à une politique de relance de la consommation, son contraire (...). La baisse de la consommation est certaine et on va vers la récession. La C.F.T.C. met en garde contre les conséquences inéluctables d'une telle baisse sur le développement de l'activité et de l'emploi ».

« Le prélèvement de 1 % sur les revenus dépasse le cadre d'une simple augmentation de taxation sur les salaires, mais il relève de la fiscalité technique, qui a été malmenée même techniquement, pour assurer l'équilibre recherché de la sécurité sociale. Quant à l'encouragement à l'épargne, mis à part l'effort annoncé et nécessaire en faveur du logement, il prend un caractère autoritaire qui marque une orientation inquiétante vers un dirigisme accru ».

### Dans les milieux patronaux

#### Les entreprises attendent les mesures qui vont préparer l'avenir

Les milieux patronaux sont unanimes à considérer, comme le C.N.P.F., que « des mesures étaient devenues indispensables pour stopper la progression des déficits extérieurs et intérieurs ». Et la lecture du plan de rigueur adopté par le gouvernement les a rassurés sur un point essentiel à leurs yeux : les entreprises n'auront pas à supporter des charges supplémentaires.

« Le gouvernement a tenu compte de l'impossibilité d'accroître encore les charges des entreprises », note le C.N.P.F., tandis que M. Pierre Netter, président national des chambres de commerce et d'industrie, estime également que « les pouvoirs publics semblent avoir compris cette nécessité ». La confédération générale des petites et moyennes entreprises le constate tout autant.

Ce « oui » patronal n'est pourtant qu'un « oui mais ». MM. Gattaz, Bernasconi, Netter et toutes les organisations disent en substance : « Il ne suffit pas d'arrêter la progression des charges, il faut les alléger ».

Ainsi le C.N.P.F. juge le plan « tout à fait insuffisant pour gagner la bataille ». La C.G.P.M.E. regrette qu'il n'ait pas de « réelle décompression » des charges et ajoute que celle-ci est pourtant nécessaire pour que les P.M.E. françaises puissent « prouver une nouvelle vitalité pour faire face à la crise ». Elle demande au gouvernement de « s'engager à ce que l'encadrement du crédit, ou niveau des banques, ne joue à aucun moment au détriment des P.M.E. ».

Le Syndicat national des petites et moyennes industries

(S.N.P.M.I.), après avoir rappelé que le président de la République avait pourtant rejeté tout plan d'austérité, s'inquiète de l'augmentation des tarifs publics, « handicap supplémentaire dans la course d'obstacle, que mènent aujourd'hui les entreprises ».

La crainte essentielle des milieux patronaux reste néanmoins « le freinage de l'activité économique », que, comme le note le C.N.P.F., ces mesures vont entraîner. « C'est grave pour l'emploi et la vie même des entreprises », a ajouté M. Gattaz.

La méthode choisie par le gouvernement : rééquilibrer les comptes en freinant la consommation, constitue pour le S.N.P.M.I. « un véritable plan de récession » qui va « réduire encore le niveau d'activité déjà très faible des P.M.I. françaises ». Pour sa part, M. Louis Perrin, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.C.P.A.), redoute que ces dispositions ne soient particulièrement préjudiciables au secteur agro-alimentaire.

Le Centre des jeunes dirigeants (C.J.D.) « se félicite de la volonté de répartir l'effort d'austérité sur le plus grand nombre de citoyens » mais regrette « l'absence d'un projet dynamique pour notre économie qui devrait être le complément indispensable de ce tour de vis ». Le gouvernement a-t-il les comptes du passé, estime le milieu patronal, mais « les entreprises françaises attendent encore les mesures qui vont préparer l'avenir », conclut le C.N.P.F.

### Dans l'opposition

#### M. Barre : un certain nombre de mesures me paraissent aller dans la bonne direction

M. Raymond Barre était, vendredi soir 25 mars, l'invité d'Europe 1. Interrogé sur l'impression qu'il retire de ces dernières journées, M. Raymond Barre affirme : « J'ai constaté l'indécision et le flottement au sommet pendant dix jours. J'ai constaté que l'équilibre n'est pas dissipé. L'ancien premier ministre « reconnaît » qu'on ne peut pas demander à M. Mitterrand de dire « publiquement que la politique menée depuis mai 1981 a échoué », mais, dit-il, « du moins aurait-il pu être plus discret sur les inévitables qualités de [cette] politique ».

En ce qui concerne la négociation monétaire de Bruxelles, M. Barre regrette certaines des déclarations, notamment à propos de l'attitude de nos partenaires. « Sur le plan technique », l'ancien premier ministre juge que « seuls les événements à venir sur le marché des changes nous indiqueront si la dévaluation est efficace ».

« La France est dans une situation préoccupante. Voilà pourquoi je ne condamne pas un certain nombre de mesures qui ont été prises par le gouvernement. Je ne veux pas me placer dans la situation de l'opposant systématique », affirme M. Barre, qui précise : « Je connais parfaitement la situation de la France ; je dois dire qu'il y a un certain nombre de mesures qui me paraissent aller dans la bonne direction, encore que je ne suis pas sûr que ce soient les mesures les mieux adaptées au redressement de l'économie française. Mais, devant le

gouffre des déficits internes, du déficit extérieur, il faut payer. Nous allons payer les erreurs d'une politique d'expansion à tout prix, menée pendant dix-huit mois, puis les erreurs d'une deuxième politique qui, elle, a été d'apparence rigoureuse (...), mais n'était pas suffisante. (...) Nous sommes entrés dans un processus à l'anglaise », estime-t-il.

M. Barre précise qu'il était effectivement indispensable « de réduire le déficit budgétaire, de réduire le déficit des entreprises publiques, de remettre en ordre la Sécurité sociale ».

M. Barre pense que le plan proposé va aboutir à la « sécession » et qu'il « va engendrer une augmentation du chômage ». En troisième lieu, dit-il, la politique qui est menée « se concentre sur l'augmentation des impôts. Je n'ai jamais partagé les thèses de ceux qui, pour des raisons politiques, prennent régulièrement position contre l'augmentation des impôts ». Mais, ajoute-t-il, je crois qu'il y a un niveau de pression fiscale au-delà duquel il est difficile d'aller. Or, constate l'ancien premier ministre, les mesures prises vont peser très lourdement sur les revenus modestes et moyens. (...) Je me demande s'il n'aurait pas été possible de rechercher un effort plus grand sur le plan des dépenses ».

L'ancien premier ministre reconnaît qu'il n'y a pas de charges supplé-

mentaires pour les entreprises, mais qu'« il n'y a pas l'incitation aux entreprises de développer la production, de développer leurs exportations. Cela est grave ».

En ce qui concerne le rôle de l'opposition, M. Barre affirme : « Il y a d'abord la France. Tout Français doit se montrer soucieux des intérêts de son pays. J'ai toujours dit que l'opposition devait être responsable. Elle doit être ferme dans ses convictions et ne pas chercher des compromis médiocres. Mais dans les moments difficiles, nous n'avons pas le droit de prendre une attitude systématiquement négative ».

#### Seul l'ancien premier ministre...

A l'annonce des réactions des autres responsables de l'opposition, M. Barre peut donner l'impression qu'il fait cavalier seul. Il est vrai qu'il avait lui-même, en 1976, pris un certain nombre de mesures analogues. Ainsi, pour le secrétaire général du R.P.R., « l'appel à la confiance lancé par le président de la République se réduit à exiger d'eux qu'ils paient les décrets d'une politique risquée ». « Il ne suffisait pas, ajoute M. Bernard Pons, de faire payer les riches », le gouvernement « fait aussi payer les pauvres ».

Quant à M. François Léotard, secrétaire général du P.R., il juge qu'« il n'y a rien dans ce programme qui puisse redonner

confiance ». M. Michel Ponlatowski considère que le dispositif gouvernemental est celui « d'un pays en voie de sous-développement, ruiné et aux abois ». L'ancien conseiller et toujours confident de M. Giscard d'Estaing affirme en outre que le chef de l'État, « dans une sinistre prestation, a tenté de nous expliquer les raisons de notre faillite ».

M. Didier Bariani, président du parti radical, « cherche vainement un grand dessin » et trouve « un repli frileux sur l'Hexagone ».

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., constate, lui, que les mesures du 25 mars « démontrent clairement que la politique suivie jusqu'ici par le pouvoir n'était pas la bonne ». M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., souligne que « seul l'État socialiste, malgré quelques apparences d'austérité, continuera à prospérer en dévorant le travail et l'épargne des Français ». En d'autres termes, « les socialistes boivent, les Français trinquent ! ». L'expression est de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national.

La critique émane aussi des marges de la gauche officielle. Ainsi, pour M. Alain Krivine, « le plan d'austérité adopté par le gouvernement défoue totalement les espoirs du 10 mai 1981 et le vote d'avertissement du 6 mars ». Refusant d'offenser le patronat, ajoute le leader trotskiste de la L.R.C., le gouvernement a décidé de faire payer la crise à ceux qui en sont victimes ».

### Dans la presse parisienne

**L'HUMANITÉ : mobilisation.**

Sous le titre « Mobilisation », Martine Bulard écrit dans L'HUMANITÉ :

« La situation dans laquelle le droit et le patronat ont plongé notre pays, les mesures prises hier, comportent des risques d'effacement de l'activité industrielle et d'augmentation du chômage. Risques qui ne peuvent être conjurés que par une mobilisation sans précédent de tous les travailleurs, comme le proposait Georges Marchais hier ».

**LE MATIN : l'obligation de réussir.**

Pour Guy Cinisio, dans LE MATIN : « L'ensemble des mesures arrêtées hier est en fait un véritable plan de déflation qui n'a rien à envier à ceux qu'on a vus avant nous les Anglais et les Allemands. Il aura inévitablement des conséquences négatives sur la croissance et sur l'emploi. Mais l'objectif prioritaire et nécessaire du gouvernement est de vaincre l'inflation et de réduire de moitié le déficit du commerce extérieur, il n'avait pas d'autre moyen pour espérer l'atteindre que de s'attaquer au pouvoir d'achat (...) ».

« Il est clair, cependant, que le gouvernement Mauroy n'a plus,

cette fois, le droit d'échouer. Parce que les sacrifices demandés sont, précisément, à la hauteur des enjeux, les Français ne lui pardonneraient pas de les leur infliger en vain ».

**LE FIGARO : trahir ou périr.**

« L'histoire se répète, écrit Xavier Marchetti dans LE FIGARO. Toute expérience socialiste développée en économie de marché et préservée du joug militaire-trotskyiste mène infailliblement ou même dilatoire : trahir ou périr. Le pouvoir en place était en train de se perdre. Les électeurs l'en ont averti ; l'affront des créanciers extérieurs l'en avait prévenu. Il n'a pas voulu périr. Va-t-il trahir ? »

Va-t-il pousser fermement dans une voie diamétralement opposée à celle qu'il avait promise ? L'intention semble y être. Le chef de l'État n'emploie plus guère le mot « socialisme ». Le plan adopté épargne, pour une fois, les entreprises créatrices de richesses. Le nouveau gouvernement est construit en vue d'une plus grande cohésion. Mais qu'en disent les fameux « peuple de gauche » hier objet de toutes les caillottes présentées comme seul remède à déléguer une quelconque mission ? »



# France / les mesures d'austérité

## EPARGNE

### ● Emprunt obligatoire exceptionnel pour les contribuables payant plus de 5 000 F d'impôt

Un emprunt obligatoire, représentant 10 % de l'impôt payé en 1982 sur les revenus de 1981, sera prélevé, à titre exceptionnel, au mois de mai. Il concernera aussi l'impôt payé en 1982 sur les grandes fortunes. Sept millions de contribuables à l'impôt sur le revenu seront touchés ainsi que la totalité des personnes ayant payé l'impôt sur les grandes fortunes. Cet emprunt, qui portera un intérêt dont le taux n'a pas encore été précisé, devra, au total, rapporter 14 milliards de francs. Il sera remboursable au bout de trois ans, ou plus tôt si le rétablissement de l'équilibre du com-

merce extérieur se faisait rapidement. Les personnes ayant payé moins de 5 000 francs d'impôt en 1982 ne seront pas obligées de souscrire. Grosso modo, 5 000 francs d'impôt en 1982 correspondent à un revenu annuel brut (avant abattement) de 51 000 francs en 1981, pour un célibataire (soit l'équivalent de 60 000 francs environ de revenu en 1983), de 75 000 francs de revenu en 1981 pour un ménage sans enfant (équivalent de 90 000 francs environ en 1983), et de 96 000 francs de revenu en 1981 pour un ménage avec deux enfants (120 000 francs en 1983).

### ● Encouragement à l'épargne-logement

Afin de « donner un coup de fouet à la collecte de l'épargne-logement », handicapée par la hausse des prix à la construction et le niveau encore trop élevé des taux d'intérêt, les caractéristiques des plans d'épargne-logement seront modifiées, à titre exceptionnel jusqu'au 31 décembre 1983 (en attendant une réforme plus complète élaborée en concertation avec les professionnels de ce secteur) selon trois dispositions :

- 1) Relèvement de 9 % à 10 % du taux de rémunération des plans d'épargne-logement ;
- 2) Doublement du plafond de dépôt et du plafond du prêt associé « pour permettre le financement effectif d'un logement, y compris dans les grandes villes », ces plafonds étant portés respectivement à 300 000 francs et 400 000 francs ;
- 3) Aménagement de l'avantage accordé dans le cas d'un investissement immobilier à la fin de la durée normale du plan d'épargne-logement, cet avantage étant désormais modulé en fonction de la situa-

tion familiale de l'accédant à la propriété.

En ce qui concerne les plans déjà ouverts, il est précisé qu'une concertation sera engagée avec les établissements financiers pour « adopter les conditions dont bénéficieront les épargnants qui s'engageront à majorer d'au moins 30 % leur épargne ».

[En attendant les conclusions de la commission d'étude sur l'épargne-logement confiée à M. Georges Bonin, gouverneur du Crédit foncier de France, ce dispositif, qui doit inciter un plus grand nombre de détenteurs de plans d'épargne-logement à solliciter un prêt en fin de période — en faisant intervenir des critères familiaux —, devrait accélérer la collecte de l'épargne et susciter, de l'avis des pouvoirs publics, une épargne additionnelle évaluée à 5 milliards de francs. En janvier dernier, le gouvernement avait décidé d'abaisser de un point le taux moyen des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) pour le ramener de 12,60 % à 11,60 %.]

## TARIFS PUBLICS

### ● Majorations accélérées

Les hausses de 8 % des tarifs de l'électricité et du gaz, décidées, qui étaient prévues en mai, seront avancées au 1<sup>er</sup> avril. Il en est de même de la hausse de la taxe de base téléphonique, qui interviendra au 1<sup>er</sup> avril au lieu du 1<sup>er</sup> juin. Au premier semestre, les augmentations S.N.C.F. grandes lignes, autoroutes, seront pour chaque secteur de 8 % en moyenne et interviendront, pour l'essentiel, au 1<sup>er</sup> avril. Au deuxième semestre interviendront la hausse des transports parisiens et un deuxième ajustement mo-

déré sur E.D.F. et G.D.F., afin de tenir compte de l'évolution du cours du dollar depuis deux ans.

L'anticipation des hausses par rapport au calendrier envisagé produira environ 2,5 milliards de francs de recettes supplémentaires, réduisant d'autant les besoins d'emprunts.

[Le deuxième ajustement des tarifs d'E.D.F. et de G.D.F. devrait être de l'ordre de 4 %, ce qui porterait pour ces deux entreprises la hausse à au moins 12 %.]

### Des clauses de sauvegarde mort-nées ?

Une phrase du ministre de l'économie, des finances et du budget, lors de sa conférence de presse du 25 mars, risque de faire grand bruit dans le monde syndical et dans la fonction publique... M. Jacques Delors a admis que, par le jeu de diverses mesures du dispositif gouvernemental (vignettes, hausses de tarifs publics...), l'augmentation générale des prix en 1983 pourrait être supérieure de 0,7 à 0,8 point aux 8 % prévus. Tiendrez-vous compte de cette « dérive » dans les négociations salariales en fin d'année ? Lui a-t-on demandé, « il n'en est pas question », a rétorqué le ministre.

Si ce propos ministériel est suivi d'effets, il risque de provoquer des tensions sociales dans la fonction publique et dans le secteur public. Certes — ce n'est pas un mystère — M. Delors était hostile, à juste titre, à l'idée de céder à l'indexation des salaires sur les prix, à l'institution de clauses de sauvegarde. Le malheur, c'est qu'on ne l'a pas écouté. Dans le relevé de conclusions de la fonction publique, signé le 22 février 1982 par la FEN, la C.F.D.T., F.O. et les autres, il est explicitement indiqué : « Lorsque sera connu l'indice des prix de décembre 1983, les parties se réuniront pour examiner selon quelles modalités et

quel calendrier, en fonction de la situation et des perspectives économiques, sera réalisé l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse ».

Dans l'entourage du premier ministre, on avait précisé à l'époque qu'une flambée des prix en 1983 n'aurait pas d'effet « immédiat automatique sur les salaires » mais qu'une « dette » existerait « à l'égard des fonctionnaires ». Or, aujourd'hui, M. Delors semble par avance nier toute dette en cas de dérapage, vraisemblable, des prix au-delà de 8 %.

La question risque de se poser avec d'autant plus d'acuité qu'un premier rendez-vous entre M. Le Pors et les fédérations de fonctionnaires est déjà prévu pour septembre 1983 — et chacun sait qu'on y examinera déjà les éventuels « décalages » entre traitements à prix — et que des clauses de sauvegarde identiques ou voisines ont été instituées à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., à E.G.F., voire, sous une forme moins rigide, à la région Rhône-Alpes. Si la déclaration de M. Delors est cohérente avec les intentions économiques initiales du gouvernement, elle met en cause le valeur des engagements de l'Etat et des entreprises publiques.

M. N.

### ● Relèvement du plafond des livrets A et bleu au 1<sup>er</sup> avril

Fixé jusqu'à présent à 49 000 F, le plafond des livrets A des caisses d'épargne est relevé à 58 000 F à compter du 1<sup>er</sup> avril, ce qui correspond à une augmentation de 18,4 %, dans le but de « permettre à ces institutions et à la Caisse des dépôts et consignations de poursuivre leur contribution aux financements des investissements ».

Parallèlement, le plafond des dépôts sur le livret bleu du Crédit mutuel est également porté à 58 000 F, mais cet organisme voit relever de 30 % à 80 % la proportion des emplois d'intérêt général qu'il doit respecter pour tous les dépôts supplémentaires qui seront collectés à dater de ce relèvement.

[Le 6 janvier 1983, M. Jacques Delors avait annoncé un abaissement de 8,5 % à 7,5 % du taux d'intérêt servi sur les livrets d'épargne, assorti

d'un relèvement à 57 000 F du plafond des livrets A et bleu, qui s'élevaient respectivement à 49 000 F et 45 000 F jusqu'à la fin de l'année 1982. Mais le chef du gouvernement devait annoncer quelques jours plus tard le report de cette décision. L'unification du plafond est donc réalisée à présent pour les deux réseaux à hauteur de 58 000 F (au lieu des 57 000 F initialement prévus), mais la baisse du taux de rémunération de l'ensemble des livrets reste différée. On assiste à une diminution régulière du taux d'épargne brut des ménages constatée depuis sept ans. Alors qu'il atteignait 18,6 % en 1975, ce taux a régressé à 14,6 % en 1981, et 14,5 % en 1982 ; un pourcentage de 13,8 % du revenu brut disponible des ménages étant seulement escompté pour l'année en cours.]

### ● Fonds salariaux pour le développement industriel et la création d'emplois

Créés dans le cadre de négociations salariales entre partenaires sociaux, ces nouveaux fonds seront alimentés soit par les versements effectués par les salariés, soit par l'affectation d'une fraction des augmentations salariales, soit, enfin, par des versements des entreprises.

Ils pourront être constitués au niveau de l'entreprise, de la branche professionnelle ou d'une zone géographique et être utilisés dans le cadre d'opérations d'investissement choisies par les partenaires sociaux et le développement industriel et les créations d'emplois, étant entendu que l'Etat « incitera » la constitution de ces fonds par des avantages fiscaux appropriés.

[Plus ou moins inspirée de la formule du « compte d'épargne-entreprise » ou du « livret d'épargne industrielle » préconisée depuis plusieurs mois par le ministère de l'économie et des finances sans avoir pu trouver place dans la récente loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, la création de ces fonds salariaux est laissée à la discrétion des partenaires sociaux. Il reste à connaître la nature des avantages fiscaux que les pouvoirs publics sont prêts à consentir et la façon exacte dont pourraient être alimentés ces fonds (prélèvement sur les salaires individuellement ou collectivement, incorporation d'une clause spéciale dans les conventions collectives...)]

## FISCALITÉ

### ● Prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982

Un prélèvement de 1 % sera effectué sur les revenus imposables de 1982 (imposables, c'est-à-dire après abattement des 10 et des 20 %). Cette mesure, qui doit rapporter 11 milliards de francs en 1983, tonnera environ quinze millions de contribuables. Environ, car le ministère de l'économie et des finances a pu encore décider si les contribuables imposables, mais exonérés par le jeu d'abattements, paieront ou non ce prélèvement.

D'autre part, le versement de cet impôt avait été prévu pour le mois de juin (avant le 1<sup>er</sup> juillet avait-il été précisé à l'issue du conseil des

ministres du vendredi 25 mars). En fait, et compte tenu des délais nécessaires pour exploiter les déclarations de revenus de 1982, il semble que cet impôt ne pourra pas être prélevé avant la rentrée. Précisons enfin que ce prélèvement sera recouvré par les prochaines années puisqu'il alimentera de façon permanente un fonds de précaution des régimes de sécurité sociale. L'assiette de cet impôt sera toutefois modifiée à l'avenir, la cotisation de 1 % sur le revenu imposable prenant la forme d'une redevance à la source proportionnelle à chaque catégorie de revenu (salarial, du capital...).

### ● Les prix des carburants ne baisseront pas en avril

Il semble qu'une taxe parafiscale sera imposée en avril pour empêcher la baisse — prévisible — du prix des carburants le mercredi 13 avril.

[Compte tenu du déclin des prix officiels du dollar depuis la dévaluation du franc, la baisse aurait dû être de l'ordre de 11 centimes par litre. Un collectif budgétaire modifiera la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.). Celle-ci, qui est actuellement de 153,64 centimes par litre sur l'essence ordinaire, de 163,70 centimes par litre sur le supercarburant, de 86,39 centimes par litre sur le gazole et de 14,11 centimes par litre sur le fuel domestique doit augmenter le 11 mai en fonction

d'une indexation sur une tranche du barème de l'impôt, soit, en gros, sur le coût de la vie. Pour le supercarburant, toutes taxes comprises (car la T.V.A. s'applique sur la T.I.P.P.), cela représenterait une hausse de l'ordre de 20 centimes. Il semble qu'au-delà du mois de mai la T.I.P.P. pourrait être conçue pour empêcher toute baisse des prix des produits pétroliers à la pompe quelle que soit l'évolution des paramètres qui commandent à la fixation des prix de ces produits (cours sur les marchés européens et sur le marché libre, prix d'accès du brut et évolution du dollar). La baisse éventuelle ne profiterait alors pas aux consommateurs, mais à l'Etat, qui verrait ses recettes s'accroître.]

## ECONOMIES

### ● E.D.F., G.D.F., S.N.C.F. et R.A.T.P. : 12 milliards de francs en 1983

Le gouvernement entend limiter les besoins de financement externe des entreprises publiques du secteur de l'énergie et des transports (E.D.F., G.D.F., S.N.C.F. et R.A.T.P.). Dans ce but, les directions de ces entreprises sont invitées à réaliser 12 milliards de francs d'économies en 1983, se décomposant ainsi : 4 milliards de francs sur les dépenses de fonctionnement et

d'investissement, 5 milliards de francs sur les besoins de trésorerie et de financement de stocks, 3 milliards enfin par une modération supplémentaire des dépenses courantes, de progrès plus rapides de productivité et un nouvel ajustement des plans d'investissement. Les tarifs de ces services seront augmentés (voir page ailleurs).

### ● Budget : 15 milliards de francs

7 milliards des 20 milliards déjà gelés dans le fonds de régulation budgétaire vont être annulés. De plus, 3 milliards (sur les 8 qui restent gelés) seront utilisés l'année prochaine du fait d'un ralentissement des engagements de travaux ou de commandes (technique dite de régulation). Enfin, des économies

budgétaires supplémentaires permettront de réduire les dépenses publiques de 5 milliards de francs.

Les prêts accordés aux collectivités locales seront réduits de 2 milliards de francs.

[Le budget de la défense ne sera pas touché par ces mesures.]

## SÉCURITÉ SOCIALE

### ● Les vignettes sur les alcools et les tabacs

La vignette sur les alcools entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril et celle sur les tabacs le 1<sup>er</sup> juillet. [Ces mesures avaient été annoncées par M. Bérégovoy en septembre 1982. Elles ont été officialisées par la loi du 19 janvier 1983, mais aucune date d'application n'avait été fixée, le principe étant que le gouvernement ne ferait entrer en vigueur ces nouvelles attributions que si la nécessité financière s'imposait. Avant les élections municipales,

M. Bérégovoy avait indiqué que les vignettes sur l'alcool, mais aussi les tabacs, seraient mises en place dès avril 1983. Le report à juillet 1983 de la contribution sur les tabacs s'explique par la volonté de M. Delors d'étaler les effets inflationnistes. En effet, ces vignettes — 1 franc par décalitre d'alcool et 25 % environ du prix du paquet de cigarettes — devraient entraîner une majoration de l'indice des prix de 0,4 % à 0,6 %.]

### ● Forfait hospitalier : 1<sup>er</sup> avril 1983

Comme les contributions sur les alcools et le tabac, ce forfait hospitalier a été annoncé en septembre 1982, lors de la présentation du plan Bérégovoy de redressement financier de la sécurité sociale. Il a été institué par la loi du 19 janvier 1983, mais aucune date d'application n'avait été prévue. Face à l'hostilité des syndicats, le gouvernement avait annoncé que cette mesure ne deviendrait effective que si l'on constatait un dérapage des dépenses. [Ce forfait hospitalier laisse à la charge des malades un forfait d'environ 20 F par jour. Plusieurs excep-

tions sont prévues : exonération pour les enfants handicapés, les victimes d'accident du travail, les invalides de guerre. Ce forfait s'impute sur le ticket modérateur, quand il existe, et ne s'y ajoute donc pas ; en revanche, les malades hospitalisés et remboursés à 100 % doivent assumer cette charge nouvelle. Elle allégerait celles des hôpitaux d'environ 1 milliard de francs en 1983 et de 2 milliards de francs en 1984, bien que certains observateurs estiment que la « rentabilité » de cette mesure sera moindre en raison des frais de gestion qu'elle suppose.]

### Une étape décisive pour le financement de la protection sociale

L'effort contributif supplémentaire qui vient d'être demandé aux Français pour équilibrer les comptes des régimes de Sécurité sociale marque un tournant dans l'histoire de la protection sociale, comme cela avait été déjà le cas en 1967.

A l'époque, deux mesures nouvelles avaient été décidées : pour la première fois, les pouvoirs publics avaient procédé à une taxation sociale sur les assurances-automobile et à un déphlement des cotisations. Par la suite, d'autres majorations ont confirmé ces évolutions.

Aujourd'hui, le gouvernement amorçe une nouvelle politique financière en ajoutant à la liste des recettes classiques de la Sécurité sociale des ressources fiscales

essais sur le revenu de tous les citoyens, salariés ou non, actifs et retraités. Il s'agit là d'une première qui doit — comme l'ont annoncé, ces derniers mois, MM. Mauroy et Bérégovoy et, vendredi 25 mars, M. Delors — être confirmée par le dépôt d'un projet de loi, réformant le financement de la Sécurité sociale. L'objectif est d'annuler progressivement les neuf points de coti-

sations patronales au régime d'allocation familiale et de les remplacer par une contribution proportionnelle aux revenus. L'avantage est double : à terme, cette réforme allégera les charges des entreprises, notamment de main-d'œuvre, et devrait ainsi faciliter la lutte pour l'emploi et la compétitivité de l'industrie ; elle devrait aussi réduire les inégalités puisque la contribution concerne tous les assurés sans distinction de statut, d'âge, et d'appartenance à un régime général, autonome ou spécial, et porte sur la totalité des revenus, excluant le système injuste du plafonnement.

Autre originalité : selon les déclarations de M. Delors, ces nouvelles recettes seront versées à un fonds de péréquation et évolueront chaque année afin d'équilibrer dépenses et ressources après débat au Parlement. Ainsi semble apparaître — comme cela existait déjà pour le régime agricole doté d'un BAPSA (budget annexe des prestations sociales agricoles) — une sorte de Bapso : un budget annexe des prestations sociales.

### Trois questions

Dans l'immédiat, trois questions demeurent cependant posées. L'amorce de fiscalisation laisse entièrement posé le problème du financement de l'assurance-veilles : il aurait été logique, avec la mise en place de la retraite à soixante ans, de prévoir une légère augmentation des cotisations. Il est vrai qu'une telle mesure aurait davantage frappé les catégories modestes, puisque cette cotisation est plafonnée. En renonçant à tout effort contributif pour les retraités, le gouvernement accumule les difficultés : il devra d'ici à la fin de 1984 soit majorer les cotisations, soit élargir sa réforme du financement de la protection sociale, puisque, jusqu'à présent, cette réforme ne devait concerner que les allocations familiales, et sans doute aussi les prestations maladie en nature (remboursement des frais médicaux).

Deuxième interrogation : les comptes seront-ils équilibrés pour 1983 et 1984 comme cela est annoncé ? Bien malin celui qui pourrait l'affirmer, tant les prévisions sont aléatoires. Est-on sûr que les recettes nouvelles et les économies annoncées qui doivent encore être précisées (sans doute le report des améliorations prévues pour le remboursement des frais dentaires, de lunettes, etc.), et la revalorisation de certaines prestations familiales dégrèveront 12 milliards de francs ? Est-on sûr que les contributions sur l'alcool et le tabac apporteront 5 à 8 milliards

d'argent frais ? Si l'on veut apurer le déficit de la Sécurité sociale en 1982 (11 milliards de francs), combler celui — élastique — de 1983 (5 à 9 milliards de francs selon les estimations) et éviter celui encore plus incertain de 1984 (quel sera l'impact financier de la retraite à soixante ans ?), c'est à un effort contributif supplémentaire et à une maîtrise plus draconienne des dépenses que le gouvernement devra faire appel, puisqu'il s'est engagé à équilibrer les comptes.

Troisième question délicate : le sort de l'assurance-chômage (déficit de 5 milliards de francs pour 1982 et sans doute autant pour 1983). Le dialogue de sourds continue : le gouvernement vient de rappeler que les partenaires sociaux doivent régler ce problème, laissant ainsi entendre que l'Etat n'apportera pas un sou. La C.N.P.F. a précisé qu'il refusait tout accroissement des charges. S'il en était ainsi, il resterait aux syndicats à opter entre deux maux : majorer les cotisations salariales ou réduire les indemnités des chômeurs. Le tournant qui est bel et bien amorcé dans l'histoire de la protection sociale est aussi une ferme invitation lancée aux partenaires sociaux de s'engager sur une route très étroite et pentue : comme l'avait déclaré M. Mitterrand, après la pleine l'heure est venue d'affronter les difficultés de la montagne. Et tous ignorent à quelle altitude il faudra grimper...

JEAN-PIERRE DUMONT

NEULY ET  
**SC.PO** QUARTIER LATIN  
classe préparatoire  
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 75234 Paris 13  
01 47 43 19 19

**COPIES GEANTES**  
SUR PAPIER BLANC COPIEURS CRAYON POLYESTER LANGUAGES LONGUEURS INFINIES  
REPRODUCTION RAPIDE PLOU PLUME CONTREFAÇONS AFFICHES POSTERS  
STIMEX 58, Av. Daumesnil PARIS 12 - 2 347 21 32 - 2 220 64 8



## Le tournant

(Suite de la première page)

Qui gagne et qui est sacrifié dans cette formidable redistribution de la richesse nationale ? Les grands perdants sont : on l'a compris - les ménages, qui vont subir une ponction supplémentaire d'environ 37 milliards de francs sur leur revenu disponible : 25 milliards de francs sous forme d'emprunt forcé et de fiscalité supplémentaire, 3 milliards de francs d'augmentation des tarifs publics, 5 milliards de francs de taxes sur les produits pétroliers, 4 milliards de francs sous forme d'économies de la Sécurité sociale.

L'Etat au contraire améliore - beaucoup - ses comptes : 34 milliards de francs grâce à des économies sur ses dépenses (15 milliards), à une augmentation de la fiscalité pétrolière (5 milliards de francs), à un emprunt forcé (14 milliards de francs).

Les grandes entreprises nationales sont également bénéficiaires d'une dizaine de milliards de francs, au moins, quoique sur ce point l'imprécision des intentions du gouvernement (aucune décision prise depuis des mois quant au calendrier des hausses) rende difficile une évaluation de ce qui est fait en plus dans ce plan d'assainissement.

La Sécurité sociale, enfin, gagne quelque 15 milliards de francs sous forme de recettes supplémentaires (le produit du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable) et d'économies (4 milliards de francs).

Il est difficile - voire impossible - de dire comment évolueront les comptes des entreprises privées qui a priori ne sont pas concernés. Pourtant, la réduction des commandes de l'Etat pourrait les toucher dans quelques mois.

Tel est le plan, tel sont ses incidences grossièrement évaluées. Ses conséquences seront importantes. Financièrement, on l'a vu, il va provoquer un assainissement des comptes de l'Etat, de la Sécurité sociale, des grandes entreprises publiques du secteur traditionnel (E.D.F., G.D.F., S.N.C.F.). Il va aussi entrainer la stagnation économique - voire la récession - dans laquelle nous nous trouvons.

C'est en choix capital qu'en bonne logique MM. Mauroy et Delors s'interdisent d'inverser par des mesures de relance avant au moins un an et demi. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages devrait baisser d'au moins 1 % cette année. Tout cela devrait déboucher sur une réduction sensible du déficit extérieur - objectif devenu prioritaire - mais aussi, hélas ! sur un accroissement du chômage (un point de croissance perdue représente environ soixante-dix mille emplois supplémentaires).

Cette rigueur tardive marque l'alignement de la France sur les politiques menées à l'étranger. Elle porte davantage la marque du gouvernement allemand, dont les certitudes sont plus cruellement ressuscitées les hésitations, voire les incohérences, de la politique française.

La question qu'on doit se poser est évidemment de savoir comment réagira le pays. Le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), que M. Mitterrand s'était engagé à stabiliser, va s'accroître : il pourrait atteindre 45 % du produit intérieur brut cette année, contre 43 % en 1981. Les limites sont-elles dépassées ? Les mois qui viennent le diront, mais il est certain qu'une mesure comme la limitation des dépenses touristiques va encore accroître le mécontentement. Les impôts, les vacances...

L'autre risque de fracture est du côté des salaires. Comment les syndicats du secteur public réagissent-ils quand, à l'automne prochain, le gouvernement leur refusera l'indexation sur une hausse des prix de détail qui va dépasser les 8 % escomptés. On peut prévoir qu'une explosion sociale risque de se produire davantage à cause des salaires qu'à cause des impôts, même si ceux-ci vont frapper directement le plus grand nombre de Français, y compris les contribuables les plus modestes. Une très grande partie de la réussite du plan Mauroy-Delors n° 2 dépend pourtant de la modération des hausses salariales.

Austérité inévitable, austérité tardive. Le rêve s'est envolé...

ALAIN VERNHOLES.

## Imaginations mortes, imaginez

L'énumération des mesures annoncées vendredi à l'usage du conseil des ministres frappe par leur classicisme. Hausses des impôts, des tarifs publics, annulation de dépenses budgétaires, emprunt forcé (remboursable comme l'emprunt échoué), majoration des recettes de poche habituelles, de la taxe sur les produits pétroliers. Toutes les bonnes vieilles recettes y passent. Jusqu'à cette papérasse d'un autre temps qui est le carnet de change, et la réduction drastique de l'allocation touristique.

Faut-il voir dans cette panoplie orthodoxe la preuve que l'économie est une matière trop sérieuse pour que l'on sorte des sentiers battus ? A moins qu'elle ne s'applique tout simplement par le fait que les mêmes hommes et la même institution - la Rue de Rivoli - ne peuvent que reproduire ce qu'ils ont les mêmes recettes aux mêmes maux.

N'était-ce pas M. Mitterrand qui, peu de temps avant son élection, avait qualifié d'« injuste » et de « manque d'imagination » la décision de relever les taxes sur les produits pétroliers ?

L'imagination et le pouvoir sont-ils décidément incompatibles ?

J.-M. O.

## M. CHEVENEMENT : Je pense être plus utile en dehors du gouvernement

De notre correspondant

Belfort. - M. Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, a fait, samedi 26 mars, la déclaration suivante dans cette ville : « Quand le président de la République m'a confié la responsabilité de l'Industrie, j'ai cru pouvoir disposer, comme cela avait été le cas à la recherche, des moyens d'une action réellement novatrice. J'ai voulu faire du ministère de l'Industrie - de ministère du C.N.P.F. qu'il était traditionnellement - le ministère de ceux qui travaillent dans l'Industrie. J'ai voulu faire travailler ensemble tous les acteurs et tous les partenaires de l'Industrie. Qu'il y ait des obstacles au changement dans les structures et dans les mentalités, je n'en ai jamais été surpris, et je ne vous l'ai d'ailleurs jamais caché.

« Que les difficultés que j'ai rencontrées se soient manifestées plus particulièrement à propos de l'emploi et du rythme du chômage dans les entreprises nationales, les travailleurs d'Alstom et de C.I.L. Haneywell-Bull s'en étonneront-ils ? Le 2 février dernier, j'ai eu le sentiment que j'avais de plus en plus de peine à concilier au sein du gouvernement et au poste que j'occupais ma loyauté à l'égard du président de la République et ma loyauté à votre cause, vous qui m'avez élu et réélu constamment depuis 1973 et qui avez bien marqué il y a seulement quelques jours vo-

lonté de voir le gouvernement de la gauche offrir de l'emploi. Dès lors que j'ai eu le sentiment de n'avoir pas les moyens des objectifs qui m'étaient assignés, j'ai affirmé ma démission au président de la République, en lui précisant qu'à mes yeux je pouvais être plus utile en dehors du gouvernement, qu'en son sein. C'était le 2 février dernier. Le président de la République, alors, n'a pas accepté ma démission, et nous sommes convenus d'attendre le lendemain des élections municipales.

M. Chevènement précise ensuite : « C'est méconnaître la nécessité d'une solidarité gouvernementale sans faille, à laquelle pendant deux années je n'ai jamais manqué une seule fois, à plus forte raison dans un moment difficile, que de s'étonner que cette décision n'ait pas été dévolue plus tôt.

M. Chevènement précise ensuite : « Les choix opérés au lendemain du second tour m'ont donc conduit à reprendre ma liberté.

M. Chevènement indique également : « J'espère que mon successeur aura les moyens qui m'ont manqué pour mener à bien une entreprise dont je suis convaincu qu'elle répond à l'intérêt national. »

« L'engagement politique a une morale : celle du « faire ». Il faut être capable de réaliser. C'est pourquoi on est mandaté. A Belfort au moins, j'aurai les caudex français.

## CHANGES

## ● Limitation des dépenses touristiques à l'étranger

Un carnet de change sera établi sur lequel devront être inscrits les achats de devises destinées au règlement des dépenses de tourisme. Ceux-ci ne pourront excéder 2 000 F par adulte et par an et 1 000 F par enfant et par an.

Il est impossible d'utiliser à l'étranger les cartes de crédit.

Les voyageurs pourront à chaque déplacement à l'étranger emporter 1 000 F en billets français. Un régime particulier sera maintenu pour les voyages d'affaires, afin de soutenir l'effort des entreprises exportatrices.

[Compte tenu de l'improvisation qui a précédé l'élaboration de ces mesures, les précisions suivantes doivent être considérées comme parielles et provisoires, en attendant des éclaircissements de la Rue de Rivoli.

Dates. - Ces mesures entreront en application le lundi 28 mars et devraient être maintenues durant toute l'année 1983.

Champ d'application. - Ces mesures s'appliqueront sans limite aux par-

tiels que les agents de voyages, dont M. Jacques Delors a dit qu'ils devraient, respecter le plafond de 2 000 F par personne et par an en matière de dépenses à l'étranger.

Enfants. - Sont placés dans la catégorie enfants, tous les mineurs et - vraisemblablement - les descendants à charge.

Cartes de crédit. - Le ministère ignore encore s'il étendra l'interdiction d'utilisation aux cartes accreditées (location de voitures notamment).

Voyages d'affaires. - Le ministère ne peut encore préciser quel sera le régime plus favorable qui leur sera appliqué.

Non-résidence. - En principe, les personnes ayant acquis tout ou partie de leur futur voyage à forfait ne se verront pas appliquer le nouveau plafond de 2 000 F.

Champ d'application. - Les treize pays de la zone franc, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Afrique francophone, se trouvent exclus du nouveau contrôle des changes et les dépenses s'y effectueraient sans limite.

## ● Emprunts à l'étranger

Le seuil au-delà duquel sont soumis à autorisation les emprunts financiers à l'étranger (un an ou plus d'échéance initiale) est relevé de 10 à 50 millions de francs.

Cette mesure doit faciliter la gestion des entreprises, notamment exportatrices, tout en les mettant mieux à même d'apporter une contribution au financement de la balance des paiements.

## ● Réglementation plus stricte des activités de négoce

A l'occasion des difficultés éprouvées par le franc ces derniers mois, et des sorties de devises correspondantes, les pouvoirs publics se sont aperçus que le contrôle des changes très strict actuellement en vigueur présentait des faiblesses, notamment en ce qui concerne le négoce international, essentiellement celui des matières premières. Selon le ministère de l'économie et des finances, les acquisitions de marchandises effectuées à l'étranger pour être revendues soit à l'étranger soit sur le marché intérieur, et qui donnaient lieu à des achats de devises à terme, permettaient aux opérateurs de tourner la loi des changes, avec pour conséquence une accélération des sorties de devises au préjudice du franc.

Pour mettre fin à ces abus, la tolérance accordée aux maisons de négoce qui, pour leurs opérations sur les marchés étrangers, avaient obtenu des dérogations, notamment en ce qui concerne les matières premières, est réduite ou supprimée. Une circu-

laire du 24 mars 1983, parue au Journal officiel du 25 mars 1983, du 21 janvier 1981 et du 21 mai 1981, en même temps que l'arrêté du 24 mars 1982, ramène de trois mois à quinze jours avant la cession de la recette en devises correspondantes le délai accordé pour l'achat de marchandises revendues à l'étranger.

Par ailleurs, les achats de marchandises effectués sur les marchés à terme de marchandises étrangères ne peuvent plus être couverts par des achats à terme de devises. En fait, les possibilités dérogatoires du droit commun dont bénéficiaient les maisons de commerce pour se garantir contre les fluctuations de cours sur les marchés et éviter les aléas coûteux disparaissent pratiquement, en raison de l'abus qui en a été fait, notamment la faculté de jouer contre le franc, les cas échéant, en prenant une position en devises dans l'attente d'un changement de parité de la monnaie nationale.

## Les Français condamnés à la France

Novembre 1982 : le général de Gaulle refuse de dévaluer le franc et un contrôle des changes draconien se met en place. Les voyageurs ne peuvent changer plus de 500 F en devises étrangères et emporter plus de 200 F en billets français. 25 mars 1983 : le même barrage monétaire se met en place pour limiter un déficit catastrophique de la balance des paiements. Les touristes emportent cet été à l'étranger 2 000 F en devises et 1 000 F en billets français, le billet de transport échappant à toute réglementation. A quatorze ans d'intervalle, les Français sont à nouveau condamnés à la France et à l'Afrique francophone, qui lui est assimilée.

Jusqu'au lundi 28 mars, le régime applicable aux dépenses des Français à l'étranger était ainsi construit : les frais de voyages étaient acquittés sans limitation par les agences de voyages ; chaque voyageur pouvait emporter 5 000 F par voyage et avait la faculté de retirer, chaque semaine, 2 000 F (5 000 F dans le cas d'un voyage d'affaires) au moyen d'une carte de crédit. Cette réglementation était plutôt simple et, hormis quelques cas d'utilisation abusive des cartes de crédit débusquées par les contrôleurs patentes, on peut dire qu'elle ne donnait pas lieu à de grandes difficultés d'application.

Importante pièce du dispositif érigé par le troisième gouvernement Mauroy pour mettre fin à l'hémorragie financière, le contrôle des changes vient frapper de plein fouet le monde du

voyage. M. Delors et ses conseillers ont considéré le solde positif de la balance des paiements touristiques français : 2,2 milliards de francs, en 1977 ; 7,3 en 1978 ; 8,9 en 1979 ; 9,2 en 1980 ; 7,9 en 1981 et 12,4 en 1982. Ils ont en outre simplifié tenu un raisonnement comptable impitoyable : « Diminuer le nombre des neuf ou dix millions de Français partant à l'étranger et limiter leurs dépenses qui ont atteint, en 1982, 34 milliards de francs. Le nombre d'étrangers venant en France et leurs dépenses 46 milliards de francs - restant grosso modo au même niveau, le bénéfice s'en trouvera accru ». De combien ? Les spécialistes ne se sont pas risqués à chiffrer le gain attendu de ces mesures.

L'efficacité de celles-ci reste à démontrer. Tout d'abord le France n'est pas en état d'écouler, aux mois de juillet et d'août, un surplus de vacanciers. Si les Français restent dans l'Hexagone, ce seront les étrangers qui ne pourront y trouver des chambres d'hôtel ou des places de camping-caravaning. D'autre part, la fraude n'est pas un vain mot et on peut faire confiance à l'imagination de tous ceux qui veulent voyager pour inventer des « trucs » afin de dissimuler des moyens de paiement.

Enfin, les gouvernements des pays « boycottés » par les Français réagissent à ce manque à gagner. Protestations et mesures de rétorsion sont à craindre de la part des plus concernés : l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Tunisie.

## Des dégâts d'importance

Les dégâts provoqués seront d'importance. Air France n'a pas encore fini d'en faire le compte, mais il est vraisemblable qu'on prendra moins l'avion puisqu'il ne sera pas possible de séjourner très longtemps dans le pays de son choix.

En revanche, Mme Françoise de Taillay, directrice de l'office de tourisme de Colombie et présidente de l'Association des offices étrangers de tourisme à Paris (ADONET), n'hésite pas à exprimer les craintes de ses mandants : « Les mesures décidées sont une véritable catastrophe. Aucun voyage n'est plus possible. » Et M. Jean-Claude Murat, président du Syndicat national des agents de voyages, de renchérir : « Les Français vont rester chez eux ou passeront leurs vacances dans un poste-frontière. Dès la semaine prochaine, notre profession pourra être considérée comme sinistrée. Nous comptons dix-huit mille emplois. Et bien ! plus de la moitié seront menacés. »

Ces sinistres prévisions sont, bien sûr, excessives. La billetterie, l'organisation des congés et des vacances, les agences réceptives devraient peu souffrir. Les croisières payées en francs, l'Afrique francophone, les départements et territoires d'outre-mer, les pays de l'Est bon marché, le Club Méditerranée, qui a calculé que la part de devises de ses séjours à l'étranger n'excéderait pas 900 F par semaine (les animateurs étant payés en francs) devraient profiter de la situation.

Les Amériques, et notamment celle du Nord, se trouvent hors

de portée : comment voyager plus d'une semaine aux Etats-Unis avec 3 000 F alors que le dollar frise les 230 F ? Les séjours linguistiques des jeunes seront réduits à la portion congrue puisque l'allocation autorisée s'élève à 2 000 F, ce qui équivaut à deux semaines dans une famille de République fédérale d'Allemagne. Quant aux comités d'entreprises, ils peuvent d'ores et déjà prévoir des économies dans leur poste budgétaire « voyages à l'étranger ».

S'il y a eu tant de coups de téléphone effrétés ou furieux à destination de la presse et du ministère de l'économie et des finances dans les heures qui ont suivi l'annonce de cette mesure, c'est que les voyages internationaux font désormais partie des habitudes de vie des Français. En 1982, ils étaient trois millions cinq cent mille à franchir une frontière ; ils seraient dix, cette année, atteignant le chiffre de dix millions, la cinquième semaine de congés payés aidant.

Le cadre et le commerce tirent leur épingle du jeu grâce aux relations qu'ils ont tissées dans le monde. Ou bien ils achètent des voyages aux Antilles françaises pour 12 000 F les quinze jours de croisière à la voile. L'ouvrier ne pourra plus se payer que dix jours de Costa Brava. Et encore à l'économie, il ne faut donc pas s'étonner qu'un grand nombre de parassites considèrent les mesures monétaires édictées comme une atteinte à la liberté et au droit - bientôt fondamental - de voyager.

ALAIN FAUJAS.

## MASSE MONÉTAIRE

## ● Croissance ramenée de 10 % à 9 %

Pour accompagner la réduction des besoins de financement et favoriser le réajustement des échanges extérieurs, l'objectif de croissance de la masse monétaire devra être ramené de 10 % primitivement fixés comme objectif pour 1983 à 9 %, et le dispositif de contrôle adapté à cet effet.

Il est logique que les transferts provoqués par le prélèvement de 65 milliards de francs sur le produit national brut et les ménages conduisent à une diminution mécanique de ladite croissance, combinée avec les sorties de devises qui se traduisent, on le sait, par une destruction de monnaie.

C'est ainsi que la réduction des besoins de financement aura pour conséquence une diminution des emprunts à long terme effectués par le Trésor (20 milliards de francs), les entreprises publiques (11 milliards de francs), la sécurité sociale

(13 milliards de francs) et les collectivités locales (1 à 2 milliards de francs), soit 45 milliards de francs au total qui ne seront plus appelés sur le marché financier.

Cela permettra à d'autres emprunteurs de prendre leur place, et de diminuer de ce fait la création monétaire engendrée pour la satisfaction de leurs besoins au moyen de financement à court terme. De même, la diminution des besoins du Trésor sans forme d'émission de bons sera, également, de nature à réduire la création monétaire et à moins compter dans la masse des emplois des banques, dont l'encadrement devra être adapté. Il n'est pas sûr, et non exclu, que cet encadrement, déjà très strict, devra être durci ; cela dépendra de l'évolution de la masse monétaire en cours d'année, de l'évolution du solde de la balance commerciale, et, donc, de l'ampleur des sorties de devises.

## PRIX

## ● Contrôles renforcés et sanctions sévères pour les professionnels en infraction

Dans une note, le ministère de l'économie et des finances indique :

« Le dispositif actuel de fixation des prix repose sur une programmation contractuelle, précisée dans des engagements de lutte contre l'inflation, des accords de régulation ou des conventions passées entre les professionnels et les pouvoirs publics.

« Il permet de maîtriser les conséquences du réajustement intervenu entre les parités des monnaies appartenant au S.M.E. C'est pourquoi aucune mesure spécifique ne sera adoptée en matière de prix à la suite de ce réajustement. La programmation contractuelle des hausses, cohérente avec l'objectif de 8 % fixé pour l'évolution des prix en 1983, ne sera pas non plus modifiée.

« Dans ces conditions, il est indispensable que les engagements pris par les différents professionnels soient scrupuleusement respectés, dans leur lettre comme dans leur esprit.

« Un dispositif de contrôle particulièrement renforcé a été mis en place associant aux services compétents en matière de prix les services de la gendarmerie, des douanes et

de la police nationale. Ils disposent, pour procéder aux contrôles, de la référence de près de 30 millions de prix relevés depuis le mois de juin dernier.

« Des sanctions exemplaires, comportant, outre des suites judiciaires, des boîtes de prix pour les professionnels en infraction, seront mises en œuvre à l'égard de ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements ou la réglementation.

« Ce respect est indispensable pour que soit poursuivie la politique de relance progressive à la liberté des prix, en commençant par les secteurs les plus exposés à la concurrence.

« Il est rappelé qu'environ le cinquième de l'activité industrielle est d'ores et déjà en régime de liberté de prix. De nouveaux secteurs devraient pouvoir en bénéficier prochainement.

« Un professionnel ayant commis une infraction pourrait se voir contraint de ramener ses prix au niveau auquel ils étaient fixés avant le blocage et ce pendant la durée de l'infraction. »



# France

## Gouverner, c'est mécontenter

Le gouvernement ne gouverne pas. Le président de la République est désemparé, le pouvoir socialiste fléchit à la dérive tel un bateau ivre : on a entendu tout cela depuis le second tour des élections municipales. Le refrain est bien connu : au lieu de chanter depuis la fin de ce qu'il était convenu d'appeler « l'état de grâce », car un pouvoir de gauche, par nature, est incompétent, incohérent, pas sérieux, incapable de maîtriser l'appareil d'Etat, incapable de gouverner. Il n'a pas d'autorité puisqu'il n'est pas autorisé à « savoir » quelle politique est la bonne pour la France.

On ne peut pas dire tout et le contraire de tout, égrener les coups et échanger de refrain quand cela chante à l'apposition, traiter les gouvernements de « super charlots » comme l'a fait M. Michel Poniatowski naguère, de « battus » et de « raïs » comme il le fait aujourd'hui, et regretter aussitôt la mise en place d'un dispositif qui s'apparente, à plus d'un titre, à celui que M. Barre avait instauré en 1976. On ne peut pas proposer aux Français, comme le R.P.R., un plan de « redressement économique et social », qui suppose que les Français consentent « des efforts équitables », et reprocher à la gauche de rechercher une répartition équitable de la rigueur. M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., regrette que le gouvernement fasse aujourd'hui « payer les pauvres » - affirmation audacieuse - après avoir fait « payer les ri-

ches ». A qui M. Pons demanderait-il de « payer » ? On peut certes reprocher à M. Pierre Mauroy d'avoir poussé des cris d'effroi lorsque M. Edmond Maire estimait nécessaire, avant les élections municipales, la mise en place d'un second plan de rigueur. Mais on ne peut plus, des lors, lui faire grief d'avoir suivi, à sa manière, les conseils du secrétaire général de la C.F.D.T. Le pouvoir a reconnu ses « défaites », comme dirait M. Lionel Jospin, et il a pris les moyens d'y remédier.

N'est-ce pas gouverner que d'imposer au pays la purge, au risque d'une impopularité accrue ? N'est-ce pas gouverner que de s'efforcer d'agir dans l'intérêt général, quitte à mécontenter un peu plus sa propre base sociale et électorale ? Il faudrait bien que M. Jacques Chirac, qui manie si bien l'art de gouverner dans le sens du poil tout en se situant dans la filiation d'un homme qui a si longtemps pratiqué l'art inverse, réponde à cette question. De quel côté se situe la fameuse « autorité de l'Etat » ?

« Quand on a le pouvoir central, on s'en sert », écrivait récemment M. Jean Popereau, n° 2 du parti socialiste. Le « peuple », selon lui, reprocherait plus aux socialistes leur faiblesse que leur fermeté. Il aurait exprimé cette déception aux élections municipales. Ceux qui, parmi les socialistes, partagent cette analyse, ont été, vendredi, parfaitement comblés.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## DEVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

### M. Popereau : aux élections municipales « l'assise même de notre politique a été secouée »

Les travaux du comité directeur du parti socialiste se sont ouverts samedi 26 mars à Paris. Ils devaient être consacrés à l'analyse de la situation politique et économique, aux leçons que le P.S. doit tirer des résultats des élections municipales et à la fixation de la date du prochain congrès du P.S.

M. Jean Popereau, membre du secrétariat national, numéro deux du parti, présentant l'analyse faite par la direction du P.S. des élections municipales, a notamment déclaré :

« Le risque politique majeur, ce serait que, après l'hésitation, l'oscillation des deux tours de mars 1983, une partie notable de notre électorat bascule, non plus dans la « réserve », l'abstention, mais vers la droite « de combat », celle qui, au R.P.R. bien sûr, mais aussi au P.R., avec les jeunes « durs » (Léonard, Millon, d'Aubert, Madelin), entend mettre en œuvre la politique théorisée par le Club de l'Harlogie. D'où l'intérêt d'une analyse plus approfondie du mouvement des voix depuis les législatives partielles de janvier 1982 : même si le phénomène central est bien l'abstention d'une partie de l'électorat de gauche, nous devons apprécier au plus juste la part d'électorat populaire qui a pu, lors des consultations de ces quinze derniers mois, et notamment lors des municipales de mars 1983, se porter vers cette droite de combat.

« La montée du R.P.R. dans la droite, les succès de la nouvelle génération des notables de droite, doivent retenir notre attention. La gé-

« La C.F.D.T. déplore l'absence d'un ministre du travail. Dans le troisième gouvernement Pierre Mauroy : « L'affirmation de la continuité d'une politique et la majorité de gauche au pouvoir nous ont fait penser nativement qu'un ministre du travail était nécessaire à un bon travail gouvernemental. Il n'en est rien, mais est-il trop tard pour poser la question ? », a déclaré M. Mercier, secrétaire national.

« Si la C.F.D.T. avait été consultée pour la formation du gouvernement, elle aurait probablement dit tout l'intérêt qu'il y a à traiter des problèmes de la mer et de la forêt. Peut-être même aurait-elle suggéré d'y rajouter les rivières », ajoute avec ironie le dirigeant cédétiste.

« M. Louis Le Pen (P.S.), ancien ministre de la mer, qui a refusé de faire partie du nouveau gouvernement, a fait connaître, vendredi 23 mars, son intention de retourner à l'Assemblée nationale à la suite de la démission de son suppléant, M. Gilbert Le Bris, dans la huitième circonscription du Finistère (Concarneau). En se présentant à nouveau devant les électeurs de cette circonscription, M. Le Pen se déclare qu'il entend poursuivre au Parlement son action politique « au service de l'œuvre engagée par la majorité présidentielle depuis mai 1981 ». M. Le Bris, conseiller général du Finistère, a été élu maire de Concarneau lors des dernières élections municipales.

graphie des résultats indique bien une accélération nette des phénomènes qui s'étaient amorcés, parfois depuis plusieurs années :

« - Recul sensible à gauche - et surtout, mais pas seulement, de l'électorat communiste - dans la périphérie de Paris ;

« - Affaiblissement et du parti socialiste et du parti communiste dans la plupart des départements du Midi-Pyrénées et méditerranéen.

« Ce double reflux n'est pas équilibré par la consolidation, voire par l'élargissement, de l'influence socialiste dans l'ensemble de l'Ouest, jusqu'au Poitou-Charente.

M. Popereau a ajouté : « C'est l'assise même de notre politique, cet électorat populaire, constitué essentiellement par la majorité du salariat, qui a été secouée. C'est « politiquement » - la gauche profonde - et ce n'est pas l'hypothétique « ceinture », c'est la droite de combat qui peut éventuellement nous dispenser une partie de cet électorat populaire, qui risque de séduire particulièrement certaines couches peu favorisées, peu politisées, nous devons apprécier au plus juste la part d'électorat populaire qui a pu, lors des consultations de ces quinze derniers mois, et notamment lors des municipales de mars 1983, se porter vers cette droite de combat.

« Les secteurs intermédiaires, que l'on appelle « centristes », et qui sont plutôt une sorte de « marges », ne se déterminent pas tellement en fonction d'options programmatiques, ils se portent vers le pôle qui apparaît dominant. Dans le contexte politique français, la gauche a sans doute besoin des marges pour gagner, mais à partir d'une telle situation, nous n'aurions plus aucune chance de rester majoritaires, de faire prévoir notre politique.

« Les secteurs intermédiaires, que l'on appelle « centristes », et qui sont plutôt une sorte de « marges », ne se déterminent pas tellement en fonction d'options programmatiques, ils se portent vers le pôle qui apparaît dominant. Dans le contexte politique français, la gauche a sans doute besoin des marges pour gagner, mais à partir d'une telle situation, nous n'aurions plus aucune chance de rester majoritaires, de faire prévoir notre politique.

« M. Louis Le Pen (P.S.), ancien ministre de la mer, qui a refusé de faire partie du nouveau gouvernement, a fait connaître, vendredi 23 mars, son intention de retourner à l'Assemblée nationale à la suite de la démission de son suppléant, M. Gilbert Le Bris, dans la huitième circonscription du Finistère (Concarneau). En se présentant à nouveau devant les électeurs de cette circonscription, M. Le Pen se déclare qu'il entend poursuivre au Parlement son action politique « au service de l'œuvre engagée par la majorité présidentielle depuis mai 1981 ». M. Le Bris, conseiller général du Finistère, a été élu maire de Concarneau lors des dernières élections municipales.

« M. Louis Le Pen (P.S.), ancien ministre de la mer, qui a refusé de faire partie du nouveau gouvernement, a fait connaître, vendredi 23 mars, son intention de retourner à l'Assemblée nationale à la suite de la démission de son suppléant, M. Gilbert Le Bris, dans la huitième circonscription du Finistère (Concarneau). En se présentant à nouveau devant les électeurs de cette circonscription, M. Le Pen se déclare qu'il entend poursuivre au Parlement son action politique « au service de l'œuvre engagée par la majorité présidentielle depuis mai 1981 ». M. Le Bris, conseiller général du Finistère, a été élu maire de Concarneau lors des dernières élections municipales.

## M<sup>me</sup> EDITH CRESSON AU SALON DE LA FRANCHISE

M. Michel Jobert devait inaugurer, le vendredi 25 mars, le 1<sup>er</sup> Salon international de la franchise (1). C'est M<sup>me</sup> Edith Cresson, son successeur au ministère du commerce extérieur, qui est venue. En fait, M<sup>me</sup> Cresson a simplement visité l'exposition. Ce fut une visite rapide. M<sup>me</sup> Cresson devait regagner Châteauroux, dont elle est la maire depuis quelques jours.

Urbanité, déférence, sursurveillance. Nous étions loin des houleuses agitations. Avant de repartir, vingt-cinq minutes après son arrivée, M<sup>me</sup> Cresson, en quelques phrases, a promis à ses hôtes qu'elle les recevrait bientôt. Il est vrai que ceux-ci avaient insisté sur les vertus exportatrices de la franchise.

(1) La franchise est une forme récente de la distribution par laquelle une entreprise commerciale connue octroie une licence à un commerçant moyennant une redevance. Elle lui permet d'exploiter l'enseigne de la maison-mère, de distribuer tous ses produits et aussi de bénéficier de ses services de gestion, de formation, de publicité...

## A LYON

### Élection sans surprise des maires d'arrondissement

Les conseillers des neuf arrondissements de la ville de Lyon ont élu leurs maires, vendredi 25 mars en début de soirée. Ces scrutins n'ont engendré aucune surprise. Conformément aux résultats des élections des 6 et 13 mars, ils soulignent la prépondérance de l'U.D.F. dans la ville, notamment dans sa tendance centriste du C.D.S., qui compte quatre maires. Pour sa part, le R.P.R. se repaie à la Croix-Rousse (4<sup>e</sup> arrondissement) et au nord de la presqu'île (1<sup>er</sup> arrondissement). Aucun élu de gauche n'a été désigné adjoint d'arrondissement.

Voici la liste des élus :

Premier arrondissement : M<sup>me</sup> Marie-Françoise Frobert,

## M<sup>me</sup> BOUCHARDEAU ENTEND S'OCCUPER AUSSI DES « RETOMBÉES DU NUCLEAIRE »

M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement et de la qualité de la vie, a déclaré, vendredi 25 mars, au journal de la mi-journée, sur Antenne 2, qu'« il n'y a pas des myriades de solutions possibles aux problèmes actuels ». « Ce sont les temps qui sont rigoureux », a-t-elle expliqué. « Il faut regarder la situation économique. J'ai beaucoup apprécié, dans le discours de François Mitterrand, la réaffirmation, à côté de cette volonté de redresser la situation, d'une volonté de plus grande justice sociale.

M<sup>me</sup> Bouchardeau a affirmé qu'il existe « dans la gauche un courant antinucléaire important ». Elle a ajouté : « Sur ce terrain comme sur d'autres, je devrais pratiquer la solidarité gouvernementale, tout en conservant ma liberté d'expression. Mais je compte bien que mon ministère aura à s'occuper de ce qui concerne tous les problèmes de pollution, de nuisances d'origine industrielle, y compris les retombées du nucléaire. »

## A LYON

### Élection sans surprise des maires d'arrondissement

conseiller général, R.P.R. ; 2<sup>e</sup> arrondissement : M. Camille Georges, U.D.F.-C.D.S. ; 3<sup>e</sup> arrondissement : M. Jean Flacher, conseiller général, U.D.F.-P.R. ; 4<sup>e</sup> arrondissement : M. Gabriel Caillet, R.P.R. ; 5<sup>e</sup> arrondissement : M<sup>me</sup> Bernadette Isaac-Sibille, U.D.F. ; 6<sup>e</sup> arrondissement : M. Robert Thévenot, non inscrit ; 7<sup>e</sup> arrondissement : M. Roland Fulchiron, conseiller général, U.D.F.-C.D.S. ; 8<sup>e</sup> arrondissement : M. Robert Battilly, U.D.F. radical ; 9<sup>e</sup> arrondissement : M. Roger Fenech, conseiller général, U.D.F.-C.D.S.

## A SAINT-CYR-L'ÉCOLE

### Le maire communiste laisse la place au secrétaire de la section du parti

« La ville de Saint-Cyr-l'École n'a plus à sa tête un maire communiste, mais elle a un communiste pour maire. Et ce n'est pas tout à fait la même chose. Ainsi commençait-on, autour de la célèbre école militaire, la décision de M. Jean Cuguen, qui a contre toute attente (et contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 17 mars), refusé de se voir confier pour la sixième fois le poste de premier magistrat de sa ville.

Rien n'avait filtré de la décision de cet ancien cheminot redevenu simple conseiller municipal après avoir occupé, pendant trente ans, le fauteuil de maire. C'est seulement en ouvrant la cérémonie d'installation du nouveau conseil avant l'élection de la municipalité que M. Cuguen a annoncé qu'il passait la main « pour des raisons très simples », et dit, à la fois d'ordre personnel et communal : « Nul doute qu'à Saint-Cyr-l'École les habitants choisissent en lui l'excellent gestionnaire, l'élu attentif et l'administrateur courtois, plus que le militant communiste. Même si M. Cuguen ne craignait jamais ses convictions politiques, affirmant sa fierté d'être communiste. « Tu es le seul communiste fréquentable », lui disait

souvent, avec amitié, l'ancien maire de Versailles, M. André Mignot (C.N.I.). Cette excellente image de marque personnelle lui a même valu de se faire élire à trois reprises au conseil général des Yvelines, avant de se consacrer qu'à sa ville.

Cette fois, M. Cuguen a estimé qu'il pouvait laisser la ville à une équipe plus jeune et, à ses yeux, « excellente ». C'est M. Daniel Ferencbach, secrétaire de la section locale du parti communiste, qui a été élu à sa place. « Il s'agit d'une tromperie. La population a été bernée », déclarent les responsables locaux de l'opposition. Pendant trois mois, M. Cuguen a fait campagne sur son nom (il a même devancé au premier tour une liste socialiste) sur son image de gestionnaire, sur son expérience personnelle. Et le voici qui passe la main à un politique, un homme d'appareil », ajoutent-ils.

Après trente-six ans de mandat, dont trente comme maire, M. Cuguen se trouve au centre d'une nouvelle bataille politique. Il aura bien du mal à redevenir, selon son souhait exprimé publiquement, « un homme ordinaire, si possible anonyme parmi ses semblables ».

DAMIEN RÉGIS.

« Accident mortel aux houillères de Lorraine. - Un chef mécanicien est décédé sous le poids d'une machine qu'il réparait vendredi 25 mars à l'étage 760 du puits de Sainte-Fantaine des houillères du bassin de Lorraine.

« Charbonnages de France : Augmentation salariale pour 1983. - La direction des charbonnages a décidé d'appliquer une augmentation de 2 % avec effet au 1<sup>er</sup> février 1983 des éléments de base des salaires en vigueur au 31 décembre 1982.

« L'issue d'une réunion syndicale : direction qui s'était tenue mercredi 23 mars au siège parisien des Charbonnages de France (58-53) salarés), les organisations syndicales ont demandé un délai afin d'étudier ces propositions salariales qui leur étaient faites pour l'année 1983.

« Libération de cadres séquestrés. - Les quatre représentants de la direction du groupe Villeroy et Boch qui étaient retenus, depuis jeudi 24 mars à midi, par des grévistes dans les bureaux de l'unité de production de Feignies, près de Maubeuge (Nord), ont été libérés vendredi en début d'après-midi.

L'usine Villeroy et Boch de Feignies, spécialisée dans la fabrication de carrelages, est paralysée par une grève avec occupation des locaux, à la suite de l'annonce faite, par la direction, du licenciement « pour raison économique » de 143 salariés sur 266 que compte l'entreprise.

## LA GROGNE DES GÉRANTS MANDATAIRES

### Chez Nicolas aussi...

Après que le tribunal de grande instance de Créteil eut pris jeudi 24 mars une ordonnance d'expulsion des gérants mandataires grévistes qui occupaient les locaux de l'entreprise, l'activité a repris vendredi 25 aux établissements Nicolas de Charenton (Val-de-Marne), après deux jours et demi d'occupation. Les forces de l'ordre n'ont pas eu à intervenir.

Selon les organisateurs du mouvement d'occupation, ce de grève dans les magasins de distribution, c'est une centaine de gérants qui, se relayant, participaient à l'action. Selon eux, encore, 150 des 390 succursales seraient fermées. La direction, par la voix de M. Jean-Louis Nicolas, nous a déclaré avoir fait constater par huissier que trente-cinq personnes au maximum, dont vingt seulement appartenant à la société, bloquaient l'activité de l'entreprise. Selon le directeur général adjoint, encore, une trentaine de succursales seulement étaient fermées, dont certaines par manque de marchandises.

La cause immédiate du conflit réside dans le nouveau mode de livraison mis en place par la société le 15 mars, l'ancien remontrant à 1936. Les chauffeurs déposent dans les magasins des « colis », chariots contenant chacun seize caisses de vins, en plastique. Alors qu'autrefois les chauffeurs de la société étaient accompagnés de livreurs qui procédaient au déchargement et à la mise en place, c'est maintenant aux gérants d'effectuer ce travail de rangement, encore appelé le « dépotage ». Ils y voient trois inconvénients : celui d'un encombrement des magasins, celui de la pénibilité, notamment pour les femmes qui travaillent seules, celui enfin du temps de travail, qui est ainsi allongé de près de deux heures par jour pour certains. La direction comptait faire le point sur ce nouveau système avec les syndicats le 31 mars, afin de l'améliorer et de fixer le montant d'une prime correspondant à ce surcroît de travail. En fait, disent les gérants mandataires, « c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », leur revendication portant surtout sur les salaires pratiqués chez Nicolas.

La rémunération des gérants mandataires est fixée à 6,30 % du chiffre d'affaires avec des minimums garantis : 6 000 F pour un couple et 3 760 F pour une personne seule.

A cela s'ajoute le logement et, indique M. Nicolas, une prime sur augmentation de chiffre d'affaires, qui est devenue contractuelle depuis janvier 1983. M. Joaquin Martinez, l'un des grévistes, qui tient une cave N-

colas rue du Faubourg-Saint-Denis, nous a expliqué qu'avec un chiffre d'affaires de 250 000 F, il touchait, par mois, pour deux salariés, un peu plus de 15 000 F, ce qui, pour une dizaine d'heures de travail par jour, dimanche matin compris, ne lui paraît pas excessif, compte tenu encore de son ancienneté dans l'entreprise ; orza ans. Et encore fait-il partie des privilégiés. Les autres se contentent du minimum conventionnel. Lequel n'est pas versé au mois mais régularisé d'un mois sur l'autre. C'est ainsi, que pour le mois de février, on a pu voir des bulletins de salaires de 2 268,76 F ou de 2 433 F.

En attendant la réunion du 31 mars, qui est maintenant, la direction des Etablissements Nicolas, reconnaissant que le nouveau système de livraison entraînerait des perturbations dans l'approvisionnement des magasins, a offert aux gérants, « à titre de dédommagement », huit bouteilles de Bordeaux 1981, pour une valeur globale de 122 F. Ce geste n'a pas été unanimement apprécié : « Bois et tais-toi, c'est la seule réponse de la direction à nos revendications. »

Pour M. Jean-Louis Nicolas, ce conflit s'explique par la volonté du syndicat indépendant Union française du travail (U.F.T.) de faire un exemple et de renforcer ses positions dans le monde des gérants mandataires, des sociétés de magasins à succursales (1). De fait, la C.G.T. et F.O., qui sont représentées à égalité avec l'U.F.T. chez les gérants de Nicolas, ne suivent pas le mouvement, tandis que la C.F.D.T., naissance, y participe.

La C.G.T., de son côté, indique qu'elle « soutiendra les revendications des travailleurs de l'entreprise et celles des gérants », mais précise qu'il n'est pas question pour elle de cautionner les méthodes fascistes employées par l'U.F.T. « dans d'autres entreprises : casse de l'outil de travail et matriage du personnel. »

Le fait que l'U.F.T. ait réussi à percer dans un milieu de travailleurs à statut original, mi-salarié mi-gérant, complique le jeu des organisations syndicales. Il reste que, chez Nicolas comme chez Fais Point et dans les autres sociétés de magasins à succursales, c'est le problème du statut des gérants mandataires qui est posé.

JACQUES GRALL.

(1) Ce d'autant que les Etablissements Nicolas sont financièrement liés au groupe F&N, qui contrôle, à travers ses filiales Primaires et Gevran, 33 % de Nicolas, la Gestion immobilière (Jamil Nicolas-graupo Guibal-Pastor) en détenant 40,16 %.

## LES GRÈVES EN MÉDECINE

### M. Chirac demande au gouvernement d'ouvrir des négociations

La grève des internes et chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires est restée très fortement suivie vendredi 25 mars dans toute la France. M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du conseil d'administration de l'Assistance publique de cette ville, a demandé le même jour au gouvernement d'ouvrir le plus tôt possible de véritables négociations avec les chefs de clinique, les internes et les étudiants, dans un esprit de conciliation et en dehors de tout dogmatisme politique. Une solution, ajoute le maire de Paris, « doit être trouvée au plus vite en raison de la gravité de la situation ».

Les internes en pharmacie des centres hospitaliers universitaires, qui assurent les analyses médicales dans les laboratoires hospitaliers, ont reconquis, vendredi 25 mars, la grève nationale qu'ils avaient commencée le 22. Selon l'Assistance publique de Paris, quelque 73 % des chefs de clinique et environ 85 % des internes étaient en grève le 25 mars.

Comme les jours précédents, cette journée a été marquée dans toute la France par des actions et manifestations diverses des étudiants en médecine, dont la longue grève continue aussi.

A Paris, plusieurs centaines d'étudiants ont provoqué de gigantesques embouteillages en bloquant pendant près de deux heures les ponts Sully, de Bercy et d'Austerlitz, proches des gares de Lyon et d'Austerlitz. Les forces de police sont intervenues pour rétablir la circulation.

Diverses manifestations ont eu lieu aussi en province, notamment à Poitiers, Nantes, Bordeaux, où le studio de télévision de FR 3 Aquitaine a été un moment occupé pendant les informations régionales. En Charente et Montpelliér et entre Châteauroux et Poitiers la circulation automobile sur les autoroutes a été perturbée par les étudiants. A Rennes, ce sont les internes de l'ouest de la France qui se sont regroupés pour manifester.

Un comité national regroupant les représentants des quarante-trois centres hospitaliers universitaires a décidé, vendredi 25 mars au cours d'une réunion à Reims, la continuation du mouvement de grève.

« Importante manifestation d'agriculteurs dans l'ouest de la France. Sept mille à huit mille agriculteurs bretons ont manifesté le 25 mars à Quimper, à l'appel des syndicats départementaux d'exploitants agricoles du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine pour protester contre les propositions communautaires en matière de relèvement des prix agricoles.

Le prochain conseil des ministres de l'agriculture consacré à la fixation des prix agricoles pour la campagne 1983-1984 se tiendra les 18, 19 et 20 avril à Bruxelles. Il était initialement prévu du 28 au 30 mars, mais avait été reporté du fait des remaniements ministériels en France et en R.F.A.

## ACTE LE 1<sup>er</sup> RÉSEAU EN FRANCE

LOCATION DE BUREAUX (à la journée, au mois) sièges de stés avec secrétariat. Télé. perman. Téléphone...

RELAIS D'AFFAIRES pour PME : recrutements, formation, publicités, études de marchés, implantations locales, assistance commerciale.

MATERNITÉS D'ENTREPRISES, démarches, formalités, assistance de gestion, commerciale, administrative.

BORDEAUX - DIJON - ESSONNE - LILLE - NANTES NICE - ROUEN - TOULOUSE - PARIS (2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>)

RENSEIGNEMENTS & RÉSERVATION CENTRALE : (1) 261.80.88 +

GARANTIE ACTE



# Arts et spectacles

## Faussaires dans leurs œuvres

« Il faudrait un Balzac pour décrire la puissance et la gloire des négociants de haut vol et l'influence qu'ils exercent pour le meilleur et pour le pire sur le public des amateurs d'art... » s'écriait M. Bernard Berenson, le grand connaisseur qui a passé sa vie à découvrir et à étudier les œuvres de maîtres en Italie. Deux livres récents soulignent notre ignorance.

Le « milieu » de l'art n'a jamais eu son Balzac : son histoire se ramène à un lot d'anecdotes qu'on retrouve plus ou moins d'un livre à l'autre. On ignore donc beaucoup des mauvais coups qui ont agité ses coulisses, au-delà des dignes façades des musées et des riches demeures des collectionneurs qui mènent la chasse aux œuvres d'art. A l'ouvrage de Karl Meyer *Main basse sur le passé*, déjà ancien, s'ajoutent deux livres plus récents : *Faux et faussaires*, d'Otto Kurtz et *Les Voleurs au musée*, de Hugh McLeave, tous deux traduits de l'anglais, qui viennent opportunément nous renseigner sur la fascination qu'exercent les œuvres d'art, sur les perversions qu'elles entraînent, sur leur fabrication, sur leurs prix...

Des faux aux vols dans les musées ou chez les collectionneurs, nous restons toujours dans le même univers. Ce trafic est un des plus vieux du monde, mais, dans la période moderne, la peinture y occupe une place prépondérante. On lira avec intérêt le détail des recettes décrites par Otto Kurtz (ouvrage publié en France trente-cinq ans après sa première parution anglaise, mais c'est une habitude de l'édition de nous servir des festins froids !). Il circule cependant plus de fausses sculptures que de faux tableaux. On a tant peint durant les siècles passés qu'il suffit de maquiller habilement la toile d'un artiste mineur de la même époque que celle d'un maître recherché, de la pourvoir d'une signature et d'un certificat, pour la transformer en une marchandise vendable.

Les tests dits scientifiques pour déceler les faux sont nombreux : on a substitué à l'œil du connaisseur l'approche rationnelle des analyses microchimiques, radiographiques, microphotographiques. Les faussaires ont cependant trouvé la parade à tous les indices « objectifs » d'authenticité. Mais, comme le note avec humour Otto Kurtz, si le nettoyage à l'alcool dilué efface une peinture ancienne, il y a de fortes chances qu'il s'agisse d'une « modification » moderne. Le temps durcit la peinture, et le test de la pointe d'épingle est un bon moyen pour vérifier l'ancienneté d'une peinture. Mais ce durcissement s'obtient par une cuisson à feu doux. Et un faussaire consciencieux n'oublie jamais d'ajouter quelques chiures de mouches ! Il doit en outre avoir le génie de l'imitation, pas de personnalité, sans quoi la facture particulière finirait par rendre ses copies reconnaissables !

Trente Van Gogh plus vrais que nature

Les pastels sont connus depuis la Renaissance, en Italie, où l'on copiait les Flamands, et au dix-huitième siècle, en Hollande, des générations de peintres ont fait, au grand jour, des répliques de leurs maîtres du Siècle d'or. Hals, Vermeer, Hobbema... C'est surtout à l'époque moderne que les marchands ont essayé de faire passer ces copies pour des originaux.

Le cas Corot est, à cet égard, exemplaire. On sait, selon le catalogue de Robert, que son œuvre compte deux mille tableaux, mais au début du siècle, déjà, quelque cinq mille peintures attribuées au maître de Ville-d'Avray avaient acquiescé des droits de douane aux États-Unis. Le commerce n'a pas hésité à faire passer des œuvres de Trouillebert, un des meilleurs imitateurs de ses tons gris argente, pour d'authentiques Corot. Alexandre Dumas fils lui-même s'y laissa prendre.

Si les faux arrivent par vagues, c'est qu'il y a derrière eux un faussaire spécialiste. Entre 1925 et 1930, trente Van Gogh, plus

vrais que nature, sont apparus en Hollande, et, entre 1937 et 1942, huit Vermeer « inconnus », dus à Van Meegeren. L'inauguration en grande pompe de la restauration des fresques gothiques d'une église allemande bombardée en 1942 est une autre affaire retentissante. Un des collaborateurs du responsable, Malkstrat, mécontent de voir son patron, Dietrich Fey, tirer à lui honneur et argent, finit par parler : des anciennes fresques, il ne restait rien. C'est Malkstrat qui avait tout inventé ; de même qu'il avait inventé, en 1933, les fresques inaugurées par Hitler, dont les apôtres avaient des têtes de Vikings, « parce qu'on ne voulait pas de têtes rondes orientales ».

La peinture moderne n'a fait qu'accroître la prolifération des faux, qu'il s'agisse de faux avérés, de compositions nouvelles à partir d'éléments prélevés dans des œuvres existantes ou bien de répliques faites par des peintres eux-mêmes pour satisfaire la demande pour l'une de leurs périodes particulièrement recherchées. Le cas de Chirico est bien connu. Le livre de Marcel Mariën nous a éclairés sur celui de Magritte (*Le Monde* du 23 mars). C'est avec l'impressionnisme que le marché de l'art moderne a pris naissance, aux États-Unis, où Durand-Ruel a pu s'associer avec des banquiers et des collectionneurs pour lancer la mode auprès des nouveaux riches de l'industrie qui cherchaient leurs lettres de noblesse à travers la possession d'œuvres d'art. Et c'est encore des États-Unis que sont partis, au tournant du siècle, les grands chasseurs d'œuvres d'art : les Morgan, les Mellon, les Jay Gould, les Whitney, les Barnes, qui faisaient la navette entre le Nouveau Monde et l'Europe pour rapporter leur butin de tableaux.

Le vrai marché spéculatif a explosé au cours des années 50 lorsque les armateurs grecs Niarchos et Goulandris ont pris la relève. La National Gallery de Washington a payé 6 millions de dollars pour un Léonard de Vinci ; le Met de New-York, autant pour un Velasquez ; Norton Simon, 3 pour un Raphaël ; Getty, 4 pour un Titien... La course aux chefs-d'œuvre des musées, ultimes acheteurs, va accélérer la montée

des prix. Aujourd'hui, c'est par millions de dollars que se chiffrent l'acquisition des œuvres majeures de tout grand maître de l'art moderne.

L'explosion des prix, qui a fait de l'art une valeur-refuge, encourage évidemment les vols et les faux. Le livre de McLeave le montre : c'est par milliers que se comptent les œuvres disparues à la suite de vols. Où sont-elles ? Dans des collections secrètes ou, plus simplement, dans quelques coffres de banque en attendant que la prescription légale permette à leur détenteur de les ressortir au grand jour : cinq ans en France, sept ans en Grande-Bretagne et aux États-Unis, dix ans en Italie.

Mais, de tous les voleurs d'œuvres d'art, dans notre monde moderne, Hitler fut, sans conteste, le plus vorace : il avait fait amasser quelque sept mille tableaux, son butin des rafles nazies, dans les mines de sel d'Altaussee, près de Salzbourg, en vue de la construction d'un grand musée à Linz (Autriche), son Walhalla artistique.

JACQUES MICHEL

\* *Faux et faussaires*, par Otto Kurtz. Ed. Flammarion. 371 pages. 120 F.

\* *Les Voleurs au musée*, par Hugh McLeave. Préface de Maurice Rheims. Ed. de La Table Ronde. 278 pages. 95 F.

A MARCO-EN-BARCELO

## L'Arcadie de Corot

Avec ses quatre-vingt-cinq tableaux prêtés par des musées et des collectionneurs, l'exposition de Saptentrion, à Març-en-Barcel, près de Lille, montre la marque laissée par Corot dans la peinture du paysage de France. Ce que ses maîtres lui ont apporté aussi : les Michallon, Bertin, de Valenciennes, trois peintres néo-classiques qui lui conseillèrent d'oublier l'histoire et d'aller à la nature peindre ce qu'il voyait.

Corot semblait toujours faire le même tableau. Il avait beau changer de paysage, aller en voyageur infatigable chercher le motif neuf, c'était encore le même petit monde. Un monde de paix, une nature amicale et sereine avec ses chemins sous bois ou en lisière de forêt, ses vues sur le pont aux heures incertaines du levant ou du couchant.

Corot le cherchait, ce paysage, au nord et au sud, en Italie et en Provence, en Ile-de-France, en Normandie et en Picardie... Chaque fois, seule la lumière changeait : dorée et soutenue en Italie (dans les environs de Rome), légèrement bleutée autour de Paris (il habitait Ville-d'Avray), nuancée d'une grisaille d'argent dans le Nord, notamment autour d'Arras, où il a entraîné des peintres locaux comme Dutilleul, Desvare, son ami Robaut qu'on retrouve ici, ainsi que ses compagnons de Barbizon : Rousseau, Daubigny, Harpignies, Trouillebert ; ceux de Honfleur : Jongkind, Boudin. Tous ont peint dans la lumière de Corot.

Corot a peint ce qu'il sent, avec ce « regard de l'âme » que

Baudelaire a été le premier à remarquer. C'est ce Corot vibrant naïvement devant la nature qu'on retrouve ici, un Corot qui semble n'avoir rapporté d'Italie qu'une patita lumière sur les pierres blanches, ignorant Michel-Ange et Raphaël.

Comme dans toutes les expositions où l'on n'a pas été en mesure de réunir le meilleur (mais comment réaliser aujourd'hui un tel projet ?) il faut s'attendre à trouver beaucoup des dernières œuvres de ce peintre qui, ayant commencé tard, à la trentaine, a connu dans sa vieillesse une fureur de peindre : tous les jours dehors pour récolter des impressions, tous les jours dans l'atelier pour les exprimer avec cette facture franche et naturelle qui devenait adopter les impressionnistes. Voici le Corot de la spontanéité, qui a peint comme d'instinct la *Route de Sir-le-Noble*, surprise le *Bain des bergers* et le *Lévé des filets* dans la rivière, contemplés les eaux tranquilles du *Petit marais* dans les environs d'Arras...

Que son tableau soit liché ou enlaid, Corot est un peintre que l'on aime pour les sentiments sur la nature qu'il sait réveiller en nous, pour la petite musique de sa matière picturale, légère, éternelle et qui fait frémir de lumière le feuillage des bouleaux sur de petits coins de terre. Tous, dans ses moindres vues, on retrouve l'Arcadie de Corot.

J. M.

\* Dans la lumière de Corot, à Saptentrion, Fondation Anne et Albert Prouvost, à Març-en-Barcel, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai.

## THÉÂTRE A DOMICILE

### Scènes de ménage à Villeneuve-d'Ascq

Originale initiative à Villeneuve-d'Ascq : deux acteurs vous proposent théâtre et scènes de ménage à domicile. Comme si vous y étiez, comme si vous y participiez.

Lui, avec son gilet multicolore de laine molle, ses pantoufles, ses cheveux noirs gominés et l'expression du Français pire que moyen. Elle en robe d'hôtesse style Club Méditerranée. Le poste de télévision distille une retransmission incolore, inodore et sans saveur de ballet soviétique. Lui la regarde qui sert du café à la vingtaine d'invités présents. Elle lui lance des regards noirs, à lui qui ne se remuait même pas pour passer le sucre.

Atmosphère à couper au couteau dans un appartement bon chic, bon genre, de la banlieue lilloise, à Villeneuve-d'Ascq. Quinze minutes d'uo silence pesant, volontaire, passent avant que le théâtre commence. Voilà : lui et elle s'engueulent. Pas d'autre mot : la dispute classique. Et pour cause : avec leurs sales caractères respectifs de bourgeois, comme vous peut-être et moi sûrement, ils s'envoient à la figure des gracieusetés piquées, de-ci, de-là, dans Courteline (*Boubouroche*, les *Boulingrins*, la *Paix chez soi*, la *Peur des coups*). Le ton monte. On aura droit à toutes les injures du genre, aux reproches les plus crasses. Aux questions de frite. Aux menaces. Il la hait, lui hurle qu'elle le trompe. Elle l'humilie et

ricane afin qu'il prenne la mouche. Ils se viennent aux coups. Il file dans la cuisine casser de la vaisselle ; revient en peignoir de bain et chaussettes et l'enjoint de venir dormir, d'arrêter ses coups. Cette hystérique n'a pas hésité à sortir sur le pas de la porte et crier : « A l'assassin ! » afin que nul voisin n'ignore qu'il y a chez eux de l'eau dans le gaz. Scénario désormais prévisible. A qui fera sa valise le premier. C'est elle : fausse sortie de querelle rituelle.

Lui et elle sont maintenant sur le lit, et vous, agglutinés soudain dans la chambre à coucher, le nez sur une ecclésie de misère. Puis l'orage reprend de plus belle. Ce serait sans fin ; cela dure tout juste une heure durant laquelle, on fait, on rit plutôt. Cela s'appelle *Scènes de ménage*, du théâtre à domicile qui a déjà été donné une quinzaine de fois, toujours chez des hôtes différents, et la liste des demandeurs intéressés à recevoir Maryse Degoutin et Jean-Luc Pallès, les deux comédiens transformés en époux furieux, ne cessent de s'allonger. Moyennant une somme forfaitaire de 400 ou 500 francs, on se paye ainsi le « drôle d'effet » que cela fait, paraît-il, de voir son lit conjugal métamorphosé en accessoire de la dérision. On prévient ses amis et l'on ouvre toute grande sa maison aux troubadours de la quotidienneté : ils ont tous les droits, même celui de ramasser les débris d'assiettes après usage.

S'ils ne prennent pas mal les modalités du show (il est arrivé

MATHILDE LA BARDONNIE.

\* Espace la Rose des Vents, Villeneuve-d'Ascq, jusqu'au 31 mars.

CAPRI Grand Boulevard - 7 PARNASSIENS

CATHERINE DENEUVE GERARD DEPARDIEU  
JEAN POIRET

### LE DERNIER METRO

Un film de FRANCOIS TRUFFAUT

10 CÉSARS 1980

Théâtre de la Salamandre

### le Saperleau

30 représentations exceptionnelles à 40 francs (hors 100 francs de 100 francs)

LE MONDE : « un spectacle d'anthologie en 10 minutes »

LE MATIN : « intéressant, intelligent et drôle »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « un spectacle d'anthologie »

F. INTER : « une pièce nouvelle »

LE NOUVEAU OBSERVATEUR : « Hommage à Robert de La Harpe »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « un spectacle d'anthologie »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « un spectacle d'anthologie »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : « un spectacle d'anthologie »

Théâtre de la Bastille 357 42 14 le 24 mars 21h Frank + Johnnie

for BILLIE HOLIDAY  
WINSTON YONG, BRUCE GEDULIG

Théâtre de la Bastille 357 42 14







## PÉRIPHÉRIQUE

## Faire tourner 36 kilomètres de voitures...

On se croirait dans une boîte de nuit. Espace circulaire, voûte et parois peintes en noir, lumières tamisées, écrans multicores des pianos électroniques : c'est le P.C. du boulevard périphérique.

Ici, depuis cinq ans, jour et nuit, se relayant par équipes, des hommes en uniforme s'acharnent à résoudre le plus ardu des problèmes : comment faire tourner quotidiennement et aussi vite que possible un million de véhicules sur un ruban d'asphalte de 36 kilomètres de développement ? Variable supplémentaire : le circuit est orné de 147 entrées et sorties (dont six autoroutes).

Pourtant, il faut que ça tourne, coûte que coûte. La thombrose fatale s'est produite une dizaine de fois depuis que l'artère a été ouverte dans sa localité, voici dix ans. Pour le commandant Roland Dumain et l'ingénieur Hervé Le Gompil, les patrons du « péri », ce sont autant d'échecs.

A l'origine, le périphérique n'était qu'une simple saignée pour décongestionner les boulevards des marchands. Il est devenu aujourd'hui le passage obligé de banlieue à banlieue, la première autoroute de transit de région et même un cordon ombilical entre le nord et le sud de l'Europe. Un engorgement d'une journée, et ce sont 300 000 camions qui ne livrent pas à l'heure, certains venant d'Amsterdam, ce sont vers Gibraltair.

Pour maintenir ouverte cette « voie sacrée », on a mis le paquet : un ordinateur, trente techniciens et ingénieurs de la Ville, 245 policiers en képi blanc, 26 véhicules et 16 motos en patrouille.

Il s'agit de gérer le « péri » au plus près, pour lui donner son rendement maximum.

Délicat, car l'ouvrage construit en huit ans, par bribes et morceaux, accuse ses défauts avec l'âge : ici deux voies, plus loin trois, pas de bande d'arrêt sur la majorité des parcsours, des courbes vicieuses comme celles de Gentilly ou de Bagneux, des bretelles mal placées, comme à Picpus, ou qui débilitent à l'excès, comme à Châtillon.

On a piégé la bête. Des compteurs de voitures cachés dans la chaussée, des caméras plantées tous les trois cents mètres, des téléphones semés la long du parcours et des patrouilles incessantes racontent au P.C. la vie de l'ouvrage minute par minute. Une vie de dingue : trente accrochages par jour, dont trois accidents graves, douze cents blessés et une vingtaine de morts par an, sans compter les suicides qui se précipitent du haut des ponts, et les gangsters qui, hold-up fait, tentent de se fondre dans l'anonymat du troupeau automobile.

Pour les piéger, un seul moyen, désespéré : tout bloquer et les prendre lorsqu'ils sortent de leur voiture.

Hormis ce cas de force majeure, la hantise des hommes du commandant Dumain, c'est d'interrompre le moins possible l'écoulement du fleuve mécanique. Un quidam en panne ? Un des cars en patrouille fonce et, grâce à ses pare-chocs renforcés, bousille le véhicule hors du circuit.

Est-ce plus grave ? Une des cent huit dépanneuses accréditées par la préfecture est immédiatement requise pour enlever l'épave. Un chauffard fait-il le zozz ? Pas question de l'arrêter. La voiture qui le suit lui enjoint par haut-parleur de sortir par la première bretelle.

Sur le « péri », malheur ou bon Samaritain. Celui qui stoppe pour dépanner un collègue peut être impitoyablement fustigé quelques secondes plus tard. Et pourtant, racontent les policiers, on rencontre encore des inconscients qui, la nuit, sur la voie de gauche, démontent leur roue après une crevaisson.

La maladie du circuit est telle qu'on le prend pour un ennemi de vitesse. Celle-ci est théoriquement limitée à 80 km/h, mais la fraude est générale. A ce point que les policiers ne dressent plus de contravention au-dessous de 105 km/h. Il faudrait épingler tout le monde. Malgré cette tolérance, les radars mobiles équipés de photos-flashs que l'on plante entre les glissières enregistrent six cents infractions par nuit. Tarif minimum : 700 F d'amende et quinze jours de suspension du permis.

Le périphérique est à ce point dangereux que le commandant Dumain hésite à lancer ses motards dans la mêlée. Il a fait équiper ses hommes de gilets réfléchissants et ses camionnettes de rampes lumineuses. Pourtant, l'autre nuit, un conducteur belge est entré « schuss » dans l'arrière de l'un des cars de police à l'arrêt. « Vous n'avez pas vu les feux clignotants ? » « Je croyais que c'était l'entrée d'un tunnel », a répondu l'homme.

MARC AMBROISE-RENDU.

## La maison de M. Seghers

Créée sur l'initiative de la mairie de Paris et de Pierre Seghers, la Maison de la poésie vient d'être inaugurée. C'est un vaste salon susceptible d'accueillir une centaine de personnes assises, situé à la terrasse supérieure du Forum des Halles (101, rue Rambuteau, 75001 Paris, tél. : 236-27-53).

La Maison sera dirigée par un conseil artistique composé de onze membres, présidé par M. Pierre Seghers, assisté de MM. Alain Boquet, Luc Bérthier, Marcel Jullian, Jean-François Kahn, Kenneth White, et quelques autres.

Elle mettra à la disposition du public une bibliothèque et une médiathèque spécialisées dans la poésie moderne, rendra des hommages à Jean Tardieu tout d'abord, du 15 au 21 avril, invitera des poètes français et des étrangers, organisera des ateliers de poésie pour des élèves du mercredi après-midi.

## CERCLE DE JEU

## Un joueur sans son enfer

Au temps de sa splendeur, l'enfer était gardé par un portier glorieux comme un maréchal d'Empire, haut comme un mélin, il filtrait les entrées d'un œil tout éclairé de probité, de fermeté sous les aisselles. Des visiteurs s'en allaient par les limousines aux quatre coins du boulevard. On entrerait à l'aise, des sacs dans la poche, du « banco » gagnant plein la tête. L'air bruisait de chiffres et de numéros ; on courait à tous les étages. Une vraie petite Bourse.

Aujourd'hui, c'est la déchéance ; l'injustice des injustices depuis ce sombre jour de juillet 1981 où les féroces du ministère de l'Intérieur viennent forer les tapis et ordonner aux croupiers d'aller s'installer sous d'autres lambris. Mises et définitives d'un cercle de jeu.

Le lieu fait pitié à voir. Une porte entablée, du néant à la réception, un escalier d'honneur dégoûtant de déshonneur, une dame des vestiaires en duili (« Ça va faire deux ans le 3 juillet exactement » la fermature) ; tout ça dans un silence affreux. Navrant. « On espère », dit le barmen, « on espère », dit le même dame des vestiaires, « on espère », dit le

joueur. Ils espèrent. Le dossier est plié. Bientôt...

La maison n'est pourtant pas complètement close. Chaque après-midi, des particuliers poussent la porte du grand salon pour venir se faire peur dans des parties de bridge ou de rami simple (sans dealer, sans sel). On appelle ça des jeux de commerce. Rien à voir avec les jeux de hasard. Le train fantôme contre le grand « 8 ». Mais ces bonnes gens apportent un peu d'animation, du goutte à goutte dans le corps du moribond. Survivent.

Pourrait-on visiter le sanctuaire ? Strong verboten ! On insiste. Toute cette machine à l'arrêt, les stèles de l'œuvre du croupier, les fautes, les chaises hautes des chefs de parties, les tables orphelines avec de l'eau verte et dormante dessus. Il avait dit : « Quand on est connu, on peut tout faire, on a tous les droits, sauf celui d'être mal élevé et de ne pas écarter ». En face de ce désert, le mot lui revenait : « Pour le personnel ! » Et le personnel qui remerciait le gagnant de ses trop fastueux pourboires. Le digne de la

victoire. C'est une fête, c'est un sport. Redistribuez les gains !

Lui, le joueur anonyme, qui ne connaît ni les subtilités de la machine ni les intrigues de la belote, mais tout des spasmes secs du baccara et des morsures du poker, raconte l'art et le métier de se faire admettre et de survivre dans ce tripot doré.

Au départ, une histoire simple : deux perrins et une carte d'identité. Après, tout se complique. « Brûleur ». Il y a le joueur, le « flambeur » et le « brûleur ». Le brûleur est le joueur fou, l'homme de spectacle, celui qui amuse et qui fait froid dans le dos. Un club n'accepte d'accueillir ce genre de trapéziste que s'il a bien compris les règles du jeu. D'abord, laisser beaucoup d'argent à l'organisation, ensuite se plier à l'équité : ramasser ses données à l'heure dite et ne jamais trop ouvertement aller flirter ailleurs. On pourra des lors s'installer au chaud dans la pension de famille et vivre en toute tranquillité de ses rentes et de ses efforts. Il a ici son numéro matricule depuis dix ans.

Un bon romancier russe soutient que, « si l'on est circonspect, froid

et inhumainement prudent, on peut sûrement, sans le moindre doute, gagner tout ce que l'on veut ». L'histoire. « Qui parle de gagner de l'argent ? Gagner tout court. Idéalement, j'en ai eu 1 000 francs, je culmine à 80 000 francs, je sors avec 1 000 francs. J'ai vécu. Comprenez bien : je suis sans logique — je ne suis ni un saint, ni un monarque de puissance, ni dans l'assassinat de l'œuvre. Quand je suis à la table, je choisis ma victime ou mon bourreau. Je joue... » Je brûle de jouer.

Popularité, confort et respectabilité : là voici ma dans la ville ; plus de chez soi. Pense-t-il au jeu ? « Tous les jours. Pour moi, pour moi n'importe-t-il pas, pourquoi ne s'en va-t-il pas porter ses turpitudes dans une autre confédération ? Fidélité. Un cercle, c'est une gelée ; devient des inconnus, on ne ramasse pas de la même manière. Mes duels, mes succès et mes drames sont là. Je reste devant les grilles... »

Un joueur privé de son enfer, de son paradis.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

• A la galerie Marigny une exceptionnelle collection privée d'éventails du dix-septième siècle au vingtième siècle. Fragiles reflets du temps qui passe, avec les velins goudronnés de robes galantes, les montgolfières (dont on célèbre cette année le deuxième centenaire) ou les assignats de l'époque révolutionnaire. D'autres éventails anciens sont proposés à la vente, de 2 500 F à 5 000 F pour un éventail dix-neuvième siècle de qualité. (2, rue de Miromesnil, 10 h à 19 h, sauf dimanche, jusqu'en mai.)

• Sous le titre « Cinéma », la galerie Viviane Edders propose un curieux spectacle immobile : stars et scènes de films en reliefs peints, vedettes statufiées par Brigitte Savozzi et Manas-Marinell (12, rue Saint-Merri, 14 h à 19 h, sauf dimanche, lundi, jusqu'au 23 avril.)

## VENTES

Dreux : meubles classiques et rustiques, tableaux. Fontainebleau : meubles dix-huitième siècle et Empire, porcelaines, notamment de Joffe Peil, tableaux dix-neuvième siècle. L'Isle-Adam : timbres-poste. Melun : tapis d'Orient (10 h à 45) ; Arts d'Extrême-Orient (14 h). Provins : timbres, poste aérienne (14 h) ; meubles, bibelots (17 h). Versailles (Cheval-Légers) : Tableaux modernes (Bonnard, Boudin, Cernuschi, Merle Laurencin, Lebourg, Van Dongen, etc.).

## PARIS EN VISITES

LUNDI 28 MARS  
• Le Lorrain. 15 h 30, Grand Palais, M<sup>me</sup> Angot.

• Crypte archéologique de Notre-Dame. 14 h 30, métro Cité, M<sup>me</sup> Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Hôtel de Lauzun. 15 h 17, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Ferrand.

• Le Poitou roman. 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).

• La Mosquée. 15 h, place du Puits-de-l'Ermitte (Paris et son histoire).

• Le Marais, place des Vosges. 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur du Passé).

MARDI 29 MARS  
• Le Père Lachaise. 15 h, entrée principale (Approche de l'art).

• Musée de la marine présenté aux enfants. 14 h 30, entrée, M<sup>me</sup> Rojon (A.R.S.).

• Chez un souffleur de verre. 15 h, 59, rue de Turenne, M<sup>me</sup> Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Hôtel de Lamballe. 15 h, métro Passy, M. Jaslin.

• Sept des plus vieilles maisons de Paris. 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antiques).

CONFÉRENCES

MARDI 29 MARS

14 h 30, 71, rue de la Pompe, M<sup>me</sup> Saint-Gérons : « Océan Redon, Gustave Moreau » (projection).  
17 h 30, 6, rue Ferrus, Abd-El Rahim Khane : « L'industrialisation du tiers-monde » (TFR).

(Suite de la page 14.)

(539-52-43) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Paramount-Mallot, 17 (734-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25) ; Clichy-Patbé, 19 (522-45-01) ; Sorbonne, 19 (241-77-99).

MY DINNER WITH ANDRÉ (A. v.a.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A. v.a.) : Biarritz, 9 (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A. v.a.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-60-10).

PARTNERS (A. v.a.) : Paramount-Opéra, 9 (325-59-83) ; Momo-Carlo, 8 (225-09-83) ; v.f. : Trois-Hauts, 9 (770-57-55) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-60-10).

LA PETITE BANDE (Fr.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 9 (325-71-08) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Parisiennes, 14 (329-60-10) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) : Biarritz, 9 (723-69-23).

RANEO (A. v.a.) : UGC Danton, 6 (329-42-02) ; St-Germain-Hubert, 6 (350-19-08) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; v.f. : Biarritz, 9 (742-60-33) ; Rex, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 9 (325-71-08) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (320-77-10) ; Mithras, 14 (320-77-10) ; Mistral, 14 (320-77-10) ; Magic-Convention, 15 (828-42-27) ; Clichy-Patbé, 19 (522-46-01).

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont-Boulevard, 2 (878-81-60) ; Gaumont-Boulevard, 2 (878-81-60) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-76-05) ; Montparnasse, 14 (320-76-05).

SANS RETOUR (A. v.a.) : Paramount-Opéra, 9 (325-59-83) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Olympie-Batuc, 8 (351-06-06) ; Parisiennes, 14 (329-60-10) ; v.f. : Biarritz, 9 (742-60-33) ; Luminère, 9 (246-49-07) ; Paramount-Bastille, 12 (343-01-59) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse, 14 (320-76-05).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action-Christie, 6 (325-47-46).

SUPERVIEUX (A. v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9 (770-10-41).

THE VERDICT (A. v.a.) : Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; UGC Danton, 6 (329-42-02) ; Mithras, 14 (320-77-10) ; Biarritz, 9 (742-60-33) ; Athènes, 12 (327-31-65) ; Montparnasse, 14 (320-76-05).

LES VOUS-TOI DE DOLLY BELL (Fr.) : (You, v.a.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18).

TOOTSIÉ (A. v.a.) : Gaumont-Halles, 10 (327-40-70) ; St-Germain-Hubert, 6 (350-19-08) ; UGC Rotonde, 6 (833-08-22) ; UGC Opéra, 9 (325-71-08) ; Gaumont-Capota, 8 (359-19-08) ; Biarritz, 9 (742-60-33) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 13 (357-90-81) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Richelieu, 2 (223-56-70) ; Bretagne, 9 (246-66-44) ; Nations, 12 (343-04-67) ; UGC Gobelin, 13 (320-77-10) ; Gaumont-Sud, 14 (327-31-65) ; Margite-Capota, 12 (320-76-05) ; Mistral, 14 (651-99-75) ; Paramount-Mallot, 17 (758-24-34) ; Clichy-Patbé, 19 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Biarritz, 9 (742-60-33).

TRAVAIL AU NOIR (Ang. v.a.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 13 (357-90-81).

LE TRAVAIL AU NOIR (Ang. v.a.) : Gaumont-Halles, 10 (327-40-70) ; Vendôme, 2 (742-97-52) ; Impérial-Patbé, 2 (742-97-52) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-76-05) ; Kinoparc, 15 (306-50-50).

TRON (A. v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; 44-Boulevard, 9 (326-12-12).

UNE GIGLE (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (544-38-80).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-60-10).

VICTOR, VICTORIA (A. v.a.) : St-Michel, 9 (326-79-17) ; Montparnasse, 14 (329-60-10) ; v.f. : France, 3 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (329-60-10) ; Convention St-Charles, 15 (579-33-00).

LES YEUX DU MAL (A. v.a.) : Paramount-City, 8 (352-57-07) ; Paramount-City, 8 (352-57-07) ; Paramount-City, 8 (352-57-07).

YOL (Turc. v.a.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 13 (357-90-81) ; v.f. : Capri, 2 (508-11-69).

Les grandes reprises

ASSÈNE DE MALICE (A. v.a.) : Espace Gédé, 14 (327-93-94).

ALLENAGNE MÈRE BLAFARDE (A. v.a.) : Marais, 6 (278-47-86).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 3 (354-47-42) ; Mac-Mahon, 17 (380-54-81).

L'AVVENTURA (It. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE BAISER DU TUEUR (A. v.a.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-33) ; Olympia Balzac, 9 (561-10-60).

BAS LES MASQUES (A. v.a.) : Action Christine, 6 (327-46-46) ; Action La Fayette, 9 (878-80-50).

LA BÊTE (Fr.) : Clichy-Patbé, 19 (522-46-01) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; Ermitage, 6 (325-15-11) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

CABARET (A. v.a.) : Noces, 3 (354-42-34).

DEEP END (Ang. v.a.) : Studio de la Harpe, 9 (634-23-32).

DELIVRANCE (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capri, 2 (508-11-69) ; Parisiennes, 14 (329-60-10).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

ERASERHEAD (A. v.a.) : Escorial, 13 (707-28-04).

LA FEMME D'A CÔTÉ (Fr.) : André Bazin, 13 (337-74-39).

LA FEMME AU PORTRAIT (A. v.a.) : Action Rodière, 9 (325-72-07).

FITZCARRALDO (A. v.a.) : Locomotive, 6 (544-57-34).

LES FORBANS DE LA NUIT (A. v.a.) : Studio Contrejour, 2 (725-75-37).

ITLIE SUR LE TOIT DU MONDE (A. v.f.) : Napoli, 17 (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) : Grand Paris, 15 (554-46-85).

KEY LARGO (A. v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

LE LAURÉAT (A. v.a.) : Quartier Latin, 5 (326-84-25).

MACADAM COW BOY (A. v.a.) : Studio Alpha, 5 (354-39-47).

LA MELODIE DU BONHEUR (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A. v.f.) : Grand Paris, 15 (554-46-85).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Escorial, 13 (707-28-04).

LA PLUIE DU DIABLE (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A. v.a.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.f.) : Clichy-Patbé, 19 (522-46-01).

PORTIER DE NUIT (It. v.a.) : Olympia-Halles, 10 (327-40-70) ; Studio Média, 9 (693-25-97) ; Elysées Lincoln, 8 (359-26-14) ; Parisiennes, 14 (329-60-10) ; v.f. : Biarritz, 9 (742-60-33) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 13 (357-90-81).

RAGTIME (A. v.f.) : Paris Louis Breg, 19 (606-64-98).

SEPT ANS DE RÉGEXON (A. v.a.) : Risiko, 19 (607-87-61).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang. v.a.) : Lops, 2 (334-26-42) ; Olympia, petite salle, 14 (542-67-42).

LA STRADA (It. v.a.) : Clichy-Patbé, 19 (522-46-01).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap. v.a.) : Action Christine bis, 6 (325-47-46).

## LES FILMS NOUVEAUX

BANZAI, film français de Claude Zidi. Gaumont-Halles, 10 (327-40-70) ; Biarritz, 9 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (223-56-70) ; Quinquette, 3 (633-79-38) ; Mithras, 14 (320-77-10) ; George V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Luminère, 9 (246-49-07) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 13 (357-90-81) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-76-05) ; Gaumont-Sud, 14 (327-31-65) ; Biarritz, 9 (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Vieux-Hug, 16 (721-89-73) ; Wapler, 18 (322-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

DARK CRYSTAL, film américain de Jim Henson et Frank Oz. v.a. : Montparnasse-Patbé, 14 (320-76-05) ; Gaumont-Sud, 14 (327-31-65) ; Biarritz, 9 (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Vieux-Hug, 16 (721-89-73) ; Wapler, 18 (322-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

GANDHI, film britannique de Richard Attenborough. v.a. : Gaumont-Halles, 10 (327-40-70) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-76-05) ; Kinoparc, 15 (306-50-50).

LA ULTIMA CENA, film italien de Tommaso Gaudenzi. v.a. : Epée-de-Bata, 9 (337-57-07) ; Epée-de-Bata, 9 (337-57-07) ; Epée-de-Bata, 9 (337-57-07).



# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Séria : Dallas.
- 21 h 25 Droit de réponse. Emission de Michel Polac. Adolescents des villes, adolescents des champs.
- 22 h 50 Étoiles et toiles : spécial Ingmar Bergman. Magazine du cinéma de Frédéric Mittrérand.
- 23 h 30 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- CHAMPS-ÉLYSÉES LE 26 MARS**
- CHRISTOPHE**  
son nouveau 45 tours  
**Succès Fou**  
DISQUES MOTORS  
REF. MTO 55015 DISTRIBUTION CBS
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker. Autour de M. Berger, D. Guichard, M. Darc, J. Villaret, etc.
  - 21 h 50 Séria : Une femme nommée Gilda. De H. Gast. réal. A. Gibson, avec I. Bergman, J. Davis, A. Jackson...
  - 22 h 35 Jazz : la grande parade. De J.-C. Averty. Avec Stan Getz.

### 23 h 5 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Tous ensemble : Grenoble 83 ou les chroniques stendhaliennes. Émission de A. Charoy, à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Stendhal, avec la participation de C. Villers et F. Chaumette. FR 3 Rhône-Alpes propose un programme unique sur le réseau national.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 30 Musi-Chub.
- Quatrième symphonie de G. Mahler par l'orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam sous la direction de B. Haitink.
- 22 h 35 Portrait d'un boxeur : Lucien Rodriguez.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h « Le Sténographe », de S. Ganzl. Avec J.-C. Drouot, B. Ballez.
- 22 h 5, La Fugue du samedi.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées à Paris le 14 février 1983) : « Scènes pour violon et piano » de Schumann ; « Variations Toccata-Binetti » de Schubert ; « Sonate pour violon et piano en mi bémol majeur » de Strauss ; par G. Kremer, violon et A. Schiff, piano.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique.

Dimanche 27 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept. De J.-L. Burgel, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Polaire : résistance passive : la spéculation ; le grand témoin : F. Giroud ; la télévision yougoslave.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Le Juge et l'Assassin, de B. Tavernier (1975 - Redif.). Un ancien sergent, vagabond sujet à des crises de folie criminelle, est traqué par un juge d'instruction à Privas, qui veut l'envoyer à la guillotine, pour servir sa carrière. D'après un fait divers réel, une peinture sociale et politique de la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'affrontement psychologique de deux personnages remarquablement incarnés par deux grands acteurs.
- 22 h Ballet : Les Biches. Musique de F. Poulenc, chorégraphie de B. Nijinska, par le ballet-théâtre de Nancy, réal. L. Godevas avec S. Clavier, L. Vachet, (Redif.).
- 23 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h 5 Dimanche magazine. La vallée des émaraldes.
- 19 h 5 Sports 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jau : la Chasse aux trésors, de J. Antoine et R. Denis. Pour la troisième année consécutive, Antenne 2 diffuse une nouvelle série de « chasse aux trésors ». Duplex Paris-Bali, hélicoptère, jeu en direct.
- 21 h 40 Document : Visite au musicien. Edward Higinbottom et les chœurs d'Oxford.
- 22 h 30 Concert (donné à la Philharmonie de Berlin le 5 décembre 1982) : « Concerto pour piano et orchestre n° 3 » de Rachmaninov ; « Symphonie n° 1 en sol mineur » de Tchaïkovski.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : en simultané avec Antenne 2.
- 23 h Entre guillemets.
- 0 h 5, Musique de nuit.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcia.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Aspects du court métrage français. Le Petit Nuage, de S. Hesse.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : Les Croix de bois. Film français de R. Bernier (1931), avec P. Blanchard, C. Vanel, G. Gabrio, A. Aumont, A. Arlaud, P. Labry (N.). 1915. Un étudiant en droit s'engage et va combattre sur le front de Champagne. Il découvre la camaraderie des soldats et l'horreur d'une guerre qu'il envisageait d'un point de vue idéaliste. Dans le contexte historique de sa réalisation, ce film, inspiré d'un livre de Roland Dorgelès, est une grande importance par son message pacifiste, son hommage aux anciens combattants et ses qualités artistiques.
- 0 h 16 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 0 h 20 Prélude à la nuit : Chopin.

### FRANCE-CULTURE

- 17 h 30, Rencontre avec... Alain Peyrefitte.
- 18 h 30, Ma non troppo.
- 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
- 20 h, Albatros : André Zanzotto, poète italien.
- 20 h 40, Atelier de création radiophonique : Abécédair, par J.-L. Rivière.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (donné à la Philharmonie de Berlin le 5 décembre 1982) : « Concerto pour piano et orchestre n° 3 » de Rachmaninov ; « Symphonie n° 1 en sol mineur » de Tchaïkovski.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : en simultané avec Antenne 2.
- 23 h, Entre guillemets.
- 0 h 5, Musique de nuit.

## CARNET

### Décès

#### JACQUES DEBRONCKART

Nous apprenons le décès de Jacques DEBRONCKART, chanteur, compositeur et interprète, le vendredi 25 mars, à Paris, des suites d'une longue maladie.

[Âgé de quarante-neuf ans, Jacques Debronckart avait débuté par des tournées dans les cabarets parisiens avant de se produire à l'Olympia et à Bobino. Il a obtenu en 1965 le grand prix de disque pour une chanson intitulée « Adieu » et en 1969 le prix Charles-Cros pour « Je suis heureux, je suis comédien ». Il est l'auteur de la musique de « Tom Jones », comédie musicale dont la vedette était Georges Guétary.]

#### Aide de COUDENHOVE,

décédé accidentellement le 23 mars, à l'âge de vingt-huit ans.

La messe sera célébrée le lundi 28 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris-1<sup>er</sup>. L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Philippe (Morbihan).

13, avenue Beaussjour, 92140 Clamart, 4, avenue du Louvre, 75000 Paris-Montparnasse.

#### Aide de COUDENHOVE,

décédé accidentellement le 23 mars, à l'âge de vingt-huit ans.

La messe sera célébrée le lundi 28 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris-1<sup>er</sup>. L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Philippe (Morbihan).

13, avenue Beaussjour, 92140 Clamart, 4, avenue du Louvre, 75000 Paris-Montparnasse.

#### (Publicité)

**VISERBA DI RIMINI (Astrisque)**  
**HOTEL IL MILIONE**  
Moderne, tranquille, chambres avec douche, W.C., balcon, jardin, parking. Cuisine internationale.  
Tarif hors saison : Lit. 17.500. Juillet : Lit. 22.000. Français parlé (beaucoup de nos clients sont français).  
Prière de téléphoner au 19 39 361 734 127 (personnel : 140428).

### FORMATION

#### EXPRESSION DANS L'ENTREPRISE

— L'Université de quartier du treizième organise un cycle de séminaires à l'Union professionnelle des cheminots (33, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris) les 29 mars, 12, 19 et 26 avril, de 18 h 30 à 20 h 30, animées par M. R. Sainsaulieu, sur le thème « l'expression dans l'entreprise » dans le cadre des loisirs Auroux sur la négociation et l'expression des travailleurs en entreprise.

★ 30, rue de la Batte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 580-96-17.

#### LOISIRS

**ALLO, CULTURE** ? L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle met à la disposition des habitants de Cergy-Pontoise un numéro de téléphone grâce auquel ils prendront connaissance de tous les spectacles et loisirs en ville. Ce service, appelé « Cergy-scène », est obtenu en faisant le 032-36-36. Le message sera renouvelé chaque mercredi à midi.

#### LA LUTHERIE FRANÇAISE A PLEYEL

— Le groupe des luthiers et archiers d'art de France organise une exposition jusqu'au 2 avril, à la salle Pleyel, sur la lutherie française.

Un séjour de langue

#### différent.

A l'Ecole Américaine au Tessin ou en Angleterre.

**Anglais** : quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

**Chinois** : deux semaines de cours intensifs en chinois, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

En Suisse comme en Angleterre, activités variées : sports, musique, théâtre, excursions, etc.

TASSIS England Ltd, 19, Colindale Avenue, London NW9 1ST, England. Tél. (01-822) 815222, télex 32972.

#### The American School in Switzerland

## BREF

### FORMATION

— L'Université de quartier du treizième organise un cycle de séminaires à l'Union professionnelle des cheminots (33, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris) les 29 mars, 12, 19 et 26 avril, de 18 h 30 à 20 h 30, animées par M. R. Sainsaulieu, sur le thème « l'expression dans l'entreprise » dans le cadre des loisirs Auroux sur la négociation et l'expression des travailleurs en entreprise.

★ 30, rue de la Batte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 580-96-17.

#### LOISIRS

**ALLO, CULTURE** ? L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle met à la disposition des habitants de Cergy-Pontoise un numéro de téléphone grâce auquel ils prendront connaissance de tous les spectacles et loisirs en ville. Ce service, appelé « Cergy-scène », est obtenu en faisant le 032-36-36. Le message sera renouvelé chaque mercredi à midi.

#### LA LUTHERIE FRANÇAISE A PLEYEL

— Le groupe des luthiers et archiers d'art de France organise une exposition jusqu'au 2 avril, à la salle Pleyel, sur la lutherie française.

Un séjour de langue

#### différent.

A l'Ecole Américaine au Tessin ou en Angleterre.

**Anglais** : quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

**Chinois** : deux semaines de cours intensifs en chinois, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.

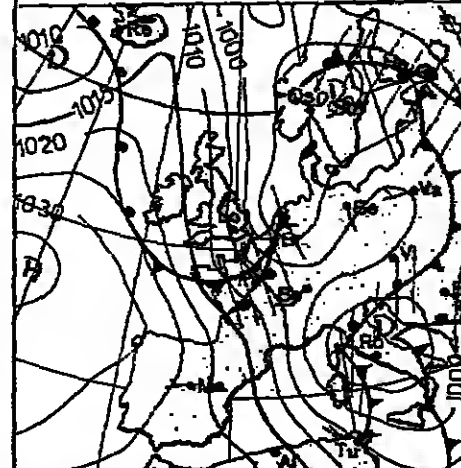
En Suisse comme en Angleterre, activités variées : sports, musique, théâtre, excursions, etc.

TASSIS England Ltd, 19, Colindale Avenue, London NW9 1ST, England. Tél. (01-822) 815222, télex 32972.

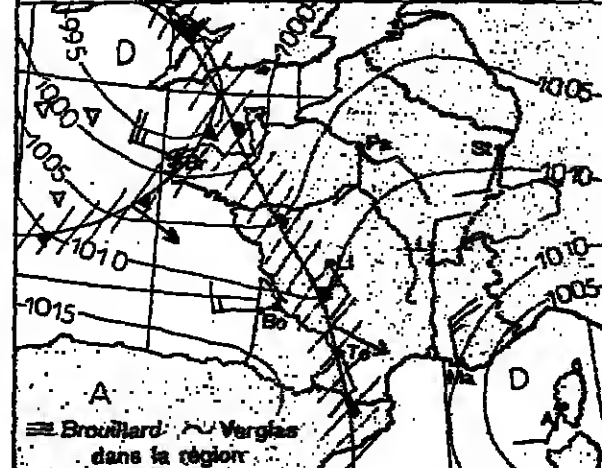
#### The American School in Switzerland

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 26. 03 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 27. 3. 83 DÉBUT DE MATINÉE



### Évolution probable du temps en France entre le samedi 26 mars à 0 heure et le dimanche 27 mars à minuit.

Les perturbations, suivies de temps instable, continuent à se succéder sur le pays, dans un champ barométrique qui reste dépressionnaire.

Dimanche, de la Bretagne et de la Basse-Normandie aux Pays de la Loire, au Sud-Ouest et aux Pyrénées, le temps sera très nuageux à couvert avec des pluies modérées, le matin. L'après-midi, les nuages seront encore abondants mais les pluies deviendront discontinues et le vent tournera au nord-ouest ; il sera assez fort près des côtes.

Du Nord aux Ardennes, Lorraine et Alsace, le temps sera froid et nuageux avec faibles pluies.

Ailleurs, les nuages deviendront progressivement plus nombreux, apportant des précipitations à partir de la mi-journée, sous forme de neige au-dessus de 500 mètres environ. Le minimum aura lieu dès le début de la nuit.

Les températures minimales seront de l'ordre de 0 à -2 degrés dans le Nord-Est, 7 à 9 degrés dans la Bretagne et de la Basse-Normandie jusqu'à l'Aquitaine, 4 à 5 degrés sur les régions méditerranéennes, 0 à +2 degrés ailleurs.

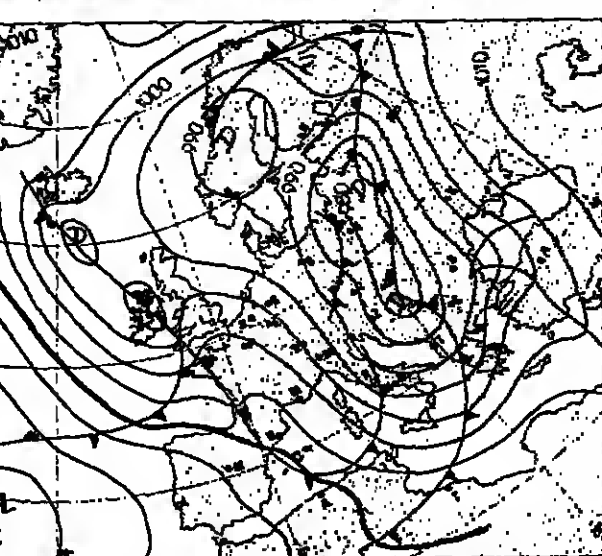
Les températures maximales seront de 5 à 7 degrés dans le Nord-Est, 12 à 15 degrés en régions méditerranéennes, 10 à 11 degrés dans l'Ouest, 5 degrés dans le Massif Central, 7 à 9 degrés sur les autres régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer étera à Paris, le samedi 26 mars à 7 heures, de 1 008,2 millibars, soit 756,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 mars ; le second le minimum de la nuit du 25 mars au 26 mars) :

- Ajaccio, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 10 et 7 ; Bordeaux, 10 et 6 ; Bourges, 8 et 3 ; Brive, 9 et 6 ; Caen, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 6 et 3 ; Dijon, 7 et 2 ; Grenoble, 5 et -1 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 7 et 2 ; Marseille-Marguerite, 9 et 6 ; Nancy, 7 et 1 ; Nantes, 9 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 9 et 2 ; Pau, 10 et 5 ; Perpignan, 10 et 8 ; Rennes, 9 et 4 ;

### PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



- Strasbourg, 8 et 1 ; Tours, 8 et 3 ; Toulouse, 10 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.
- Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 7 degrés ; Amsterdam, 6 et 2 ; Athènes, 22 et 14 ; Berlin, 8 et 0 ; Bogota, 4 et 1 ; Bruxelles, 7 et 2 ; Casablanca, 25 et 15 ; Les Canaries, 15 et 16 ; Copenhague, 7 et 1 ; Dakar, 26 et 23 ; Djibouti, 22 et 10 ; Genève, 6 et 0 ; Jérusalem, 20 et 8 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Lou-

dres, 9 et 2 ; Luxembourg, 5 et -1 ; Madrid, 12 et 0 ; Moscou, 9 et 4 ; Nairobi, 30 et 18 ; New-York, 5 et -3 ; Palma-de-Majorque, 13 et 9 ; Rome, 17 et 11 ; Stockholm, 5 et 0 ; Tazew, 24 et 8 ; Tunis, 20 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3414

#### HORIZONTALEMENT

1. Deux avec ou désagréable contrainte. Station belge. — II. Sur les bois d'un forestier. Avec beaucoup de veine, il peut débiter une arête. Auteur de la Belle Hélène. III. Se gonfle sous l'effet d'une bonne bise. Prête à porter. — IV. Unité rarement multipliée par cent. Explication marginale. Devenue pour des veines. — V. Cap espagnol. Note. Alternative. Article pour Carmen. Terme musical. — VI. Condensés. Prise d'eau pour bide. — VII. Peu ou beaucoup. Est pour le thé ce que le doigt est au porto. — VIII. Œuvrant pour la libération du poulu. Conjonction exprimant une injonction. — IX. Mordue ou pinée. A Couberlin ou à Loosbeem. — X. Grocque. On le voit plus souvent pour le meilleur que pour le pire. Négation. Toucher à sa fin. — XI. Celui du Très-Haut a une position plus stable que celui d'ici-bas. Femme valant son pesant d'or. Le propre de l'homme et le charme de la femme. — XII. Besogne rasante à double titre. Victime d'un travail incessant ou urgent. Copulative. — XIII. Icône en fut le joindre précurseur. Petites folies de nos grands-mères. Barbe ou façon de se raser. — XIV. Interjection. Titre cher à Verin. Travail avec des cartes ou se distraire avec des cartes. — XV. Ne se formalise pas quand on la traite de bourrique. Habitant du havre africain.

#### VERTICALEMENT

1. Aspect plutôt décevant d'une culotte militaire. Saisi et frappé. — 2. Peu apprécié dans l'art culinaire, il est encore moins dans l'art pictural. Sa victime s'en inquiète sans, pour autant, se faire des cheveux. — 3. A la tête du cerf ou aux lèvres du piqueur. Son demi peut servir un trois-quarts. — 4. Règne dans la savane ou trône au ciel. Productrice d'encre marine. Un tel son s'entend toujours grossier. — 5. Dans le genre burlesque, il est le roi. Dans le vent ou le vole-au-vent. Personnel. Article. — 6. Humain rapace ou animal vorace. Noir, il est blanchi au cours de l'instruction. Cyclade. — 7. Ceux qui le sont peu prennent le biberon, ceux qui le sont plus de la bouteille.

#### Solution du n° 3413

- Horizontalement**
- I. Epaulette. — II. Narration. — III. Nid ; rien. — IV. Enervante. — V. EG : el. — VI. Iota ; et. — VII. Demi ; usé. — VIII. Mo ; ibidem. — IX. Ira ; fle. — X. Marasme. — XI. Etas ; oust !

#### Verticalement

- 1. Ennemi ; mime. — 2. Pain ; odorat. — 3. Ardente ; ara. — 4. Ur ; ami ; as. — 5. Larve ; ibis. — 6. Etiage ; mo. — 7. Tia ; tudeu. — 8. Tante ; sel. — 9. Ensellément.

GUY BROUTY.



## Société

# Coup d'arrêt aux nationalistes corses

(Suite de la première page.)

Mission accomplie aujourd'hui, répond le commissaire Broussard, avec plusieurs semaines d'avance sur le plan que les policiers s'étaient fixés. Le F.L.N.C. se trouve affaibli par ces deux opérations-éclair, à commencer, pour respecter l'actualité, par la dernière en date, l'arrestation de quelques-uns des membres du commando qui avait attaqué pendant la « nuit bleue » du 11 au 12 février 1982, le centre de repos de la légion étrangère de Sorho-Ocagnone. Cette nuit-là, dans l'affolement, l'un des capotards avait tiré une rafale de pistolet-mitrailleur MAS-49 dans le dos des légionnaires Renato Rossi et Maurice Steinte, et on avait cru en Corse que, en rompant ainsi la trêve « négociée » avec le gouvernement de M. Mauroy, les militants avaient choisi de faire graver, sans prévenir, un échec à la violence insulaire.

Il ne s'agissait que d'une bavure, d'un accident provoqué par un imprudent, ont expliqué aux policiers les nationalistes arrêtés depuis midi dernier. Au terme de leur garde à vue, ils ont été inculpés « d'assassinat, de tentative d'assassinat, et d'infraction à la législation

sur les armes ». L'un d'eux, M. Joseph Moracchini, artisan, âgé de trente ans, était placé sur écoute téléphonique depuis un an, car des témoins avaient repéré sa fourgonnette près du centre de la Légion étrangère. Puis l'enquête avait été mise en sommeil. En la reprenant, on arrêtait plusieurs des amis de M. Moracchini, les policiers du service régional de police judiciaire, ont contraint trois hommes à reconnaître leur participation au commando : Joseph Moracchini lui-même, M. Charles Pieri, fonctionnaire âgé de trente-deux ans, et M. Félix Tomasi, commerçant âgé de trente-deux ans.

Trois autres personnes ont été inculpées pour des motifs annexes, essentiellement des infractions à la législation sur les armes : M. François Satti, carreleur de trente et un ans, Jean Felli, le seul Ajaccien du groupe, et Antoine Fipipi, commerçant, âgé de trente et un an. Ce dernier est en outre accusé d'avoir détenu des armes volées, le 4 janvier 1983, au palais de justice de Bastia.

Mais celui qui troisième renforce la thèse avancée depuis des mois : la C.C.N., créée pour occuper un ter-

rain politique légal, longtemps négligé par le F.L.N.C. est très impliquée dans les structures de l'organisation clandestine.

En janvier dernier, il avait été question de dissoudre la consulte en même temps que le F.L.N.C., mais il avait fallu y renoncer en raison de l'avance prise par ce mouvement dans le débat politique. L'interdire aurait entraîné de vives réactions. Les policiers restaient toutefois persuadés que plusieurs militants clandestins au moins étaient très actifs. Le succès de M. Broussard, c'est de les avoir démasqués.

Le coup est rude, et depuis vendredi, la Corse se pose bien des questions sur les vertus démocratiques des mouvements nationalistes légaux. On attend les prises de position de l'U.P.C. qu'on suppose fort troublée, d'autant que cette organisation passe pour être l'une des élites du « changement » en Corse, et que son chef, M. Edmond Simoni, milite activement à l'Assemblée régionale comme lors des élections municipales, pour la « transparence de la vie politique ».

Rude coup aussi pour la C.F.D.T., laissée sans voix par l'arrestation de

l'un de ses responsables les plus en vue. Quant à la C.C.N., elle s'appuie sur les méseures du syndicat et de l'U.P.C. pour expliquer que le F.L.N.C. inflige des hommes partout où il le peut. L'annonce de ces arrestations a suscité une vive émotion au Nord, qu'on disait, la semaine dernière encore, mieux protégée que le Sud des foudres du nouveau commissaire de la République.

Il faut bien convenir, après la conclusion de l'affaire Schoch, que la Corse s'attendait peu à un autre électrochoc, même bienfaisant. Au Sud, la semaine dernière, les révélations sur les liens entre le Front et des « voyous », racketteurs sans pitié, spécialistes du hold-up, avaient déjà bien terni la réputation du F.L.N.C. Quel coup la aussi ! Toute l'île a entendu, grâce à la diffusion de conversations enregistrées, la voix désespérée d'André Schoch, soumis depuis des mois à un racket obédient et qui demandait grâce, à bout de fatigue et d'angoisse. Tout l'île a compris que les membres de la bande de Jean-Baptiste Rimitti avaient peu de motivations politiques : ils avaient travaillé pour le F.L.N.C., lui prêtant main forte pour des attentats et que, à ce titre, ils se réclamaient de sa protection pour leurs basses besognes.

Terribles preuves ! Gérard Gonnat avait plastiqué au nom du Front, mais il connaissait des hold-up pour lui-même. René Tomasi, le meurtrier, nationaliste sincère, « ex-membre » déclaré du F.L.N.C., avait basculé dans le droit commun au point de multiplier les attentats



\* Dessin de Pierre LOEB

personnels, Christian Battesti, plaquageur politique lui aussi, notamment pendant la « nuit bleue » du 20 août 1982, était l'auteur de l'attaque à main armée commise, en janvier, contre un supermarché d'Ajaccio... Le F.L.N.C. se relèvera-t-il de cette histoire-là ? Beaucoup, en Corse, en doutent et s'attendent à une réplique aussi violente que désespérée du Front dans les jours à venir. Au terme de ces deux semaines mouvementées, l'organisation clandestine a publié, vendredi

25 mars au soir, un communiqué : « (...) Des militants sincères au départ se sont laissés entraîner sur une pente dangereuse et inacceptable pour notre organisation (...). Ils ont ainsi permis à des amitiés douteuses d'espérer s'abriter sous le parapluie politique pour exercer des activités à des fins personnelles (...). » Une analyse. Comme un regret, qui masque mal un profond désarroi.

PHILIPPE BOGGIO.

## Sports

### Paris-Scranton : Le retour des boxeurs français

Les boxeurs français sont présents sur tous les fronts.

Vendredi 25 mars, à Paris, Louis Acariès a relevé victorieusement le défi de Frank Winterstein. Dimanche, à Scranton, aux États-Unis, Lucien Rodriguez tente de ravir la couronne mondiale des poids lourds après Georges Carpentier.

Policiers sur le qui-vive, embouteillages, fous rages. L'atmosphère était à l'orage, vendredi soir, porte de Saint-Cloud. Un orage méthodiquement programmé, dûment commandé : le choc des poids-lourds de Paris et des tziganes des alentours par leur champion interposé : Louis Acariès contre Frank Winterstein. Le défi au champion d'Europe des poids moyens lancé par le fils d'un ancien boxeur de baraque foraine. Une mauvaise odeur flottait autour de tout cela : trop d'intérêts en jeu, trop de passions à vif. Les deux pugilistes s'étaient investis par voie de presse.

Et l'orage était effectivement près d'éclater dans la stada Pierre-de-Coubertin, archicomble, où des coups furent sporadiquement échangés entre spectateurs avant le combat. Supporters inconditionnels, les manouches étaient manifestement plus nombreux à avoir payé de 200 à 800 F leur place pour encourager leur favori. Un service d'ordre très musclé avait été disposé dans la salle. Les organisateurs redoutaient les conséquences d'une décision qui n'aurait eu, éventuellement, à prendre l'excellent arbitre Armand Krief au terme de douze rounds incertains. D'autant que les supporters des deux combattants s'étaient dangereusement rapprochés du ring dès le début du combat pour clamer leur encouragement.

En moins d'un quart d'heure, Louis Acariès parvint à désamorcer cette bombe à retardement. A la quatrième reprise, le champion d'Europe n'expédia son « challenge » par deux fois au tapis, le cueillant d'abord à la

mâchoire, puis au foie avant de le faire tomber pour le compte sous une ultime grêle de coups. Le pied-noir n'avait pas abordé sans une certaine appréhension ce combat contre un puncheur invaincu en vingt-neuf rencontres professionnelles. Il est monté sur le ring dans les mêmes dispositions que lorsqu'il avait battu le démoisseur yougoslave Marjan Benas. Barricadé derrière ses gants, il riposta aux attaques hardies de Winterstein par des gauches lourdes et précises.

L'expérience de quatre championnats d'Europe, de trente-neuf combats professionnels et de longs entraînements aux États-Unis ont nettement fait la différence. Une nouvelle étape a donc été franchie par Acariès vers le championnat du monde que les promoteurs de sa carrière lui promettent. En abattant Winterstein, il a aussi mis K.O. ses cousins tziganes. L'orage était écarter.

#### L'anti-Rocky

Rastait deux hommes : Acariès-la-joie, plus riche de 200 000 F et Winterstein-la-déprime, malgré une bourse de 100 000 F. Champagne dans un vestiaire, contrition dans l'autre. Le gitan montra à ses proches venus le reconforter et aux journalistes chargés de l'interroger une main gauche gonflée et douloureuse. Elle expliquait tout, cette main blessée ; elle rassurait pour l'avenir du boxeur, elle évitait de poser les vraies questions sur ses qualités. Mais une défaite à vingt-trois ans, ce n'est pas irrémédiable. « Je me suis relevé deux fois, j'ai montré mon courage. Quand on fait ce métier, il faut accepter de souffrir », dit le vaincu. Dans un coin du vestiaire, un petit homme de soixante-trois ans, dont le cœur fonctionnait avec un stimulateur, pensait déjà à autre chose : José Jover, le manager du Red Star de Saint-Denis, devait envoyer quinze heures plus tard pour les États-Unis où l'attendait un autre défi. Dimanche, sobriété-deux ans après Georges Carpentier, un autre Français devait disputer un championnat du monde poids lourds. Pour 800 000 F, Lucien Rodriguez - l'anti-Rocky - doit se jeter dans les griffes du Noir Larry Holmes. Dans ce cas précis, les efforts pour dramatiser la rencontre n'ont pas abouti. Personne ne croyait aux chances du Français face à « tueur » d'Eston.

ALAIN GIRAUDO.

### AUTOMOBILISME : Darniche accidenté

Le pilote de rallye Bernard Darniche a été victime. Le 27 mars, d'un grave accident à une trentaine de kilomètres d'Ajaccio. Darniche essayait une Audi 100 sur une route départementale lorsqu'il heurta en pleine vitesse une camionnette qui sortait d'un chemin de terre. Le conducteur de ce véhicule n'a pas été blessé mais le champion a été transporté à l'hôpital d'Ajaccio dans le coma.

Le pilote, qui souffrait d'un traumatisme crânien et d'une jambe fracturée, a repris connaissance peu de temps après son admission. Ses jours n'étaient pas en danger mais une intervention chirurgicale pourrait être envisagée à Paris dans les prochains jours. Darniche ne devrait pas pouvoir reprendre la compétition avant plusieurs mois.

### PLANCHE A VOILE : Windglider aux J.O. de Los Angeles

Fin d'une longue polémique. La planche à voile Windglider a été définitivement retenue pour les Jeux olympiques de 1984. Le modèle Windsurfer a obtenu le statut de planche de démonstration.

Cette décision a été prise à l'occasion de la session du Comité international olympique (C.I.O.) qui a lieu à New-Delhi.

Le choix de Windglider avait soulevé de violentes protestations de l'inventeur de la planche à voile, M. Koyte Schweitzer, qui détestait les brevets d'exploitation sur le territoire américain. Le C.I.O. a coupé la poire en deux en acceptant une épreuve de démonstration (style libre, longue distance), qui ne sera cependant pas attributive de médailles.

#### TENNIS :

### Tous les Français « sortis » à Nice

Série noire pour les joueurs français au tournoi de Nice. Christophe Cassa, qui avait fait sensation en éliminant l'Américain Jimmy Arias, a été « sorti » nettement par le Bolivien Mario Martinez (6-2, 6-1).

Favori de l'épreuve, Henri Leconte a été éliminé par celui qu'il avait suppléant en équipe de Coupe Davis, Thierry Tulasne (6-3, 7-6), mais l'ancien champion du monde junior devait succomber quelques heures plus tard face au vétéran espagnol Manuel Orantes (6-2, 6-1). Restaient donc qualifiés pour les demi-finales, d'une part, les Espagnols Luna et Orantes, d'autre part, le Bolivien Martinez et le Suédois Sundstrom.

A Monte-Carlo, le champion du monde junior, Guy Forget, a été éliminé au deuxième tour des qualifications par l'Espagnol Angel Gimenez (6-3, 6-3).

#### De notre envoyé spécial

Le cœur de la Corse, comme celui d'une minidette, bat la chamade. Ah, ce « super Broussard » ! Courageux, habile, chanceux, un brin « avantageux » comme on aime les hommes en Méditerranée. En un mot, irrésistible.

L'étonnante histoire d'amour entre l'île et son fils préféré à la saveur de l'eau de rose et les racines sentimentales du roman-photo. Comme elles paraissent précipitées ces fiançailles sur coup de foudre, comme il a échos trop vite, ce fan club, d'un seul mot d'ordre : « Broussard forever ».

Et pourtant, le trait est à peine forcé. La Corse a bel et bien oublié son premier slogan de janvier « Broussard fora » (dehors), - point sur un mur de la préfecture de région au soir de l'arrivée du commissaire de la République. Les élus, les porte-parole de l'opinion insulaire, ont vite dépassé ces marques d'intérêt poli et sceptique qui avaient accueilli l'envoyé du gouvernement chargé de cette tâche déclarée impossible, impossible : ramener la « paix publique » en Corse.

On annonçait son échec probable, presque certain. Après beaucoup d'autres, tant l'île, disait-on, scierait de violences irrécupérables. On vante déjà, deux mois et demi plus tard, la réussite-coup de poing de ce « gagnant qui rassure la Corse ».

Gardons-nous d'enfler encore la légende. Ne retenons que quelques anecdotes. Celle du conseil municipal d'Ajaccio, à majorité d'opposition, votant à Robert Broussard des félicitations émues à l'unanimité. L'ovation faite au commissaire par des centaines de jeunes au stade de football. Les louanges de Mgr Thomas, l'évêque d'Ajaccio, pourtant très critique en janvier sur la venue de l'ex-chef de l'antigang. Les scènes de rue, surtout, que le fiancé de la Corse ne dédaigne pas, ces étapes amicales, ces baisers, ces encouragements pendant les séances de frotting sur la plage...

Un gros flirt, donc, très vite passé, qui peut naturellement tourner court à la moindre faute, mais qui débute sous les meilleurs auspices. La conclusion de l'affaire Schoch (lire d'autre part), à peine plus d'un mois après le meurtre du coiffeur ajaccien, vaut, bien sûr, à M. Broussard de

se hisser à un haut niveau de reconnaissance et de sympathie. Mais le sentiment de l'île à l'égard de son commissaire de la République a été très vite perceptible.

C'est que la Corse, en décembre 1982, était épuisée, lassée de la violence et de l'insécurité, au-delà même de ce que laissent lire les indicateurs. L'annonce d'une réaction des autorités, les nominations de nouveaux policiers, la volonté gouvernementale, ont eu l'effet d'un premier baume.

#### Passion de chasseur

Dès janvier, avant même les réussites qui allaient suivre, il est apparu que la police se réveillait après un long assoupissement, se réorganisait, et que les villes n'étaient plus livrées à l'out à elles-mêmes, et que les gendarmes avaient repris leurs patrouilles sur les routes. « Il suffisait de redonner confiance aux policiers », expliquait M. Broussard. De leur insulter un moral de vainqueur. Vertu de la force d'entraînement : quand est retrouvé mort, le 9 février, une pancarte sur le corps (« Affaire Schoch terminée »), le coiffeur d'Ajaccio, le commissaire de la République sait qu'il joue ses chances de reconforter la Corse. Il foote et rallie tout son monde à sa passion de chasseur. « J'ai réuni, raconte-t-il, tous les personnels, jusqu'aux plantons et aux dactylos, dans le gymnase, et je leur ai dit la nécessité de se surpasser ».

La force de Robert Broussard, c'est aussi d'avoir les pleins pouvoirs dans l'île et de ne pas s'attarder aux obstacles administratifs. Il fait lever les gardes de C.R.S. inutiles, adresse ses félicitations par écrit aux gardiens de la paix qui viennent de réussir un « flagrant délit », vante sans cesse ses commissions et exhibe le chef de son S.R.P.J., Ange Mancini. Un policier nommé ici sous l'ancien septennat est-il critiqué par la gauche insulaire ? Il renforce celui-ci dans ses fonctions. Il impose à ses subordonnés, à force de séduction, son goût pour le « sens de la bande », solidaire et joyeuse, qu'il avait aimé donner à la Brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.), à Paris.

Cette impression de puissance en mouvement, ce côté « équipe spéciale en mission », est physique, sensible aux élus et à la population. M. Broussard n'a pas hésité, par exemple, à secouer la

délicatesse des journalistes de FR 3 et de Radio-Corse pour obtenir d'eux, après réquisition sur ordre d'un juge d'instruction, qu'ils diffusent les voix des racketteurs d'André Schoch... Et Ajaccio a pu voir le commissaire de la République se promener seul dans la rue, une heure après avoir été menacé par les mystérieuses Brigades révolutionnaires corses, qui venaient de faire exploser une bombe devant la fenêtre de son bureau. L'homme a de l'autorité et ne se laisse pas impressionner.

Voilà pour l'effet psychologique que consciemment recherché à destination des forces de police et de l'opinion publique insulaires. Les méthodes d'intervention retenues par M. Broussard sont, en revanche, très exactement à l'opposé de cette débâche d'activisme voyant. Les policiers n'agissent plus, aime-t-il à répéter, qu'avec une prudente discernement, isolant une enquête après l'autre. « Mieux vaut se fixer des objectifs précis et s'y tenir avec patience », dit-il. Fini le temps des rafles systématiques dans les milieux nationalistes qu'on inquiétait en vain après chaque vague d'attentats, « avant de laisser complètement tomber ».

L'affaire Schoch est typique du style Broussard en Corse : l'exact point de rencontre de la manière antigang et du travail de dentelle de la police judiciaire. Dès son arrivée, le commissaire Broussard s'est intéressé à Jean-Baptiste Rimitti, « un voyou de gros calibre », bien connu de la B.R.I. pour son art du hold-up. Rimitti et sa bande sont repérés, filés à Ajaccio. Les policiers du S.R.P.J., de leur côté, fouillent les marges de ce milieu criminel, étudient ses liens possibles avec le F.L.N.C., puis remontent jusqu'aux tentatives de racket contre le coiffeur d'Ajaccio. Les éléments matériels s'accumuleront bientôt, et il suffira de les servir à la première personne interpellée pour obtenir des aveux, d'autres noms et, enfin, l'identité du meurtrier. « Nous avons le temps », note Robert Broussard. Et nous tirerons patiemment sur toutes les ficelles que nos adversaires nous présenteront. Cette réussite parfaite du point de vue technique, très à propos sur le plan politique, a beaucoup impressionné. Mais M. Broussard, pour avoir montré si rapidement les tours de magie dont il est capable, devra multiplier les coups d'éclat s'il veut conserver la tendresse de l'île. Ph. Bg.



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Un fâcheux malentendu

Alors que la France va certainement devoir à nouveau emprunter à l'étranger pour reconstituer ses réserves en devises, pratiquement épuisées par la longue et vaine défense du franc sur les marchés des changes jusqu'au réajustement monétaire intervenu en début de semaine, il semble mal venu de s'aliéner l'appui des eurobanques et surtout des plus puissantes. Aussi est-il fâcheux que Citicorp et Morgan Guaranty Trust, les deux grandes banques américaines qui devaient être initialement membres du Syndicat bancaire international dirigeant l'eurocrédit de 150 millions d'ECU du Crédit national, signé vendredi au siège social de l'emprunteur, aient choisis deux jours plus tôt (mercredi) de ne plus y participer.

Les raisons de ce retrait, tout aussi pénibles pour le débiteur que pour les établissements concernés, sont les mêmes qui, en octobre 1982, avaient en dernière minute mis en difficulté la signature du contrat de prêt de 4 milliards de dollars que la France s'appropriait à l'époque à ratifier. Les deux banques américaines ont refusé de s'engager dans l'opération du Crédit national, qui est garantie par la République française parce que cette dernière refuse de se voir juridiquement liée par deux clauses : celle dite « pari-passu », qui reconnaît l'égalité entre tous les créanciers présents et à venir de la France, et celle de « Cross-Default », qui implique la réciprocité de tous les défauts ou paiements éventuels du garant. Cette seconde stipulation amènerait la France à accepter que, en cas de défaut sur d'autres contrats de prêts auxquels elle apporte sa garantie, les prêteurs du Crédit national pourraient exiger immédiatement le remboursement du crédit.

A l'automne dernier, l'intervention du ministre de l'économie et des finances français lui-même, quelques heures seulement avant la cérémonie de signature, avait permis l'inclusion de ces deux clauses dans le contrat scellant le prêt de 4 milliards de dollars à la France. Par contre, les prêteurs avaient en fin de compte renoncé à la clause de « non-antériorité » d'actifs de la part de l'emprunteur (negative pledge), qui, entre autres conséquences, aurait interdit à la France de valoir librement son or si un jour elle désirait le faire.

Dans le cas présent, la France n'est pas l'entité emprunteuse mais

seulement le garant du crédit, comme elle l'est du reste de la plupart des emprunts internationaux réalisés par les sociétés françaises du secteur public. En conséquence, le Trésor a, selon toute apparence, estimé qu'il n'était pas nécessaire d'imposer à celui qui, en fait, apporte sa garantie, et qui de plein gré le fait si souvent, les mêmes clauses juridiques qu'à l'emprunteur lui-même. Cela a semblé d'autant moins impératif que le montant de la transaction du Crédit national est somme toute modeste.

Les deux banques américaines concernées ne l'ont pas entendu ainsi. Elles soulignent que, dans toute opération de prêt bancaire, le risque ultime est le garant et que la multiplicité des garanties apportées par la France renforçait plus qu'elle ne l'atténuaient la nécessité des obligations légales requises. Celles-ci leur apparaissent d'autant plus nécessaires qu'un crédit bancaire s'inscrit directement à l'actif d'un bilan, alors qu'une émission obligataire se loge dans les portefeuilles. C'est pour cette raison que les contrats en-térinant les placements d'obligations ne comportent pas les mêmes clauses qui régissent le crédit.

En fait, le malentendu qui s'était établi au mois d'octobre 1982 ne paraît toujours pas dissipé. Les autorités françaises continuent à mal comprendre la mentalité américaine. Depuis l'établissement de liaisons antitrust aux États-Unis, les avocats règnent aussi bien dans les sociétés que dans les banques d'outre-Atlantique. Ce sont eux qui sont les maîtres du jeu. Ils rédigent non seulement les contrats mais aussi les textes que les banques envoient pour inviter leurs concurrents à participer aux opérations qu'elles montent. Même le président d'une banque hésiterait à aller à leur rencontre. Il n'était dès lors pas question pour la puissante Citicorp et la majestueuse Morgan Guaranty Bank, qui a toujours fait figure de seigneur incontesté sur la scène financière internationale, de s'opposer aux desiderata de leurs bataillons de juristes.

Le plus fâcheux en l'affaire n'est pas leur retrait de l'opération du Crédit national. C'est le précédent qu'il crée, et qui va rendre plus problématique, si l'attitude adoptée cette semaine reste inchangée, la mise sur pied des eurocrédits de plus grande envergure que d'autres emprunteurs français devront vraisemblablement réaliser d'ici à la fin de l'année.

En même temps que son eurocrédit à cinq ans de 150 millions d'ECU, le Crédit national a lancé une émission euro-obligataire de 50 millions d'ECU qui est également garantie par l'État français. Les euro-obligations, dotées d'un coupon annuel de 12,25 %, auront une durée de dix ans, mais ceux qui les auront acquis pourront, s'ils le désirent, en demander le remboursement anticipé après huit ans. Ses conditions ont été extrêmement bien choisies. Elles répondent à l'attente des investisseurs, qui n'ont pas manqué de constater que, sur le marché secondaire des euro-obligations ECU, celles antérieurement émises sur des durées similaires par d'autres emprunteurs français de même calibre procurent actuellement des rendements variant entre 12,25 % et 12,40 % l'an. Le Crédit national étant l'une des meilleures entités emprunteuses de l'hexagone, le coupon de 12,25 % qu'il offre est adéquat et permettra certainement un placement sans difficulté. Du reste, le secteur de l'euromarché libellé en ECU, s'est bien repris après les affres auxquels il avait été soumis durant les journées interminables ayant précédé le réajustement à l'intérieur du système monétaire européen.

#### Participation de la Banque de Chine

Après un laborieux enfantement qui n'aura pas duré moins de cinq mois, l'eurocrédit de 500 millions pour l'Irak a enfin été mené à bon terme. Il sera signé lundi 28 mars, à Paris, dans les locaux de l'Union des banques arabes et françaises (UBAFA). En tout, trente eurobanques ont accepté de prêter pour des montants divers à la Rafidain-Bank, l'établissement irakien au travers duquel le crédit est levé. Une des participations les plus remarquables, malgré son menu montant, puisque seulement de 3 millions de dollars, est celle de la Banque de Chine (Bank of China) la banque centrale de Chine populaire. Cette dernière paraît ainsi indiquer vers qui sa sympathie se tourne dans un secteur du monde où les engagements ne sont pas toujours évidents. La B.N.P., avec une trentaine de millions de dollars et le Crédit Lyonnais, avec plus symboliquement 5 millions de dollars, apportent la marque de la présence française.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Après le réajustement du S.M.E.

### Faiblesse du mark, fermeté du dollar

An lendemain d'un week-end bruxellois agité de discussions extrêmement vives, où la partie de bras de fer franco-allemande se doublait d'une bataille serrée entre le Benelux et les autres pays, les parités au sein du S.M.E. ont donc été réajustées et cela pour la troisième fois en dix-huit mois. Sans beaucoup de surprise, la France et l'Italie ont dévalué leur monnaie de 2,5 % (3,5 % pour la livre irlandaise) ; le mark, le florin, la couronne danoise et le franc belge-luxembourgeois réévaluant respectivement de 5,5, 3,5, 2,5 et 1,5 %. Dès le lundi, en l'absence de cotations officielles, les transactions officielles entre banques traduisaient les changements de parité. Le mark ne montait à Paris que de 3,5 %, soit l'écart entre son ancien cours-plafond de 2,8985 F et son nouveau cours-plafond de 2,9985 F, bien que son cours-pivot ait été relevé de 8 % ; de 2,8339 F à 3,0664 F. Un tel phénomène est tout à fait logique dans la mesure où une monnaie très recherchée avant sa réévaluation, et poussée au maximum de l'écart de 4,50 % entre ses deux cours-limites, ne l'est plus après l'opération et retombe à sa limite inférieure sous l'effet des ventes bénéficiaires. En réalité, sur huit jours, c'est-à-dire depuis qu'au matin du lundi 14 mars, lendemain du premier tour des élections municipales françaises et, surtout, de la victoire écrasante de M. Kohl aux élections allemandes, la Banque de France n'a plus défendu la parité centrale du mark à Paris et l'a laissé filer à son cours-plafond, la monnaie allemande s'est réévaluée de 5,8 %. Pour l'instant la remontée du mark s'en est tenue là. Pour deux raisons : la première a été la bonne tenue du franc au lendemain de son épreuve. Les deux premiers jours, il est vrai, un certain flottement s'était manifesté. Les milieux financiers internationaux, d'abord, jugeaient insuffisants les 8 % d'écart entre le franc et

le mark et auraient souhaité 12 %, afin de ne pas obtenir seulement une remise du compteur à zéro mais aussi une solide avance à grignoter pendant un temps suffisant. Ensuite, ils se montraient désireux de voir le franc commencer sa nouvelle carrière avec un mark au plancher, au lieu d'être porté à sa parité centrale de 3,066 F, ce qui aurait augmenté leurs gains et aussi permis à notre monnaie de se réajuster ultérieurement alors qu'au cours actuel du mark elle ne peut que se dévaloriser.

Mardi soir, l'annonce de la reconduction de M. Mauroy comme premier ministre faisait baisser sensiblement le franc à New-York : là-bas, on estimait qu'il fallait changer de capitaine après les graves avaries du bateau. Puis, le lendemain matin, la nomination de deux hommes-clés, M.M. Bérégovoy et surtout Delors, redressait nettement la situation. M. Delors, malgré ses réticences sur le plan politique en France et un certain nombre d'erreurs d'appréciation, jouit de la confiance des milieux financiers internationaux qui le considèrent comme peut-être le seul homme « raisonnable » et lucide du gouvernement français. Les Allemands, lucides, eux aussi, ne lui ont pas tenu rigueur de ses propos préliminaires du week-end dernier sur l'« arrogance allemande ». C'est de bonne guerre, ont-ils estimé, et après tout, c'est quand on est faible qu'il faut crier le plus fort. « Nicht Wahr ? ». Pour se prononcer plus nettement, ils attendaient toutefois l'annonce des mesures de rigueur promises ; vendredi soir, après en avoir pris connaissance, ils les qualifiaient de « raisonnables », que ce soit l'emprunt forcé, une de leurs vieilles connaissances, ou les relèvements des tarifs publics.

Ces réactions ont fait que la tenue du franc s'est améliorée au fil des

jours. Les taux de l'eurofranc, vertigineusement élevés la semaine dernière à l'instigation de la Banque de France, se dégonflant son moins vertigineusement pour retomber au niveau intérieur français, l'eurofranc à un mois s'établissant à moins de 13 %. En conséquence, les francs empruntés par l'étranger pour spéculer ont été, en grande partie, remboursés et beaucoup d'eurofrancs sont revenus se placer à Paris. Cela permet à la Banque de France, qui a dû rembourser, elle aussi, les francs empruntés pour faire monter les taux, non seulement d'éviter des sorties de devises mais aussi d'en récupérer des quantités appréciables. Il était temps, car les pertes de change au cours de la semaine s'élevaient à 17 mars, auraient été de 15 milliards de francs environ, contre 23 milliards de francs la semaine précédente : une véritable hémorragie.

La contrepartie de ce mouvement de balancier a été la faiblesse du mark, revendu par ceux qui l'avaient acheté, auparavant en cédant des dollars et qui, maintenant, rachètent leurs « billets verts ». Conjointement avec la hausse des taux aux États-Unis (voir ci-dessous) les échéances de fin de mois et de trimestre et les rumeurs insistantes qui ont couru toute la semaine sur la santé de M. Yuri Andropov, ce phénomène n'a pas manqué de doper le dollar, qui s'est élevé à Francfort et, surtout, à Paris, où par la suite de la réévaluation du mark, monnaie de référence, il a progressé de près de 5 %, passant de 6,93 F à 7,26 F.

Cette hausse du dollar vis-à-vis du mark a un peu surpris. On pensait que la monnaie allemande, antérieurement tirée vers le bas par le franc français au sein du S.M.E., se redresserait après sa réévaluation. Il n'en a rien été ; le dollar a été le plus fort.

FRANÇOIS RENARD.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 25 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Unité italienne
New-York	1,4610	-	13,8178	46,4496	41,4164	2,0913	36,9276	0,0094
	1,4608	-	14,4300	46,4027	41,7710	2,1208	37,6222	0,0093
Paris	10,5732	1,2370	-	359,62	259,85	15,1354	267,24	5,0256
	10,5257	1,2370	-	355,43	259,47	14,7196	268,72	4,9891
Zurich	3,0425	2,8640	28,5281	-	85,4835	4,3166	76,2186	1,4333
	3,0783	2,8640	28,5124	-	86,2998	4,3882	77,7276	1,4337
Frankfurt	3,5275	2,4145	33,3599	116,90	-	5,8906	89,1617	1,6707
	3,5670	2,3940	34,5408	115,87	-	5,8849	90,8677	1,6443
Bruxelles	69,9577	47,8150	6,6070	23,1661	19,3032	-	17,6540	3,3384
	70,1492	47,8000	6,7936	22,7879	19,6608	-	17,7125	3,2671
Amsterdam	3,9563	2,7000	37,4188	131,20	112,15	5,6634	-	1,8880
	3,9664	2,6980	38,3553	128,65	111,02	5,6457	-	1,8448
Milan	2103,24	144,80	198,97	697,67	596,39	30,1160	531,75	-
	2147,09	144,80	207,93	697,48	601,92	30,6074	540,13	-
Tokyo	346,11	236,90	32,7343	114,77	98,1235	4,9542	87,4815	0,1646
	357,20	240,20	34,6620	116,26	100,33	5,1919	90,3600	0,1646

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 25 mars, 3,0548 F contre 2,8850 F le vendredi 18 mars.

## Marché monétaire et obligataire

### Le dilemme de M. Volcker

La Réserve fédérale des États-Unis (le F.E.D.) doit-elle durcir sa politique et faire monter à nouveau les taux d'intérêt, pour ralentir la croissance trop rapide de la masse monétaire américaine susceptible, à terme, de relancer une inflation presque vaincue ? (On sait qu'en février dernier, cette masse, dans sa définition M 1, a augmenté à un rythme annuel de 21 % contre les 4 % à 8 % souhaités par le FED pour l'année 1983.) Ou, en sens inverse, doit-elle se garder de la moindre initiative en ce sens pour ne pas tuer l'annonce de reprise économique, encore bien fragile, qui se développe aux États-Unis ? Tel est le dilemme qui se pose aux dirigeants du FED et à son président, M. Paul Volcker. Il est à souligner qu'à la Maison Blanche on est également soucieux de ne pas voir s'emballer la masse monétaire, et de garder l'inflation sous contrôle. C'est ce qu'affirme M. Donald Regan, secrétaire au Trésor. A cet égard, la baisse du prix de détail de 0,2 % en février, la seconde depuis août 1965, a constitué une excellente nouvelle. Mais, n'importe : pour M. Volcker, l'inflation est une hydre à laquelle il faut sans cesse couper des têtes. Selon une information en provenance des milieux officiels, le président du FED aurait adopté une attitude médiane, servant un peu la vis, certes, mais se bornant, pour l'instant, à « reprendre un peu de mon sang vraiment tressaillant sur la corde ». En tout cas, les taux d'intérêt d'outre-Atlantique ont légèrement monté, d'environ un

demi-point sur l'eurodollar et presque autant sur le taux de l'argent au jour le jour, passé à 9 %. Ajoutons que les besoins du Trésor pour combler le déficit budgétaire sont pressants, mais que les adjudications de la semaine ont été largement sous-critées.

En Europe, la Banque de Belgique a, très logiquement, au lendemain d'un réajustement du S.M.E. qui a supprimé les tensions, fortement réduit son taux d'escompte, majoré de 2,5 % à quinze jours, et ramené de 11 % à 11 %, au plus bas depuis 1979.

En Allemagne, le secrétaire d'Etat aux finances, M. Schlecht, estime qu'une nouvelle baisse des taux n'est pas à exclure. Tel n'est pas l'avis de M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale, qui estime que la réduction de 1 % du taux d'escompte consentie la semaine dernière constituait la « limite du possible », compte tenu de l'augmentation trop rapide de la masse monétaire et de l'environnement international. Effectivement, les taux allemands n'ont pas suivi, au contraire, le dollar est très fort, et M. Poehl, qui a cédé à son gouvernement et à la France, peut avoir l'impression désagréable d'avoir été floué. Au Portugal, la Banque centrale a majoré son taux d'escompte de quatre points à 23 %. En France, l'institut d'émission n'a encore pris aucune initiative après le retour au calme sur le front des monnaies.

Sur le marché obligataire, très actif la semaine dernière, une certaine mollesse s'est manifestée cette semaine, dans l'attente des événements consécutifs au réajustement du système monétaire européen, et surtout dans celle du plan de « rigueur ». En conséquence, les deux emprunts prévus au BALO du 28 mars, celui du C.E.P.M.E. de 1,5 milliard de francs et celui de Francfort de 1 milliard de francs se sont placés très docilement, peut-être en raison de leur taux nominal de 14,90 %, en baisse sur celui de 15 % de la S.N.C.F. quinze jours auparavant. En revanche, les deux émissions de la Société générale, celle de 1 milliard de francs à 15 %, et surtout, celle de 400 millions de francs à 14,50 % brut avec bons de souscription d'une durée de vie de trois ans, ont été très bien accueillies.

Vendredi après-midi toutefois, à l'annonce des mesures du plan de rigueur, qui devraient « alléger » de 45 milliards de francs la charge des financements à assurer par le marché financier (20 milliards de francs de fait des économies budgétaires, 11 grâce aux relèvements des tarifs publics (gaz et électricité notamment), 13 du fait des rentrées supplémentaires de la Sécurité sociale et 1 ou 2 des collectivités), une légère amélioration se manifestait. Selon M. Jacques Delors, cet « allègement » devrait permettre aux taux à long terme de poursuivre leur baisse. F.R.

## Les matières premières

### Nouveaux records sur l'étain - Café et céréales très fermes

Les remous monétaires provoqués par le réajustement intervenu au sein du système monétaire européen ont perturbé les marchés commerciaux en début de semaine, mais les produits vendus comme l'étain et le café ont rapidement repris leur marche en avant. Dans l'ensemble, les métaux se sont montrés très fermes, malgré les craintes d'un regain de tension du loyer de l'argent aux États-Unis, dans le sillage d'un resserrement de la politique monétaire du Federal Board.

MÉTALUX. — Les bonnes dispositions manifestées par l'étain depuis quelques semaines ont été ironiquement renforcées par la faiblesse persistante de la livre sterling face au dollar et également par la décision du Conseil international de l'étain de maintenir les restrictions sur les exportations à leur niveau actuel, c'est-à-dire 23 200 tonnes au total, pour le second trimestre. Facteur encourageant : la Bolivie, bien qu'ayant quitté l'accord international de cette matière première, serait prête elle aussi à freiner ses ventes à l'étranger, par solidarité avec les autres producteurs. D'autre part, le ministre des industries primaires de la Malaisie a exprimé sa confiance en la formation prochaine d'une association des producteurs d'étain.

Le cuivre a bien surmonté un accès de faiblesse provoqué par le gonflement, par le vingt-quatrième semaine consécutive, des stocks du London Metal Exchange. En fin de semaine, il se traitait à ses meilleurs niveaux depuis trois semaines à Londres, et offrait une tendance soutenue à New-York d'après l'approche de l'ouverture des négociations sur le renouvellement des conventions collectives dans l'industrie américaine du métal rouge.

Hausse également de l'aluminium, du plomb et du zinc. A noter que, à la suite de la dévaluation du franc au sein du S.M.E., la Société minière et métallurgique de Penarroya et la Compagnie royale asturienne des mines ont porté le prix de

leur zinc en France à 5 370 F à 5 600 F l'unité.

CAOUTCHOUC. — Le caoutchouc est resté durci, confirmant les craintes de certains opérateurs sur l'envolée des cours depuis le début de l'année, plus fondée sur la spéculation que sur une réelle amélioration des facteurs fondamentaux.

TEXTILES. — Vive hausse du coton, dont le prix indicateur a atteint un niveau inconnu depuis près de vingt et un mois, en raison, notamment, de la diminution prévue des plantations aux États-Unis dans le cadre de la politique agricole adoptée par Washington.

DENRÉES. — Le calme a régné sur le marché du cacao ; tandis que

le sucre et le café ont vivement progressé, ce dernier ayant obtenu ses cours les plus élevés depuis octobre 1979. Les estimations des exportateurs brésiliens faisaient état d'une récolte de 30 à 34 millions de sacs pour la saison à venir n'ont pas été prises en compte par les opérateurs, bien qu'elles soient supérieures à celles de l'institut brésilien du café.

CÉRÉALES. — Les céréales et le soja ont enregistré des gains substantiels après l'accord conclu entre le gouvernement des États-Unis et les agriculteurs américains sur une réduction de plus de 80 millions d'acres des emblavements, dans le cadre de deux programmes distincts.

#### LES COURS DU 25 MARS 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 095,50 (1 072,50) ; à trois mois, 1 127,50 (1 103) ; zinc comptant, 9 185 (9 045) ; à trois mois, 9 206 (9 062) ; plomb, 302,50 (299,50) ; zinc, 467,50 (452,50) ; aluminium, 901,50 (838,50) ; nickel, 3 380 (3 375) ; argent (en once par once troy), 715,50 (716) ; New-York (en cent par livre) : cuivre (premier terme), 73,40 (73,10) ; argent (en dollars par once), 10,44 (10,61) ; platine (en dollars par once), 381,40 (401,80) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 72,83 (72,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 330-355 (330-355).
Peaux : élan (en kilogramme par kilo), 30,49 (30,53).
TEXTILES. — New-York (en cent par livre) : coton, juillet, 74,20 (74,10). — Londres (en nouveau pence par kilo, laine peignée à sec), 387 (399) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 385 (385). — Roubaix (en francs par kilo), laine, mai, 43,30 (43,20).
CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveau pence par kilo) : RSS (comptant), 75,50 (74,761). — Penang
(en cent de Dénario par kilo) : 240,50-241,50 (240-246).
DENRÉES. — New-York (en cent par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 1 676 (1 875) ; juillet, 1 719 (1 720) ; sucre, mai, 6,93 (6,58) ; juillet, 7,20 (6,85) ; café, mars, 125,90 (122,95) ; juillet, 123,75 (121,40). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mai, 123 (115,55) ; août, 130,50 (123,60) ; café, mars, 1 930 (1 825) ; mai, 1 897 (1 847) ; cacao, mars, 1 266 (1 235) ; mai, 1 278 (1 247). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mai, 368 (1 370) ; juillet, 1 350 (1 415) ; café, mai, 1 969 (1 995) ; juillet, 1 830 (1 805) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 555 (1 585) ; juillet, 1 665 (1 665) ; tourteaux de soja, — Chicago (en dollars par tonne), mai, 1 885 (1 767) ; juillet, 1 930 (1 800). — Londres (en livres par tonne), avril, 52,50 (145,80) ; juin, 153,60 (147).
CÉRÉALES. — Chicago (en cent par boisseau) : blé, mai, 363 1/2 (333 1/2) ; juillet, 372 1/4 (343) ; maïs, mai, 305 1/4 (286) ; juillet, 311 3/4 (295).
INDICES. — Moody's, 1 033,40 (1 036,10) ; Reuters, 1 761,20 (1 722,70).



## BOURSE DE PARIS

**L**AISSEZ discrètement filtrer la perspective d'un plus d'austérité avec un peu de sang et quelques larmes, et vous aurez une Bourse qui démarre au quart de tour. Décidez une ponction énergique sur le revenu des ménages en annonçant, notamment, une épargne forcée sous la forme d'un emprunt obligatoire, et le moteur s'emballe. La réussite est assurée et, dans le même temps, vous aurez fait passer comme une lettre à la poste une dévaluation de 8 % du franc français par rapport au mark allemand - la troisième en dix-sept mois - et la mise en place d'un gouvernement « masqué » où les quarante-trois impétrants (l'équipe est beaucoup plus restreinte, ils n'étaient que quarante-quatre précédemment...) se sont rapidement échangés quelques strapontins, sous le regard amusé du nouveau premier ministre, qui ressemble comme deux gouttes d'eau au précédent. Simple homonymie.

Un palais Brongniart, tout au moins, la recette a été payante, et les valeurs françaises qui franchissent cette semaine le cap des opérations de liquidation mensuelle se sont finalement adjugées une hausse de 4,1 %, dont la majeure partie a été engrangée au cours des deux dernières séances (3,6 %), avec des volumes d'affaires qui ne semblent pas avoir subi de baisse.

Cette semaine avait pourtant mal commencé et le réajustement monétaire intervenu au sein du S.M.E. - dont le détail exact ne devait être connu lundi qu'en fin de matinée - entravait une série de ventes et le repli de 1,4 % constaté sur des cloches final venait avorter l'idée généralement répandue de la hausse établie avec notre principal partenaire commercial. Mais l'effacement des nouvelles performances qui ne manqueraient pas d'être accomplies outre-Rhin, à commencer par un taux d'inflation particulièrement bas.

Le constat étant dressé, il convenait d'attendre trois événements politico-économiques susceptibles de donner le ton au marché et de conforter les boursiers dans leur opinion sur la « nouvelle donne » gouvernementale : la composition du gouvernement « Mauroy ter », l'allocation du

## Emballage

président de la République, et, enfin, le plan d'austérité destiné à l'accompagnement - ou à justifier - la dévaluation du franc.

Faisant fil de ces hypothèses, la cote allait gagner 1,3 % le lendemain, de quoi effacer la baisse de lundi et donner le coup d'envoi d'une série de bonds successifs qui allaient se poursuivre jusqu'à vendredi sans que l'entrée d'un nombre inconnu de représentants du parti communiste dans la nouvelle équipe gouvernementale vienne atténuer l'engouement des investisseurs institutionnels, pas plus, d'ailleurs, que le message émanant de M. Mitterrand ou le nouveau dispositif de rigueur - tombé - vendredi midi au gong de la séance sur les téléécrans à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Tout occupés à remplir au plus vite leur petit carnet noir, les comptes ont en revanche eu de mal à suivre l'envoie des cotations cotées au cours de la dernière séance de la semaine lorsque sept actions françaises (B.S.N. Gervais-Danone, Dumez, Saurier-Dual, Club Méditerranée, Sactior, Ball-Investissement et Nobel-Bozel) ont été - réservées à la hausse -, preuve de l'abondance des ordres d'achats, tandis que l'indicateur instantané prenait la poudre d'escampette jusqu'à gagner, à un moment, plus de 2,6 % pour conclure la séance sur un gain plus raisonnable de 1,8 %.

A l'heure des bilans, l'indice général de la Compagnie des agents de change, le fameux C.A.C. s'établissait vendredi à 114,5 tandis que l'indicateur de tendance se situait à 121,6. Si l'on établit une moyenne entre ces deux baromètres du marché parisien dans la composition varie sensiblement, on peut en déduire que les actions françaises ont progressé de près de 18 % depuis le début de l'année, la hausse étant de 7 % pour le seul mois boursier de mars, qui s'achève mercredi. Une performance qui permet à la rue Vivienne de souffrir de moins de complexité à l'égard des autres places internationales, où l'on continue à voter allègrement de record en record, notamment à New-York et à Tokyo.

Semaine du 21 au 25 mars

## BOURSE ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Forte hausse

Un net raffermissement est intervenu cette semaine à Wall Street où les échanges ont été particulièrement actifs à la lumière des derniers statistiques économiques, jugées favorables. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a battu jeudi son précédent record de 1 141,74 points établi le 7 mars dernier en se hissant à 1 145,90 points avant de céder vendredi un peu de terrain pour terminer la séance sur un gain de 22,34 points d'une semaine à l'autre.

La reprise a été alimentée dès lundi par une brève estimation préliminaire de la croissance économique au premier trimestre de 1983 indiquant une progression de 4 %, soit la meilleure performance depuis deux ans. Les investisseurs ont par ailleurs réagi avec soulagement à l'accord intervenu sur un réajustement du système monétaire européen.

	Cours du 18 mars	Cours du 25 mars
Alcoa	33	32 1/2
A.T.T.	66	66
Boeing	38	40 5/8
Chase Manhattan Bank	52 1/8	53 1/4
Du Pont de Nemours	39 7/8	40
Eastman Kodak	84 1/4	85 7/8
Exxon	30 1/4	30
Ford	39 7/8	39 7/8
General Electric	101 7/8	105
General Foods	41 1/4	42 3/4
General Motors	60 1/8	59 1/2
Goodyear	28 3/4	28 3/4
I.B.M.	99 7/8	102 1/8
L.T.T.	35 3/8	37 5/8
Mobil Oil	26 1/8	26 1/4
Pfizer	73	75
Schlumberger	38 1/2	38 5/8
Texaco	32 1/4	31 5/8
U.A.L. Inc.	34 3/8	35 1/4
Union Carbide	58 5/8	61
U.S. Steel	21 7/8	22 7/8
Washington	46 7/8	47 3/4
Xerox Corp.	39 3/4	42

SERGE MARTL

### LONDRES

En baisse

Les difficultés de la livre sterling - motivées par la crainte d'une guerre des prix du pétrole et par l'attrait que continue à exercer le dollar - ont encore pesé sur la cote du London Stock Exchange cette semaine. De nombreux observateurs craignent maintenant un relèvement des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, voire une recrudescence de l'inflation à l'automne prochain.

Les fonds d'Etat ont accusé également un net repli au début de semaine en raison de l'absence de la livre sterling et de la crainte d'un durcissement de la politique américaine à l'égard des taux d'intérêt.

Indices : F.T. : Industriels : 656,9 (contre 661 le vendredi précédent) ; mines d'or : 537,9 (contre 551,2) ; fonds d'Etat : 80,63 (contre 80,74).

	Cours du 18 mars	Cours du 25 mars
Beecham	386	381
Bovater	183	183
Brit. Petroleum	336	329
Charter	216	221
Courtauld	91	92
De Beers (*)	730	735
Dunlop	44	44
Free State Gold	40 1/4	38 1/4
Glaxo	705	760
Gl. Univ. Stores	528	535
Imp. Chemical	494	398
Shell	446	444
Unilever	845	865
Vickers	124	136
War Loan	35 5/8	35 5/8

(\*) En dollars

### TOKYO

Bien orienté

La hausse des cours s'est poursuivie au Kabuto-cho où les valeurs nippones ont bénéficié à la fois de l'effet d'entraînement de Wall Street et d'achats importants effectués par des investisseurs étrangers. Ceux-ci ont été particulièrement présents, mardi, lorsque l'indice Nikkei Dow-Jones a établi un nouveau record, à 8 311,12 points.

L'indice D.J. qui avait gagné 170,70 points la semaine précédente a encore mis 84,19 yens à son actif pour s'établir à 8 319,09, samedi, tandis que l'indice général gagnait 5,9 points, à 612,49.

	Cours du 18 mars	Cours du 25 mars
Akai	429	418
Bridgestone	475	477
Canon	1 310	1 310
Fuji Bank	500	500
Honda Motor	874	868
Matsushita Electric	1 330	1 320
Mitsubishi Heavy	220	226
Sony Corp.	3 620	3 598
Toyota Motors	1 060	1 060

### FRANCFORT

Nouveau record

L'indice de la Commerzbank a établi un nouveau record, à 901,7, contre 861,6 le vendredi précédent.

	Cours du 18 mars	Cours du 25 mars
A.E.G.	50,80	56
B.A.S.F.	129,20	140
Bayer	126,50	138,20
Commerzbank	156,30	161,70
Deutschebank	306	325
Hoechst	134,30	142,80
Karstadt	259	264
Mannesmann	161	169,50
Siemens	310	324,70
Volkswagen	166,80	171,20

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	25-3-83	Diff.
4 1/2 % 1973	1 918	- 94
7 % 1975	8 280	- 490
10 % 1975	89,70	- 0,15
P.M.E. 10,6 % 1976	88,50	- 0,65
8,80 % 1977	105,18	- 0,85
10 % 1978	88,20	- 0,90
9,80 % 1978	87,10	- 0,10
8,80 % 1978	87,10	- 0,10
9 % 1979	83	- 0,40
10,80 % 1979	89,40	inchangé
13,80 % 1980	96,50	- 0,45
16,75 % 1981	108,30	- 0,70
16,20 % 1982	107,40	- 0,60
16 % 1982	106,40	- 0,45
15,75 % 1982	105,40	- 0,50
C.N.E. 3 %	3 190	- 100
C.N.B. 5 000 F	99,20	- 0,30
C.N.B. Paribas	99,10	- 0,25
C.N.B. 5 000 F	99,15	- 0,25
C.N.L. 5 000 F	99,15	- 0,25

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	25-3-83	Diff.
Bail Équipement	260	+ 15
B.C.T.	154,30	+ 2,6
C.C.F.	253	- 0,6
Chargemont Réunis	214	- 0,6
Comptoir (Cie)	388	inchangé
C.P.F.	437	inchangé
C.I.F.	210	- 7
Eurofinance	393	+ 10
Hélin (La)	340	- 0,5
Innov. P.Montcau	280	- 3
Leontine	280	- 17
Leontine	516	- 1
Midi	730	+ 30
O.P.F. (Omn. Fin. Paris)	752	+ 32
Parisiens de Rép.	584	+ 51
Préfabri	639	+ 19
Revolon	529	+ 23
Schneider	130	+ 14,3
U.C.B.	171	- 3,8

## Bâtiment, travaux publics

	25-3-83	Diff.
Anat. d'entreprises	942	+ 37
Bouygues (I)	685	+ 54
Ciment Français	190,50	+ 4,5
Dumez	90,70	- 0,30
J. Leclercq	156	+ 14
G.T.M.	373	- 4
Lafarge	265	- 3
Mécanisme	422	+ 22
Pollet et Chausson	350	+ 16
S.C.R.E.G.	118	+ 7
S.G.E.S.B.	128	- 1

(1) Compte tenu d'un droit de 191 F.

## Alimentation

	25-3-83	Diff.
Beghin-Sey	250	+ 5
Bongrain	1 330	+ 55
B.S.N. G.-Danone	1 620	+ 125
Carrefour	1 323	- 27
Cadino	875	- 5
Odin	575	- 5
Eurocéréale	828	- 5
Guyonnet et Gasc.	320	- 1
Leclercq	115	+ 52
Martell	648	+ 2
Molt-Hennessy	1 005	+ 65
Mumm	324	+ 24
Odin (Gasc.)	567	+ 37
Odin-City	165,50	+ 0,40
Pernod-Ricard	463	+ 3
Promodis	918	- 19
Provenç. Portier	263	+ 15,10
St-Louis-Bonolen	138	- 3
C.S. Sarpaguet	243	+ 1
Veuve Clicquot	1 330	+ 200
Vincent	653	+ 31
Wipac	1 679	- 210

## Filatures, textiles, magasins

	25-3-83	Diff.
André Rouffire	38,10	- 2,90
F.F. Agache-Wilco	68,30	inchangé
R.I.V.	287	- 0,50
C.F.A.O.	187	- 3
Dumort-Servipont	680	- 8
Dary	63	- 26
D.M.C.	30,25	+ 4,75
Galeries Lafayette	133,50	- 2,5
La Redoute	840	- 30
Nouvelles Galeries	69,50	+ 1
Printemps	117	- 1,5
S.C.O.A.	24	inchangé

## Métallurgie

### construction mécanique

	25-3-83	Diff.
Alpi	68	inchangé
Autrop	685	- 15
Arvot Desmoulin	11,35	+ 1,95
Chantier For. Dunk.	14	+ 0,45
Chiers-Châtillon	57,50	- 1
Cresson-Lot	220	- 5
FACOM	640	+ 40
Fives-Lille	174	+ 4
Fonderie (Géralde)	17,50	+ 0,50
Martin-Wedel	323,50	- 0,30
Poulbot	379	+ 11
Pouyet S.A.	190	+ 10,80
Pouyet	34,50	+ 0,40
Rey	180	+ 2,50
Sacilor	12,30	+ 1,50
Saintes	12,30	- 16
Saintes-Déval	16	+ 1
Union	1,65	inchangé
Vallo	261	+ 12
Valloire	92	+ 6,50

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	25-3-83	Diff.
Géophysique	899	- 23
Indal	51,30	+ 0,30
Kléber	819	+ 28
M.M. Penarroy	42,50	+ 0,40
Charrier	28,50	- 1,2
INCO	111	- 4,2
R.C.Z.	65	- 3,4
E.C.	2,40	- 0,2

## Produits chimiques

	25-3-83	Diff.
Indust. Méridex	710	+ 15
Laboratoire Belon	305	- 3
Nobel-Bozel	12,40	+ 0,80
Roussel-Uclaf	234	+ 19
S.A.S.P.	483	+ 12
Bayer	496	- 2
Hecht	52,60	- 2
Nord-Hydro	340	- 23

## Valeurs diverses

Le bénéfice net de la Compagnie Industrielle Maritime en 1982 s'élevait à 27,63 millions de F (+ 8,4 %). Les résultats de la concession au Havre ont fortement diminué (- 36 %) en raison de la baisse des importations du pétrole. En revanche, les dividendes perçus des filiales ont augmenté de 50 %, tous les secteurs filiales ayant participé à cette amélioration. Le dividende global est fixé à 40,50 F contre 37,50 F.

## VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
B.S.N.	49 850 78 172 079
Schneider	14 050 75 212 716
Mars	44 065 56 892 083
Michellie	51 530 41 975 230
Air Liquide	83 175 40 838 887
Paris-Villemarie (I)	76 900 38 298 150
L'Oréal (I)	26 730 37 234 630

(1) Quatre séances seulement.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours du 18 mars	Cours du 25 mars
Or fin 999,9	96 000	96 000
Or fin 999,9	96 000	96 000
Pièces françaises (20 F.)	720	720
Pièces françaises (10 F.)	428	418
Pièces françaises (5 F.)	214	214
Pièces françaises (2 F.)	864	861
Pièces françaises (1 F.)	865	862
Souveraineté (20 F.)	864	861
Souveraineté (10 F.)	428	418
Souveraineté (5 F.)	214	214
Souveraineté (2 F.)	864	861
Souveraineté (1 F.)	865	862
50 francs	1 125	1 090
50 francs	4 305	4 305
10 francs	730	730
5 francs	418	420

## Saint-Gobain : une première tranche de 700 millions de francs de prêts participatifs

On attendait 750 millions de francs (le Monde du 24 février) : ce sont finalement 700 millions de francs de titres participatifs que la société Saint-Gobain va émettre dès que seront publiés - dans le courant du mois d'avril - les décrets d'application concernant ce nouveau produit financier, prévu par la « loi Delors » du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne.

En annonçant cette opération, Saint-Gobain « d'opère son retour sur la scène financière », selon l'expression de son président, M. Roger Faure, publie ces titres participatifs seront cotés et négociés en Bourse de Paris, il a bien été précisé qu'il ne s'agit pas d'une première tranche, l'opération devant totaliser 1,4 milliard de francs (deux tranches de 700 millions de francs) grâce à la possibilité offerte au détenteur d'un titre participatif de cette société de souscrire ultérieurement, au pair, à l'achat d'un bon de souscription attaché, à un second titre qui offrira les mêmes conditions de rémunération que le premier.

Cet aspect - la rémunération de l'épargne - a longtemps constitué la partie la plus délicate du montage financier de l'opération. « Il fallait une formule qui s'apparente à des fonds propres pour l'émetteur et qui comporte pour le souscripteur des avantages similaires pour motiver l'apport de son épargne », explique M. Faure, président de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), chef de file bancaire de Saint-Gobain qui a mis au point ce projet.

En mis au pair avec un nominal de 1 000 F, le titre participatif Saint-Gobain s'effectue de réputation à ces exigences en assurant au souscripteur une rémunération de deux types :

- 1) Une partie fixe, garantie égale à 75 % du T.M.O. (taux du marché obligataire) sur la base des cours établis du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre précédant chaque séance ;
- 2) Une partie variable, calculée en répartissant entre l'ensemble des titres participatifs une première tranche de 15 % du résultat net consolidé (part du groupe) de Saint-Gobain établi pour le dernier exercice précédant chaque séance.

S. M.

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	21 mars	22 mars	23 mars	24 mars	25 mars
Termes	216 441 135	233 186 719	294 301 948	283 448 507	491 729 876
Comptant	865 586 936	686 622 150	1 445 431 566	551 682 367	749 814 070
R. et obl.	79 484 506	87 075 578	90 471 330	122 415 403	184 592 111



## LE DÉBUT DE L'ANNÉE SAINTE EXTRAORDINAIRE

### La piété et les profits

**Vendredi 25 mars : début de l'année sainte extraordinaire - qui durera en fait 13 mois - voulue par le pape pour célébrer dans le monde entier le 1500<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Christ. Au programme : pèlerinages, indulgences, et (bonnes ?) affaires pour le tourisme et les marchands de colifichets.**

De notre correspondant

ROME. - L'année sainte extraordinaire de 1983 a commencé vendredi 25 mars comme une superproduction : la retransmission télévisée de l'événement était en effet orchestrée par France Zeffirelli, le réalisateur de « Jésus » et de « La Traviata » qui, au demeurant, connaît admirablement la basilique Saint-Pierre puisqu'il y filma en 1970 les cérémonies du bicentenaire de la naissance de Beethoven.

Si la mise en scène de l'ouverture de ce jubilé de la Rédemption a été minutieusement préparée et étudiée - avec un ébéniste délégué à faire de longs plans sur les visages des pèlerins plutôt que sur la basilique - la ville de Rome, elle, est loin d'être prête et l'avoue. La municipalité a bien élaboré un projet, mais les finances ne sont pas encore arrivées. C'est donc avec une certaine dose d'improvisation et dans le chaos - aggravé vendredi par une grève des transports de trois heures - que la masse des pèlerins venus ébercher le grand pardon - ont été accueillis à Rome.

#### Les drames de 1450

Assurément, Jean-Paul II a surpris tout le monde en décidant, en novembre dernier, que 1983 serait une année sainte extraordinaire - c'est-à-dire en marge normale des vingt-cinq ans - à peine huit ans après celle, « ordinaire » de 1975. A l'époque du moins, son prédécesseur Paul VI avait prévu de l'événement deux ans auparavant.

Selon le programme de la municipalité, il faudrait quelque 50 milliards de lires pour faire face aux problèmes créés par l'afflux à Rome des pèlerins et des touristes et au minimum 12 milliards pour rendre simplement la ville « viable », affirme le maire communiste, M. Ugo Vetere.

Certes, les problèmes que doit affronter Rome, dont les habitants témoignent d'ailleurs de la tranquille assurance de l'expérience, conviennent que ce n'est

pas une année sainte qui va les troubler, sont sans commune mesure avec ceux que provoquent les vingt-cinq années saintes des huit siècles passés. Celle de 1450 fut particulièrement dramatique : elle avait attiré tant de pèlerins qu'au bout de trois mois Rome fut affamée ; s'ajouta à la pénurie de vivre une épidémie de peste ; une bousculade sur le pont du Castel San Angelo enfin provoqua la mort de 172 personnes culbutées dans le Tibre par-dessus les parapets ou piétinées.

Il avait pourtant été institué sur le pont Saint-Ange, depuis le premier jubilé, de 1300, un système de sens unique pour les pèlerins allant et revenant de la basilique : Dante, semble-t-il, se souvint de cette scène lorsqu'il décrivit dans l'« Enfer » les deux fils des séducteurs et des voleurs avançant se tenant par la main dans des directions opposées.

#### Treize mois

Même s'il ne risque pas de prendre de telles proportions tragiques, le problème de la circulation à Rome est l'un des plus aigus que devra résoudre la municipalité. Il circule dans la capitale italienne 3 millions et demi de véhicules et les parcs sont pratiquement inexistantes. L'arrivée de centaines de cars de pèlerins risque de paralyser la ville. Jusqu'à présent, l'idée d'interdire à ces mastodontes mobiles le centre historique a rencontré le veto des agences de voyage et des commerçants. « Marcher, c'est tout de même le propre du pèlerin », soupirent, impuissants, les fonctionnaires de la municipalité.

Les mesures sont d'autant plus difficiles à prendre que pour l'instant personne ne sait combien de pèlerins seront attirés par Rome, le pape ayant donné la possibilité aux fidèles d'obtenir des indulgences dans certaines cathédrales sans se rendre nécessairement dans la capitale du catholicisme.

En 1982, il y a eu 11 millions de touristes à Rome. On attend quelque 8 millions de visiteurs supplémentaires cette année.

Sans doute, en faisant du monde et non pas seulement de Rome le siège du jubilé, le pape Jean-Paul II a-t-il bouleversé un rite séculaire : déjà son prédécesseur avait renversé l'ordre traditionnel qui prévoyait d'abord la célébration « romaine » de l'année sainte puis l'extension des indulgences dans un jubilé des églises locales. Cette fois, Jean-Paul II a fait coïncider les deux célébrations.

### Portes ouvertes aux indulgences

De notre correspondant

Rome. - C'est sous une pluie battante et une pluie Saint-Pierre envahie de parapluies que le pape Jean-Paul II a ouvert, vendredi 25 mars, à 17 heures, l'année sainte extraordinaire de la rédemption et de la réconciliation. Une « première » à plus d'un titre. D'abord, parce que le rite séculaire de l'ouverture de la porte du « grand pardon » a été modifié : la porte murée n'a pas été abattue comme c'était la coutume pour les jubilé, mais, prassiquement, ouverte d'un tour de clé quand le pape l'eut frappée de l'extérieur trois fois avec le marteau d'or et d'ivoire utilisé par ses prédécesseurs et eut prononcé en latin les antiques paroles : « Ouvrez-moi les portes de la justice ».

Quelques gravats étaient tombés sur Paul VI lorsqu'on abattit le mur de brique fermant la porte pour l'année sainte 1975, les autorités vaticanes ont préféré ne pas prendre le risque d'un nouvel incident.

Jean-Paul II a été le premier à franchir le seuil de cette porte, par laquelle, depuis l'an 1300, année du premier jubilé, sont passés au cours des siècles des

millions de pèlerins venus à Rome pour les années saintes. Il était suivi par la grande croix de bois portée horizontalement, qui, comme lui, avait traversé la place Saint-Pierre depuis l'abside de la basilique. Une cérémonie d'un caractère qui pouvait faire oublier qu'il s'agissait d'un rite de pénitence.

Autre particularité de cette année sainte : alors qu'en 1900 encore Léon XIII avait imposé vingt visites aux quatre basiliques majeures de Rome, il suffit cette fois d'en visiter une seule (les basiliques des Catacombes et de Santa-Croce-in-Gerusalemme ayant été ajoutées à la liste traditionnelle des lieux que peuvent visiter les pèlerins).

Une autre manière d'obtenir l'indulgence consiste à participer à une messe du jubilé ou, ce qui est encore plus « révolutionnaire », à l'audience générale. Reste inchangée la condition de la confession et de la communion. Enfin, il est possible d'obtenir l'indulgence plénière sans même se rendre en pèlerinage à Rome.

Samedi, devaient être ouvertes, avec le même rituel mais non par le pape, les portes des trois autres basiliques majeures de Rome. - Ph. P.

ions, ne donnant aucune présence ou privilège au pèlerinage à Rome.

Mais il a gardé de celui-ci ce qui, à ses yeux, est le caractère essentiel de la piété traditionnelle et populaire. C'est assurément avec ce souei de pouvoir s'adresser au plus grand nombre de fidèles - qui lui fait aussi accomplir ses voyages à l'étranger - que le pape a voulu cette année sainte pour célébrer le 1500<sup>e</sup> anniversaire.

points névralgiques de la Rome des touristes et de la Rome du jubilé : les quatre basiliques dans lesquelles au moins doit se rendre tout pèlerin (Saint-Pierre, Saint-Jean-de-Latran, Saint-Paul-Hors-murs, Sainte-Marie-Majeure).

Des habituels « Colisée » dans une banlieue de verre aux pietas en plastique, en passant par les cadres tridimensionnels avec un Christ en croix qui baisse les

#### A LOURDES

##### Cumul de célébrations

De notre correspondant

Lourdes. - La basilique souterraine Saint-Pie-X de vingt mille places, consacré il y a vingt-cinq ans par le cardinal Eugène Tisserant, alors évêque du diocèse de Lourdes, a reçu pour cette Année sainte 1983 une décoration impressionnante : la croix monumentale qui a servi, en juillet 1981, pour dominer de 30 mètres le podium du Congrès eucharistique international de Lourdes auquel Jean-Paul II, après l'attendait dont il venait d'être victime, n'a pu assister.

Les cérémonies d'ouverture de l'Année sainte à Lourdes ont constitué un même temps l'hommage rendu à Notre-Dame dont on célébrait la fête de l'Annonciation, jour des apparitions de 1858 où la Vierge aurait décliné

son nom à la future sainte Bernadette.

Chaque mercredi et chaque dimanche, les célébrations générales de Lourdes à l'intention des quatre millions de pèlerins attendus s'inspirent des thèmes de l'Année sainte.

Les deux ponts qui conduisent du nouvel hôpital au domaine de la grotte seront décorés, à partir du mois de mai, d'un groupe monumental en marbre réalisé par un artiste hongrois, Marie de Faykod, œuvre d'art offerte par les pèlerins de la cité de Bruges.

L'année jubilaire de Lourdes célébrera exceptionnellement et en même temps le 125<sup>e</sup> anniversaire des apparitions, le 50<sup>e</sup> anniversaire de la canonisation de Bernadette et le 1950<sup>e</sup> anniversaire de la Rédemption proclamée par le pape Année sainte.

GILBERT DUPONT.

saire de la mort du Christ. Une année sainte qui doit durer en fait treize mois, englobant deux fêtes de Pâques.

Comme toute année sainte ordinaire ou extraordinaire, celle de 1983 soulève les habituelles polémiques sur les gains que peut en retirer le Saint-Siège. La polémique fut particulièrement vive pour les années saintes de 1525 et 1550 célébrées en pleine époque de la Réforme protestante : Luther dénonça alors avec vigueur le « marché des indulgences » comme prétexte pour faire de l'argent. La présente année sainte tombant précisément par une eucharistique coïncidence l'année du 5<sup>e</sup> centenaire de Luther, le pasteur Aurelio Sbaasi, président de la fédération des Eglises évangéliques, avait d'ailleurs rappelé en janvier dernier l'indulgence « mais aussi la perplexité » que suscitent chez les protestants ces « célébrations sur commande » et la pratique des indulgences.

Quand Jean Paul II annonça l'année sainte précisément au moment où le Saint-Siège donnait pour la première fois ses explications de l'affaire de l'institut des œuvres de la religion et la Banco Ambrosiano, on se plut à rappeler que non seulement les caisses du Vatican se trouvaient en difficulté, mais aussi que son image parmi les fidèles pouvait être quelque peu entachée. Officiellement, le Vatican affirme qu'en 1975, les dépenses furent supérieures aux entrées et que les offrandes des fidèles sont peu de choses venant de gens simples qui ont déjà dû faire face au dépense du voyage.

Tout le monde - restaurateurs, hôteliers, commerçants - admet que l'année sainte est pour Rome une source de profits. Mais personne ne veut reconnaître qu'il sera parmi ceux à en profiter. « Les pèlerins, ça mange des pâtes », dit le restaurateur. « Ils dorment un jour et s'en vont », affirment les hôteliers.

Les seuls à ne pas cacher leur satisfaction - certains que même si Jean Paul II a voulu que cette année sainte soit placée sous le signe de l'austérité ils feront de petites fortunes, ce sont les marchands de colifichets et de « bandicuseries » en tous genres. Les « marchands du Temple » ont pris position aux quatre

yeux, tout est là. Mais la grande vedette, celui dont on voit l'effigie reproduite partout, sur un des maillots, des cendriers, des assiettes au même des descentes de lit, c'est le pape Wojtyla. Certaines de ces « créations » sont d'ailleurs « made in Taiwan ». Ce sont des initiatives privées, nous ne vendons que des livres de prière et des timbres », s'empresse-t-on de dire au Vatican, où l'on est un peu effaré de même de cette « laïcisation » de l'image du pape, proie semblait-il, du Star System.

PHILIPPE PONS.

#### PAS DE GRÈVE

##### LE 31 MARS

##### A LA RADIO-TÉLÉVISION

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT) C.F.D.T. a annoncé, vendredi 25 mars, qu'il repoussait à une date ultérieure le préavis de grève qu'il avait déposé, pour le jeudi 31 mars, dans l'ensemble des sociétés du secteur public de l'audiovisuel, afin d'appuyer des revendications portant sur les négociations relatives à l'élaboration d'une convention collective nationale.

Le SURT-C.F.D.T. a, en effet, expliqué que trois faits nouveaux étaient intervenus depuis le dépôt de ce préavis de grève, à la mi-mars, faits qui justifiaient sa décision : le remaniement ministériel, qui a abouti à la transformation du ministère de la communication en un secrétariat d'Etat aux techniques de la communication, dont les attributions restent à préciser ; la déclaration de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle sur l'avenir de ce secteur public (le Monde du 24 mars) ; et surtout l'annonce, par le collège patronal des employeurs, de la présentation, le mardi 25 mars, d'un projet de système salarial - dans le cadre des négociations sur la convention collective nationale, - que le syndicat cédétiste entend examiner avant d'entreprendre tout nouveau mouvement de grève.

● La fille de l'écrivain français Frédéric Dard, Joséphine, treize ans, a été enlevée en Suisse lundi 21 mars en fin d'après-midi, puis libérée dans la nuit de jeudi à vendredi après versement par son père d'une rançon de 8 millions de francs français.

Le numéro de « Monde » daté 26 mars 1983 a été tiré à 499 358 exemplaires

## L'architecte Bernard Tschumi

### sera le maître d'œuvre du parc de La Villette

Un jeune architecte français, installé à New-York, Bernard Tschumi, a été désigné, le vendredi 25 mars, maître d'œuvre général du parc de La Villette, où le musée des sciences et des techniques doit être aménagé dans les anciens abattoirs.

Réuni à Paris le 6 au 13 décembre dernier, le jury international présidé par le paysagiste brésilien Roberto Burle-Marx « avait trouvé difficile de désigner un seul lauréat et avait décidé de prolonger la compétition », rappelle le communiqué publié par l'Etablissement public, entre neuf « premiers prix ex æquo » (choisis parmi 470 candidats) qui devaient « approfondir leurs esquisses » (le Monde du 25 janvier).

D'anonymous et ouvert, le concours devenait ainsi une compétition restreinte entre neuf équipes qui ont

présenté par écrit, et oralement le jeudi 24 mars, des compléments à leurs projets. Le jury n'avait pu surmonter notamment les querelles d'école entre architectes et paysagistes en son sein.

L'absence de projets très marquants, dans une discipline qui n'a pas eu l'occasion de s'exercer assez fréquemment depuis le dix-neuvième siècle, n'expliquait pas toutefois le niveau de qualité très disparate des « premiers prix ». Ce choix avait vivement surpris les commentateurs et, curieusement, les neuf projets lauréats n'ont pas été montrés au public jusqu'à ce jour (ils vont l'être à partir du samedi 26 mars) dans la grande exposition sur les jardins organisée au Centre Pompidou depuis le mois de janvier.

#### Un théoricien

Né le 25 janvier 1944, à Lausanne, Bernard Tschumi est le fils de l'architecte suisse Jean Tschumi, et porte la double nationalité française et suisse. Il a étudié l'architecture à Paris et à Zurich. Installé à New-York, il enseigne à la Cooper Union, l'école d'architecture de Cooper Union et à l'université de Princeton et se présente lui-même comme un théoricien.

Auteur de nombreux « manifestes » publiés dans les revues spécialisées depuis 1973, et d'un livre intitulé « Manhattan transcrit » (1981), qui a fait l'objet de plusieurs expositions à New-York, Bernard Tschumi pourrait être considéré comme un « formaliste » à l'époque où l'architecture se dessine et s'écrit au moins autant qu'elle se construit.

Sa biographie fait état de nombreux articles et de participation à des expositions ; elle n'indique eu

chapitre « travaux » que des architectures éphémères et polémiques (subventionnées par le Fonds national pour les arts de New-York) désignées sous le nom de « folies » au sens du dix-huitième siècle.

Le projet de Bernard Tschumi pour le parc de La Villette est fondé sur le principe de ces « folies du 20<sup>e</sup> siècle », petits édifices destinés à accueillir les activités nombreuses prévues par le programme, à raison d'une construction tous les cent mètres, pour « jaloner le territoire ».

Selon l'architecte, cette « trame neutre » devrait s'accommoder « de toutes les transformations imaginables dans les cinquante ans qui suivront ». Le parc s'organiserait selon une composition, très formaliste à base de formes géométriques simples : cercle, carré et triangle.

M. CH.

#### LES BANQUES

##### OCCIDENTALES

### ACCORDENT 600 MILLIONS DE DOLLARS DE NOUVEAUX CRÉDITS A LA YUGOSLAVIE

La Yougoslavie a conclu un accord avec les banques occidentales aux termes duquel quelque 600 millions de dollars de crédits nouveaux lui sont accordés tandis qu'une partie de sa dette extérieure venant à échéance en 1983 est rééchelonnée. Selon le Financial Times, le rééchelonnement porte sur 1,4 milliard de dollars le crédit à moyen terme pour lequel un délai de paiement de six années (au lieu des cinq d'abord proposés par les banques) est accordé, et sur 1,8 à 2 milliards de dollars de crédit à court terme (moins de douze mois d'échéance) qui seront remboursés en deux ans.

Les banques commerciales voulaient que ce soit la République fédérale elle-même qui emprunte les nouvelles sommes dont elle a besoin. Il a été convenu que les crédits seront consentis à la Banque nationale et aux banques commerciales yougoslaves, mais la République fédérale donnera sa garantie.

En plus de facilités accordées par les banques étrangères, la Yougoslavie recevra des crédits des gouvernements occidentaux (1,36 milliard de dollars, ainsi que du Fonds monétaire international (600 millions de dollars) et de la Banque mondiale (350 millions de dollars). En attendant, la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) doit lui consentir un crédit-relais de 500 millions de dollars.

#### En R.F.A.

### L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE A REPRÉSENTÉ 11 MILLIARDS DE FRANCS

La balance commerciale ouest-allemande a enregistré en février un excédent de 3,7 milliards de deutschemarks (11 milliards de francs), contre 2,7 milliards en janvier (+ 3,6 milliards de deutschemarks en février 1982). Pour les deux premiers mois de 1983, le solde positif a été de 6,4 milliards de deutschemarks, contre 4,8 milliards durant la même période de 1982.

De son côté, la balance courante a été excédentaire de 800 millions de deutschemarks alors qu'elle avait été déficitaire de 100 millions en janvier. En deux mois, le surplus a été proche de 700 millions de deutschemarks contre un passif de 2,9 milliards en janvier-février 1982.

En février, les exportations ont atteint 33,1 milliards de deutschemarks, ayant augmenté de 2,5 % par rapport à janvier et baissé de 3,7 % par rapport à février 1982. Les importations ont représenté 29,4 milliards de deutschemarks, en hausse de 20,3 % en un mois et en diminution de 0,5 % en un an. Pour les deux premiers mois de 1983, les ventes ont atteint 65,5 milliards de deutschemarks, en baisse de 0,1 %, et les achats 59,1 milliards, en diminution de 3,3 % par rapport à la même période de 1982.

#### A Levallois-Perret

### DEUX MALFAITEURS TUÉS PAR LE FILS D'UN BIJOUTIER

Deux malfaiteurs ont été tués, vendredi 25 mars, au cours d'un hold-up dans une bijouterie à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Un troisième homme a pu prendre la fuite.

Vers 16 h 30, deux jeunes gens sont entrés dans la boutique de M. et Mme Pasteur où se trouvait un vendeur et ont demandé à examiner des pendules, puis des bagues.

Le fils des bijoutiers, M. Gilles Pasteur, âgé de 24 ans, qui entrerait à ce moment à été étonné par l'attitude des deux « clients ». L'arrivée d'un troisième homme qui se dirigeait vers l'atelier, au fond de la boutique, lui fit comprendre qu'il s'agissait de malfaiteurs. Le jeune homme s'est glissé derrière le comptoir et a saisi un revolver. Deux des malfaiteurs ont alors sorti des revolvers, mais M. Pasteur a tiré le premier, blessant mortellement l'un d'eux.

Alors que le troisième malfaiteur se précipitait vers lui, M. Pasteur s'est retourné et l'a tué.

A B C D E F G

MATEIAS - SOMMERHOF - ENSEMBLES

**TRECA EPEDA SIMMONS**

EXPOSITION ET VENTE

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11  
Métro Parmentier - Parking assuré  
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE